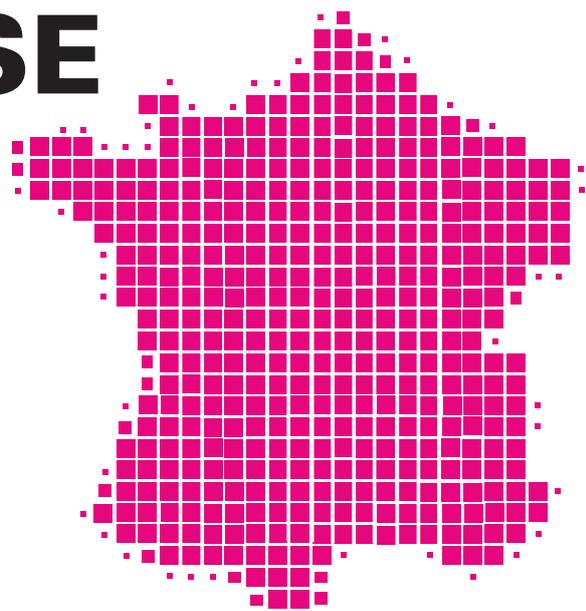


ENQUÊTES D'OPINION

LES ASPIRATIONS ET CLIVAGES DANS LA SOCIÉTÉ FRANÇAISE

DOSSIER 1 / 6

RAPPORTS
AUX INSTITUTIONS



sous la direction de Sebastian ROCHÉ,
directeur de recherche au CNRS, Sciences Po Grenoble
Juin 2018

GRANDLYON
la métropole

PRÉAMBULE

L'analyse des transformations sociales est un des fondements de tout travail de prospective : comment évoluent les valeurs morales (famille, sexualité, fin de vie...), les croyances et les aspirations des Français ? Quels sont les clivages qui s'affirment et ceux qui régressent (droite et gauche, ville et campagne, nation et mondialisation...) ? Comment certaines pratiques sociales importantes se transforment-elles (consommation, santé, alimentation, rapports de genres...) ? Quelles conceptions les Français projettent-ils pour demain concernant le rapport à l'altérité, les formes de la solidarité, la place de l'action publique ?

La direction de la prospective et du dialogue public a souhaité faire le point sur toutes ces questions. Elle a compilé plusieurs centaines d'enquêtes réalisées au niveau national et international.

Les résultats commentés sont présentés au sein des six dossiers thématiques suivants :

1. Rapports aux institutions
2. Trajectoires sociales
3. Sécularisation et religion
4. Cohésion sociale et violence
5. Valeurs morales, technologie et environnement
6. Rapports à la ville

PRÉCAUTIONS MÉTHODOLOGIQUES

Les données présentées ici ne sont pas issues de statistiques (par exemple le nombre de délits enregistrés dans le pays par la police pendant une année) mais d'enquêtes et de sondages (par exemple la part de la population qui éprouve un sentiment d'insécurité dans les transports publics).

Nous sommes donc dans le registre du déclaratif qui permet de cerner des opinions et des représentations.

L'intérêt des enquêtes d'opinion est précisément de pouvoir appréhender la subjectivité des individus, de comprendre ce qui motive leurs comportements. Leur limite est le décalage qui existe bien souvent entre ce que les gens déclarent et ce qu'ils font réellement. Mais identifier ces décalages constitue aussi un enjeu pour tout responsable public souhaitant adapter l'offre de service aux attentes des habitants, ou inversement susciter des évolutions dans les comportements des habitants.

Les enquêtes et les sondages sont soumis par nature à de multiples biais, même quand l'échantillon est dit représentatif de la population. Par exemple, une même question formulée de deux façons différentes peut entraîner des résultats différents. Ou alors, des éléments forts dans l'actualité, mais conjoncturels, peuvent venir perturber les réponses des interviewés. Ajoutons aussi que, par définition les individus répondent aux questions qu'on leur pose. Or bien souvent aucune question ne leur permet d'exprimer ce qu'ils pensent vraiment... et ce que font alors ressortir les résultats du sondage, c'est autant les préoccupations du sondeur que les opinions des personnes sondées.

Toutefois, si tel ou tel résultat d'enquête peut toujours être critiqué, la masse des sondages et des enquêtes ne se trompe pas. C'est la raison pour laquelle la direction de la prospective et du dialogue public a souhaité compiler et recouper les résultats de nombreuses enquêtes.

Dans la restitution synthétique des résultats que nous livrons ici, aucun chiffre n'est cité seul (par exemple, x % des français pensent que...). En effet, malgré leur apparente précision ces chiffres ne sont que des ordres de grandeur. Par contre, ce qui est réellement significatif ce sont les comparaisons dans le temps et entre groupes. Toutes les données présentées exprimeront donc soit des évolutions d'opinions, soit des différences ou des proximités d'opinions entre des groupes.

6 dossiers thématiques, 114 fiches-enquêtes, comment s'y retrouver ?

Dossier 1 : **RAPPORTS AUX INSTITUTIONS**, piloté par Sebastian Roché

Avec les fiches rédigées par :

- Sebastian Roché (fiches 1, 2, 3, 6, 9, 10, 11, 13, 14, 15, 16, 17),
- Cédric Polère (fiches 4, 5, 7),
- Aurélien Boutaud (fiches 8, 12)

Dossier 2 : **TRAJECTOIRES SOCIALES**, piloté par Cédric Polère

Avec les fiches rédigées par :

- Cédric Polère (fiches 18, 20, 23, 24, 31, 34, 35, 37, 38, 39, 40, 41, 42),
- Sebastian Roché (fiches 27, 28, 29, 30),
- Aurélien Boutaud (fiches 21, 22, 25, 32, 33, 36)
- Boris Chabanel (fiches 19, 26)

Dossier 3 : **SÉCULARISATION & RELIGION**, piloté et rédigé par Sebastian Roché (fiches 43 à 59)

Dossier 4 : **COHÉSION SOCIALE & VIOLENCES**, piloté et rédigé par Sebastian Roché (fiches 60 à 83)

Dossier 5 : **VALEURS MORALES, TECHNOLOGIE & ENVIRONNEMENT**, piloté par Cédric Polère

Avec les fiches rédigées par :

- Cédric Polère (fiches 85, 86, 88, 89, 91, 97, 98),
- Sebastian Roché (fiches 99, 100),
- Aurélien Boutaud (fiches 84, 90, 92, 93, 94, 95, 96, 101)
- Boris Chabanel (fiche 87)

Dossier 6 : **RAPPORTS À LA VILLE**, piloté par Aurélien Boutaud

Avec les fiches rédigées par :

- Aurélien Boutaud (fiches 102, 105, 106, 108, 109, 111, 112),
- Cédric Polère (fiches 103, 107, 110, 113, 114),
- Sebastian Roché (fiche 104)

LES ASPIRATIONS ET CLIVAGES DANS LA SOCIÉTÉ FRANÇAISE

DOSSIER 1 **RAPPORTS AUX INSTITUTIONS**

SOMMAIRE

SYNTHÈSE.....	p. 6
1. Appartenir à la France ou à l'Europe ?	p. 9
2. La fierté de sa nationalité en France et dans les pays de l'UE	p. 13
3. La France, l'ouverture et la mondialisation	p. 17
4. La perception de l'Europe : l'appartenance à l'Europe est-elle bénéfique pour vous ? ..	p. 21
5. La géographie électorale, un décalque des inégalités créées par la mondialisation : Autriche, États-Unis, France, Royaume-Uni	p. 25
6. Le divorce entre les citoyens et les hommes politiques	p. 29
7. Le déclassement social et le vote	p. 33
8. Le renouveau politique ne suffit pas, les Français veulent davantage de démocratie participative	p. 37
9. Aux sources de la démobilisation politique : les mal-inscrits	p. 43
10. L'intérêt pour la politique chez les collégiens	p. 45
11. Chez les jeunes, l'importance du vote s'affaiblit nettement lorsqu'ils vivent en habitat HLM	p. 49
12. La République et la tentation de la violence	p. 53
13. Les personnes d'origine étrangère se définissent-elles comme appartenant à une minorité ethnique en Europe ?	p. 59
14. Devenir français : l'expérience des immigrés et leurs descendants	p. 63
15. La participation associative : intégration et origine migratoire	p. 67
16. L'inscription électorale et les origines nationales : immigrés et descendants d'immigrés	p. 71
17. La participation politique des personnes de culture musulmane et des musulmans, 2016	p. 75

DOSSIER 1 : RAPPORTS AUX INSTITUTIONS

SYNTHÈSE

Comment se réalise l'intégration politique ? Elle repose sur un sentiment d'appartenance à la nation politique et au fait de se reconnaître dans des principes. Ces fondements sont fragiles car érodés : aux couches populaires la nation n'apparaît plus protectrice, les hommes politiques désintéressés du peuple, les élections vaines et les grands principes creux. L'intégration politique des descendants des immigrés est réelle, mais progressive et parfois lente car certains groupes cumulent distance culturelle, moindre détention de la citoyenneté et handicap socio-économique. Cela est particulièrement illustré par le cas de la population musulmane.

L'appartenance nationale et le monde

La France est l'unité géographique à laquelle les Français se sentent appartenir « avant tout », une primauté encore accentuée par les attentats de janvier 2015 à Paris, devant la région ou la ville, et loin devant l'Europe ou le monde. Les unités politiques nationales forment les fondations sur lesquelles la démocratie politique repose, et notamment les droits politiques et sociaux, mais aussi la participation à l'Union Européenne. La France ne s'oppose pas à l'Europe, mais les citoyens se définissent par leur identité nationale qui sert de marchepied pour s'inscrire dans une enveloppe plus large, européenne (Fiche 1 : *Appartenir à la France ou à l'Europe ?*). Cette appartenance s'accompagne d'une fierté largement partagée (par entre 7 et 8 Français sur 10), et elle se retrouve dans tous les pays de l'UE, à l'exception de pays divisés par des guerres comme la Bosnie ou l'Ukraine (Fiche 2 : *La fierté de sa nationalité en France et dans les pays de l'UE*).

Le désir d'ouverture ou de fermeture de la France vis-à-vis de son environnement économique et politique est directement informé par le statut économique : les ouvriers et employés veulent que la France se protège trois fois plus souvent que les cadres (Fiche 3 : *La France, l'ouverture et la mondialisation*). La mondialisation est une menace, et pas une chance, pour le bas de l'échelle sociale, et ce sentiment est plus large que pour l'appartenance à l'UE. A l'échelle de l'UE, on retrouve la même coupure entre le haut et le bas, « l'élite » (hommes politiques, journalistes, dirigeants d'entreprises, d'universités, de grandes associations) s'estime nettement plus bénéficiaire de l'UE que la population générale des dix pays interrogés (Fiche 4 : *L'appartenance à l'Europe a-t-elle été bénéfique pour vous ?*). Les partis politiques « souverainistes » (en France le Front National), les votes anti-européens comme le Brexit, ou isolationnistes (comme avec Donald Trump) sont minoritaires dans le cœur des métropoles globalisées (Paris, New York, Londres), et croissent au fur et à mesure qu'on s'en éloigne vers les périphéries pauvres (Fiche 5 : *La géographie électorale, un décalque des inégalités créées par la mondialisation*).

Un personnel politique éloigné des français, et encore plus des plus modestes

Les Français sont persuadés que les hommes et femmes politiques se préoccupent de moins en moins souvent d'eux, près de 9 sur 10 sont dans cet état d'esprit en 2014, plus du double par rapport aux années soixante-dix. Un gouffre s'est installé entre les élites politiques et le peuple, les cadres se sentant un peu mieux entendus. Les trois quarts des Français pensent que la démocratie ne fonctionne pas en France, c'est 50 % de plus qu'au début des années 2000 (Fiche 6 : *Le divorce entre les citoyens et les hommes politiques*).

L'explication économique joue à plein : pour l'élection présidentielle de 2017, les partis situés aux deux extrémités de l'offre politique (à gauche la France Insoumise et à droite le Front National) attirent largement les électeurs déçus par leur trajectoire sociale objective (être en moins bonne position que ses parents) ou subjective (se sentir en moins bonne position que ses parents). Le déclassement social organise le vote (Fiche 7 : *Le déclassement social et le vote*).

Après l'élection d'Emmanuel Macron, les opinions suivant lesquelles la démocratie fonctionnent bien font, entre 2016 et 2017, un bon de +18 points à 54 % (et même +35 points chez les 18-24 ans, à 61 %). Le renouvellement par l'irruption d'un inconnu et naissance d'un nouveau parti politique donne ses effets. Mais, au-delà, les citoyens sont en demande de davantage d'écoute et de prise en compte de leurs avis. (Fiche 8 : *Le nouveau politique ne suffit pas, les Français veulent davantage de démocratie participative*).

En effet, les électeurs de Macron appartiennent bien plus nettement aux couches éduquées et supérieures que les candidats plus protestataires. Il y aura fort à faire pour ramener durablement les électeurs des couches populaires dans le jeu électoral. En effet, on observe dans les espaces défavorisés une démobilisation politique profonde, même si elle n'empêche pas une mobilisation au coup par coup. Au cours des années 1960/1970, les cités ouvrières votaient plus que les centres-villes des communes ouvrières. La situation s'est renversée. La non inscription et la « mal inscription » sur les listes électorales (être inscrit ailleurs que là où l'on réside, soit parce qu'on réside dans une cité mais qu'on est inscrit ailleurs, soit parce qu'on est resté inscrit dans la cité mais qu'on demeure ailleurs) se cumulent pour mettre hors jeu 44 % du corps électoral dans les banlieues populaires selon les politistes Cécile Braconnier et Jean-Yves Dormagen. Ce n'est donc pas un désintérêt pour le scrutin, mais une démobilisation antérieure qui empêche de voter : elle explique la moitié de l'abstention régulière (Fiche 9 : *Aux sources de la démobilisation politique : les mal-inscrits*).

La relation à la politique se construit chez les jeunes, avant même qu'ils aient l'âge de voter. Les enfants du bas de l'échelle sociale tendent à être moins politisés et à dévaloriser l'acte de voter. Il n'y a que 16 % des adolescents qui parlent politique (y compris sur les média sociaux). Les enfants de 15-16 ans favorisés s'y révèlent nettement moins fermés : 14 % à ne jamais discuter contre 47 % en milieu défavorisé (Fiche 10 : *L'intérêt pour la politique chez les collégiens*). L'acte de vote subit pareillement un effondrement de son utilité perçue et particulièrement chez les garçons en milieu modeste, qui sont 30 % à le trouver inutile contre 11 % en milieu favorisé (Fiche 11 : *Chez les jeunes, l'importance du vote s'affaiblit nettement lorsqu'ils vivent en habitat HLM*).

L'intégration politique des minorités

Si la participation à la vie de la cité est la clé à l'intégration d'une société, il est important de connaître les processus par lesquels les nouveaux arrivants et leurs descendants vont pouvoir prendre racine et devenir des citoyens actifs.

Lorsque les habitants d'un pays sont d'origine étrangère et continuent à se sentir dans leur pays d'accueil comme « une minorité ethnique », c'est que le processus d'intégration n'a pas fonctionné complètement. Si l'on compare la France à divers pays de l'UE, on remarque qu'elle fait mieux que la plupart en la matière. Le pourcentage des personnes dont le père n'est pas né dans le pays et qui se définit ethniquement y est parmi les plus faibles : 15,5 % contre 22,8 % en Allemagne et 43,8 % aux Pays-Bas par exemple (Fiche 13 : *Les personnes d'origine étrangère se définissent-elles comme appartenant à une minorité ethnique en Europe ?*). Cela ne permet pas de conclure que ce sentiment n'est pas amèrement vécu par la petite partie des personnes qui se définit ainsi, et que ce ressentiment n'aura pas des conséquences graves.

La manière dont on est vu par la société environnante peut expliquer le fait de se sentir français. Et, effectivement, on remarque que les descendants des immigrés, bien plus souvent que leurs parents, se sentent vus comme tels d'après l'enquête TeO. Le processus est très spectaculaire chez les personnes issues de l'UE (presque plus personne ne se sent pas vu comme français) et plus lent pour les citoyens turcs ou d'Afrique sahélienne (Fiche 14 : *Devenir français : l'expérience des immigrés et leurs descendants*).

Un des moyens de s'intégrer passe par la participation associative, c'est une intégration concrète « par le bas » qui sert de tremplin et permet de s'inscrire dans la collectivité imaginée du haut, la nation. Cette participation associative apparaît nettement en retrait pour les immigrés, mais elle progresse pour leurs descendants, selon l'enquête TeO de l'INSEE et l'INED. Mais on distingue des différences : les Turcs et les Africains subsahariens ont plutôt tendance à développer des liens avec leur pays d'origine et leur religion alors que les Italiens ou les Espagnols ou les personnes issues d'Afrique-du-Nord le font peu (Fiche 15 : *La participation associative : intégration et origine migratoire*). Ce dernier point suggère que la mémoire coloniale n'est pas un facteur prépondérant.

L'inscription sur les listes électorales, pour les personnes ayant acquis la nationalité française, est une étape supplémentaire. Les immigrés sont moins souvent inscrits sur les listes électorales que la population majoritaire. Leurs enfants le sont autant pour les femmes, et quelques points de moins pour les hommes, signalant le rôle particulier du genre en la matière. Si l'on observe les pays ou régions d'origine, on note que les femmes asiatiques ou d'Europe du sud changent (à la hausse) le plus nettement leur taux d'inscription. L'Afrique subsaharienne est une exception : lorsqu'on en provient, pour les hommes et les femmes de la seconde génération, il recule (Fiche 16 : *L'inscription électorale et les origines nationales : immigrés et descendants d'immigrés*).

En dépit des processus d'intégration en termes d'auto-catégorisation (ne pas se sentir « une minorité », être vu comme français ou non), de participation associative et d'inscription sur les listes électorales, certaines populations restent moins bien représentées politiquement. C'est le cas des musulmans suivant les estimations de l'institut Montaigne qui calcule que pour 100 personnes d'origine musulmane, seules 35 participent au scrutin de l'élection présidentielle de 2017. Pour une part, cela tient au fait que seuls les détenteurs de la nationalité peuvent voter (c'est le cas de 75 personnes sur 100). L'absence d'inscription puis de déplacement le jour du scrutin explique le reste, probablement sous l'effet de facteurs socio-économique, psycho-politiques (compétence subjective) et peut-être religieux, mais ces derniers ne sont pas connus (Fiche 17 : *La participation politique des personnes de culture musulmane et des musulmans, 2016*). Ce déficit de possibilité d'expression politique pose problème dans la mesure où la participation électorale (ne serait-ce qu'au plan local) demeure la clé de l'intégration politique d'une nation, et où son défaut pourrait alimenter un sentiment d'aliénation et d'hostilité aux institutions.

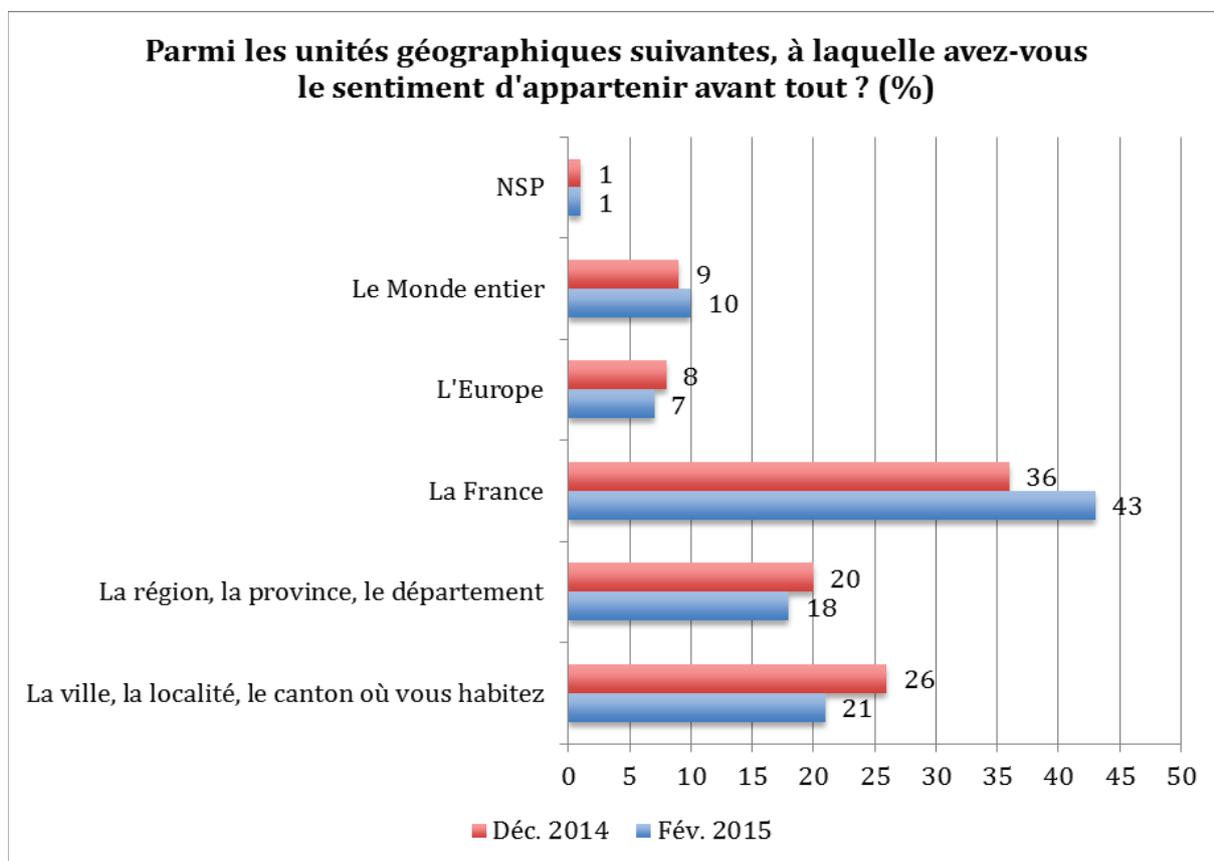
APPARTENIR À LA FRANCE OU À L'EUROPE ?

Les États-Nations semblaient une forme stabilisée, sinon la forme politique de référence. Leur pertinence a été bousculée par différentes évolutions. D'une part, on observe des mouvements de population en Europe et en dehors de l'Europe. Il faut y ajouter, d'autre part, les effets de la globalisation ainsi que l'émergence puis la consolidation de l'Europe politique, combinée à l'émergence d'instances internationales comme sources de droit s'imposant aux États. Enfin, des identités locales et régionales s'affirment.

Dans ce contexte nouveau, les personnes développent-elles des identités territoriales, et donc politiques, multiples ? Ou bien certaines identités s'effacent-elles au profit d'autres ? Et, particulièrement, l'Europe se fait-elle contre la citoyenneté nationale ? Lorsqu'on interroge les français sur les espaces auxquels ils ont le sentiment d'appartenir en priorité, certains niveaux s'affirment au détriment d'autres.

Le Cevipof, un centre de recherche de Sciences Po Paris, a posé une telle question à plusieurs reprises ces dernières années pour ses baromètres, et donné le choix entre être citoyen du monde, de l'Europe, de la France, d'un niveau intermédiaire comme la région, du lieu d'habitation comme la ville. Avec une formulation exclusive (qui interdit donc la multi appartenance), la France arrive loin devant les autres cadres d'identification (cf. **figure n°1**). Elle est suivie, d'un peu loin, par le niveau intermédiaire, puis par la localisation la plus proche du répondant (la ville, la commune, le canton). Les espaces nouveaux, comme l'Europe, ou plus larges (le monde) n'attirent que 7 à 10 % des suffrages chacun. En France, on se sent avant tout Français ou appartenir à des morceaux de la France.

Figure n°1 Étude Cevipof : « Parmi les unités géographiques suivantes, à laquelle avez-vous le sentiment d'appartenir avant tout ? », 2014 et 2015, France.



Une autre manière de poser la question consiste à autoriser les appartenances multiples. Certes, on se sent d'abord français, mais pour autant cela n'interdirait pas de se sentir aussi partie d'un autre niveau territorial supérieur, l'Europe. Le Cevipof l'a également expérimenté. Une première façon de poser la question conduit à proposer trois choix : « seulement français », « plus français qu'europpéen » ou « autant européen que français (figure n°2). Ceux qui excluent tout autre appartenance que française sont alors environ un tiers. Ceux qui valorisent surtout la France (plus français qu'europpéen) forment un second tiers. On peut donc dire qu'une dominante centrée sur la France rassemble les deux tiers de l'échantillon. Enfin, le troisième tiers est composé de ceux qui acceptent l'idée d'une dualité égale d'appartenance (autant français qu'europpéen).

Figure n°2 Étude Cevipof « Vous personnellement, vous sentez-vous ... ? » « Seulement Français, Plus Français qu'Européen, Autant Européen que Français » 2013, 2014 et 2015, France.

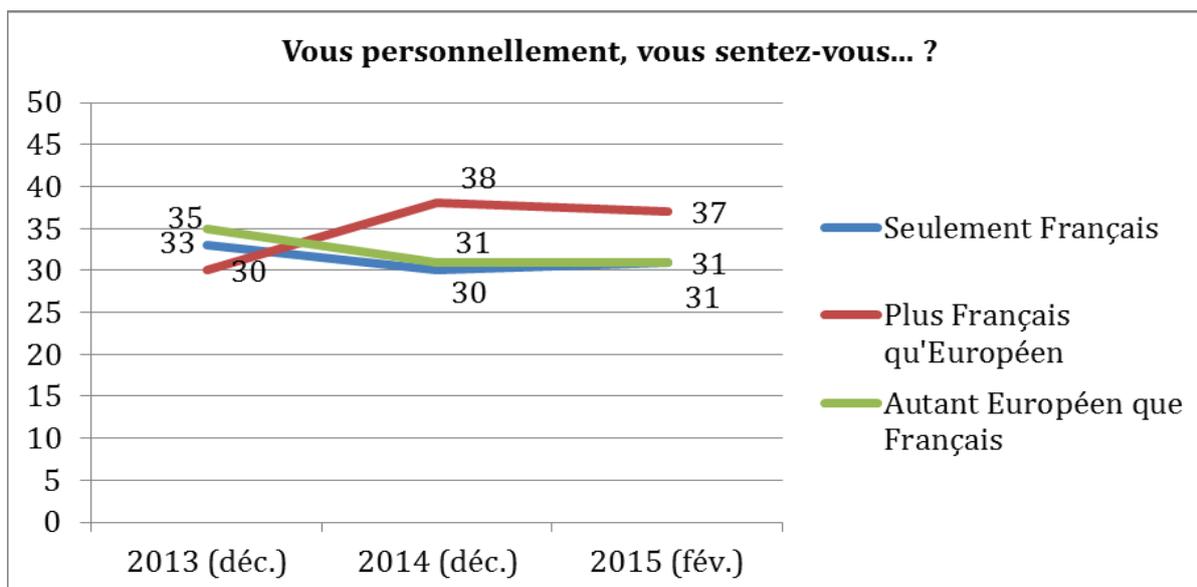
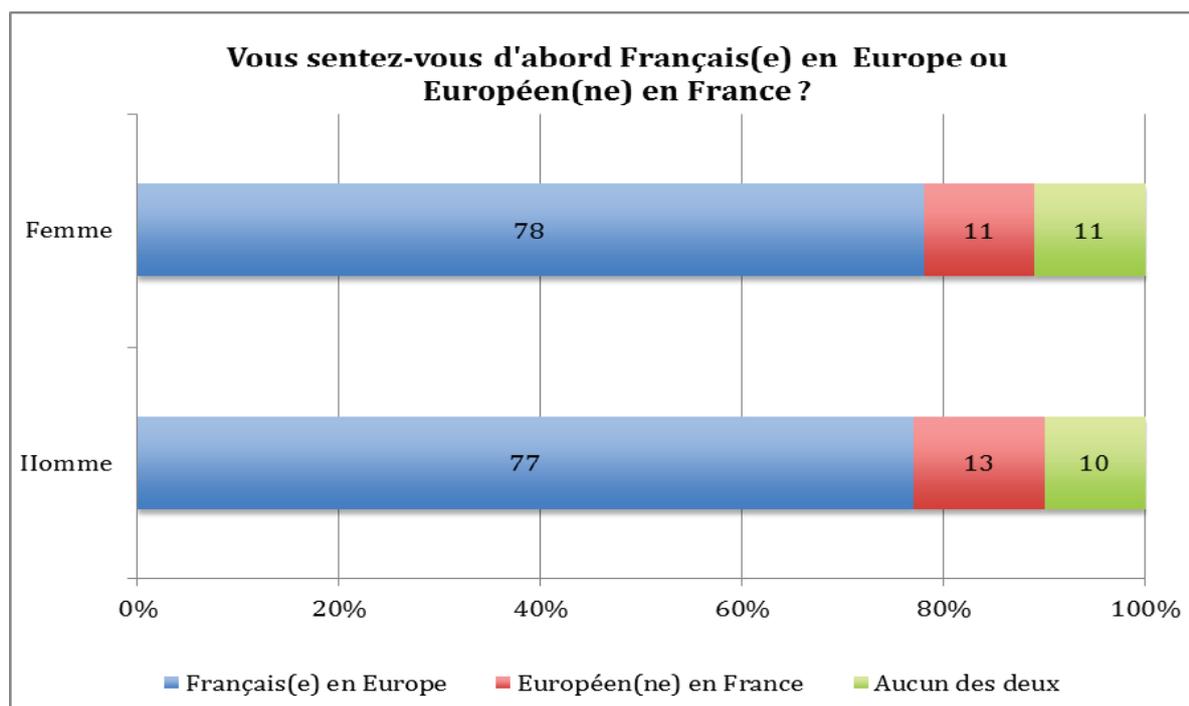
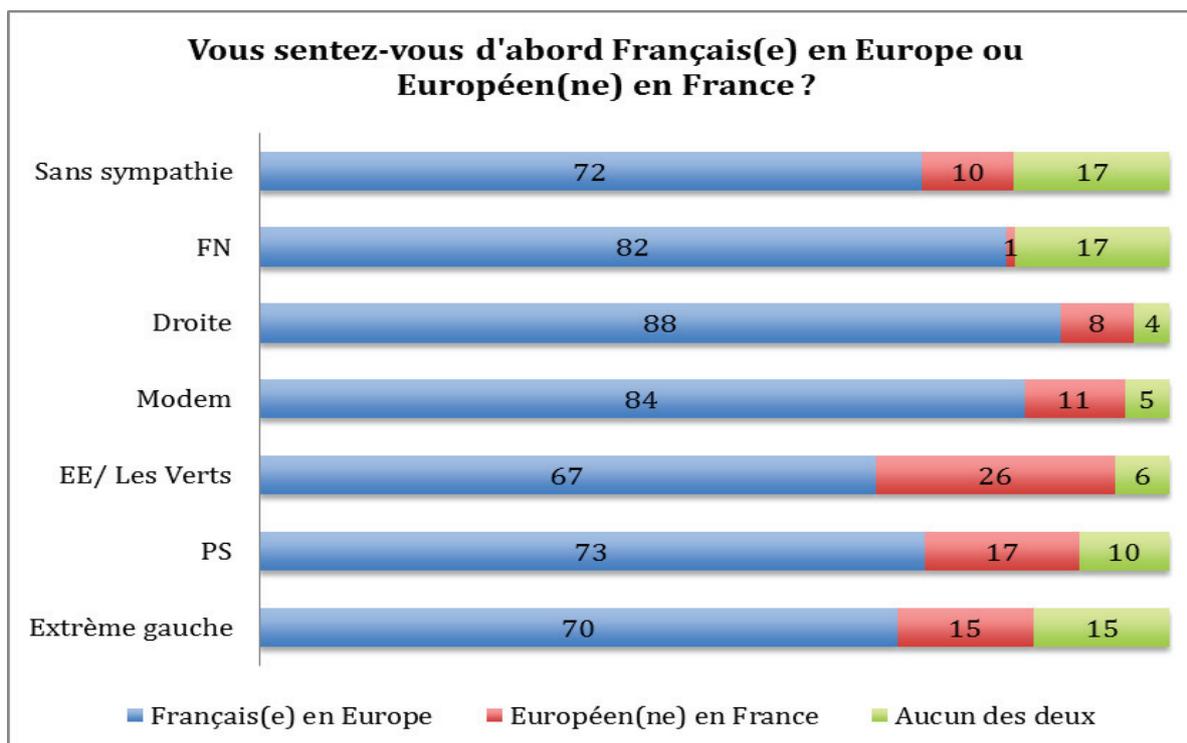


Figure n°3 Sondage Opinionway « Vous sentez-vous d'abord Français(e) en Europe ou Européen(ne) en France ? » 2012, France.



Une seconde manière de composer les identités est offerte par une formulation nouvelle : Vous sentez-vous d'abord Français(e) en Europe ou Européen(ne) en France ? De cette manière on peut choisir entre « Français(e) en Europe », « Européen(ne) en France » ou « Aucun des deux ». L'idée ici est de retenir l'appartenance qui teinte le plus l'autre, l'appartenance dominante pourrait-on dire. En procédant ainsi on obtient des résultats proches : 77% des hommes et 78% des femmes se sentent « françaises en Europe », marquant clairement la préférence donnée à la France, le choix inverse ne recueillant que 11 à 13 % des voix. La préférence partisane (cf. **figure n°4**) affecte les identifications, les sympathisants FN étant les moins nombreux à accepter la prééminence de l'Europe (1%), les écologistes les plus nombreux à le faire (26%). A droite, on est un peu plus identifié qu'à gauche par la nation, mais dans des proportions qui varient de moins de 10 points.

Figure n°4 « Vous sentez-vous d'abord Français(e) en Europe ou Européen(ne) en France ? » 2012, France.



CONCLUSIONS. Quelque soit la manière dont on pose la question, le point d'ancrage identitaire des français, le cadre auquel ils se sentent appartenir, est avant tout la France. Lorsqu'on leur permet de combiner des préférences, entre les deux tiers et les trois quarts des sondés se reconnaissent prioritairement dans le cadre français. L'orientation politique module ces préférences, mais n'annule pas la référence à la France au profit de l'Europe dans aucun électorat. Les États-Nations restent, en Europe, un élément d'identification essentiel en dépit du processus d'intégration européenne.

Liste et méthodologie des sondages

Étude baromètre Cevipof réalisée en 2015 auprès d'un échantillon de 1524 personnes, représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus et inscrite sur les listes électorales. Ces personnes avaient déjà répondu à la vague 6. L'échantillon a été constitué selon la méthode des quotas, au regard des critères de sexe, d'âge, de catégorie socioprofessionnelle, après stratification par région de résidence et taille de commune. Mode d'interrogation : en ligne sur système Cawi (Computer Assisted Web Interview).

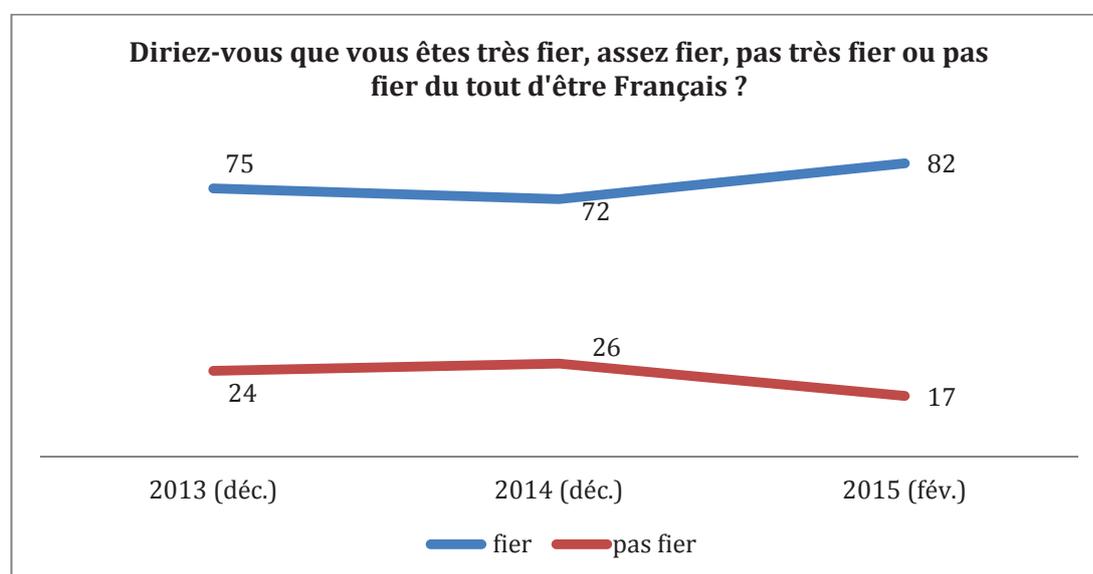
Étude Opinionway réalisée du 6 au 7 mars 2012 auprès d'un échantillon de 1003 personnes, représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus. L'échantillon a été constitué selon la méthode des quotas, au regard des critères de sexe, d'âge, de catégorie socioprofessionnelle, de catégorie d'agglomération et de région de résidence. L'échantillon a été interrogé en ligne sur système Cawi.

LA FIERTÉ DE SA NATIONALITÉ EN FRANCE ET DANS LES PAYS DE L'UE

Les citoyens reconnaissent appartenir à des cadres territoriaux et politiques (cf. fiche 1). Et, en France, ils le font surtout en référence à la France. Mais, sont-ils émotionnellement attachés à leur pays, se vivent-ils comme des patriotes, fiers d'être français ? Le patriotisme est-il une particularité française, la fierté est-elle plus forte que chez nos voisins et les autres pays européens ?

S'il y a une crise d'identité de la France, elle ne se traduit pas par une diminution de la forme particulière d'attachement que traduit la fierté d'y appartenir pour les citoyens. Le Cevipof a posé à plusieurs reprises ces dernières années une question identique pour ses baromètres : « Diriez-vous que vous êtes très fier, assez fier, pas très fier ou pas fier du tout d'être Français ? ». Les résultats montrent une fierté élevée de l'ordre des trois quarts des sondés, qui augmente de quelques points après les attentats de janvier 2015, qui ont, semble-t-il, contribué à renforcer l'idée nationale (cf. **figure n°1**).

Figure n°1 Étude Cevipof : « Diriez-vous que vous êtes très fier, assez fier, pas très fier ou pas fier du tout d'être Français ? », 2013, 2014 et 2015, France.



Les enquêtes sur les valeurs des européens (EVS) permettent d'étendre le regard. La comparaison avec les autres pays européens conforte dans l'idée que la fierté d'appartenir à son pays est la règle plutôt que l'exception. Seuls les nationaux sont interrogés sur leur fierté, les pourcentages EVS n'incluent donc pas les étrangers. La dernière vague date de 2008, les résultats en sont extraits (cf. **figure n°2**).

La fierté d'appartenir à son pays est la plus fréquente dans différents petits pays tels que l'Albanie, l'Arménie, l'Autriche par exemple. Elle est la plus faible au Kosovo ou encore au Royaume-Uni, en Ukraine ou en Turquie, peut-être du fait d'une diversité ethnique de peuplement. Mais, aucune explication des variations de cette fierté n'a été donnée par les auteurs de ces études.

Céline Belot, chercheur au CNRS-Sciences Po Grenoble, a rapproché les pourcentages de « très fiers » et le fait de dire que, pour être d'un pays (français par exemple), il est très important d'y être né ou y avoir des origines, et remarqué une corrélation modérée (**figure n°3**). Ce résultat signifie que la fierté est le plus souvent forte dans les pays où les habitants sont nombreux à se définir par leurs racines dans le pays, en référence à une « nation ethnoculturelle ». Cette définition s'oppose, en philosophie, à l'idée de nation politique de Renan qui repose sur une volonté de vivre ensemble quelques soient les origines. Prenons deux pays extrêmes sur le graphique n°3 : le Kosovo est un pays où les habitants sont « très fiers » et nombreux à dire qu'ils se définissent par leurs racines. Inversement, les Pays-Bas sont un des pays où l'on affiche rarement une grande fierté, et où, corrélativement, rares sont ceux qui pensent la nation en référence à un ancrage ethnoculturel (être né, avoir des origines).

Figure n°2 « Diriez-vous que vous êtes fier d'être citoyen [national] ? Diriez-vous très fier, assez fier, pas très fier, pas fier du tout ? » EVS, 2008.

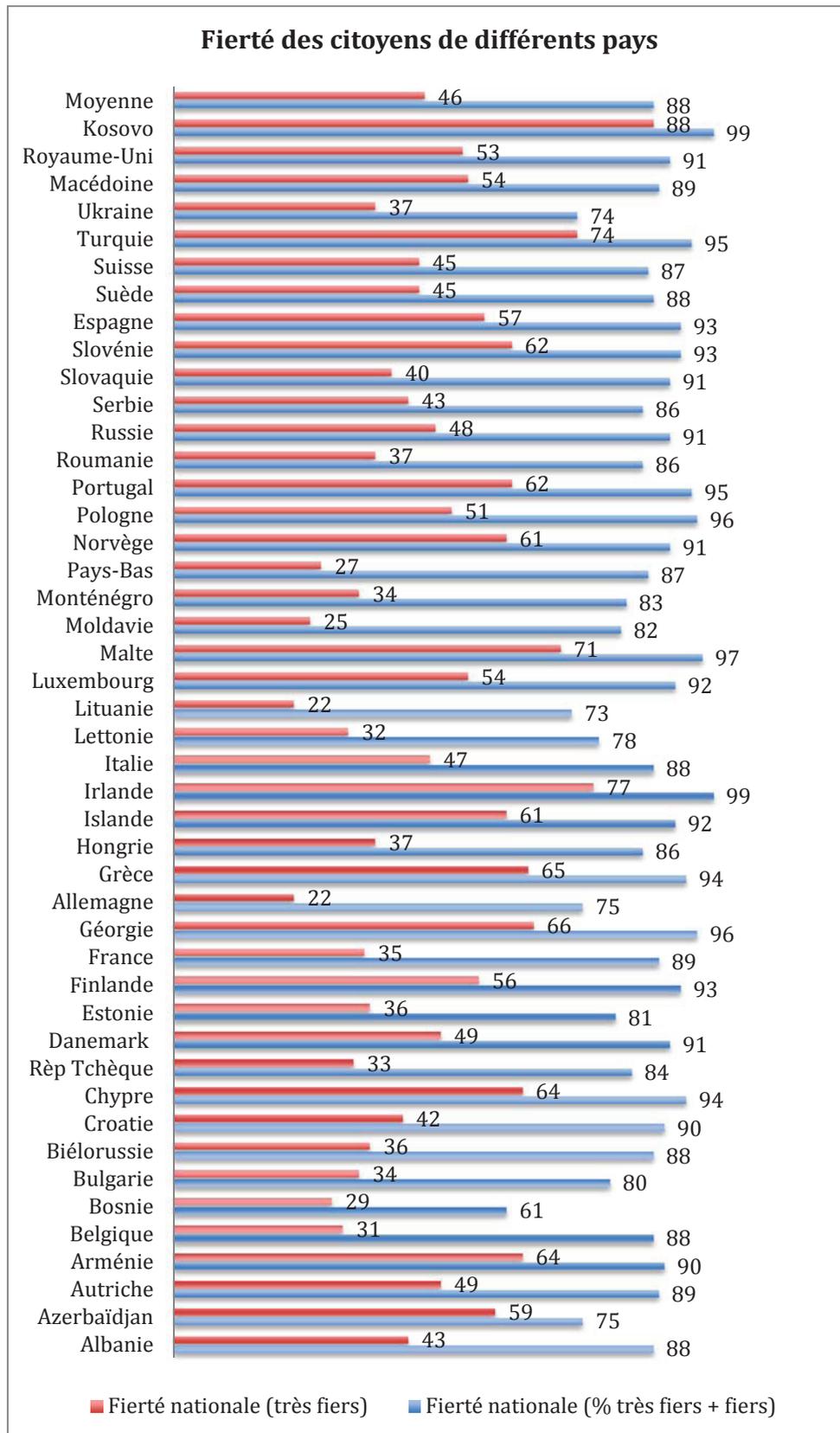
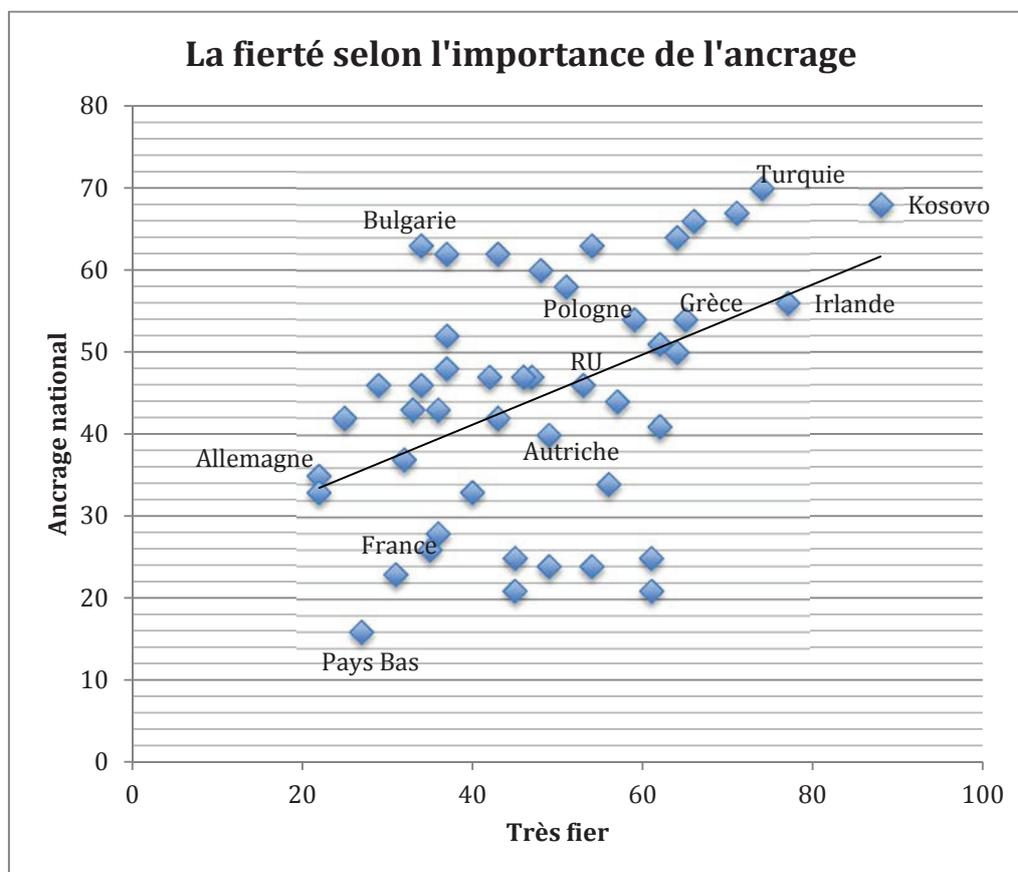


Figure n°3 EVS, Questions : « Diriez-vous que vous êtes fier d'être citoyen [national] » (% très fier), et « Certaines personnes estiment que pour être vraiment [National], il est important de posséder certaines des caractéristiques suivantes » (% y être né, avoir des origines), 2008.



Conclusions. Les citoyens français sont fiers de l'être pour une large majorité d'entre eux. Ils se situent à un niveau qui est proche de la moyenne des pays étudiés (89% sont fiers ou très fiers pour la France, 88% pour la moyenne des pays). Cette attitude de fierté est la règle en Europe, et souffre peu d'exceptions, sauf dans des cas comme la Bosnie ou l'Ukraine, des pays qui sont marqués par de profondes divisions ethniques. Les citoyens sont d'autant plus fiers qu'ils portent une vision ethnoculturelle de la nation (fondée sur des origines ethniques et culturelles, une histoire, une langue partagée).

Liste et méthodologie des sondages

EVS. Étude Valeurs des Européens (2008) auprès d'échantillons représentatifs des pays participants (18 ans et plus) et administrés en face à face. Le volet français comporte 3071 individus, représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus. L'échantillon a été constitué selon une méthode mixte, la moitié étant issue d'un tirage aléatoire à partir de 250 points répartis sur le territoire français et d'une autre moitié obtenu par la méthode des quotas (âge, sexe, profession, niveau d'études).

Pour la France voir <http://www.sciences-po.upmf-grenoble.fr/index.php?page=enquete2008> et pour l'ensemble des 47 pays se reporter à <http://www.europeanvaluesstudy.eu/page/survey-2008.html>

Enquête opinionway pour le Cevipof, vague 6bis, réalisée auprès d'un échantillon de 1524 personnes, représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus et inscrites sur les listes électorales. Ces personnes avaient déjà répondu à la vague 6. L'échantillon a été constitué selon la méthode des quotas, au regard des critères de sexe, d'âge, de catégorie socioprofessionnelle, après stratification par région de résidence et taille de commune. Interrogation en ligne, système Cawi (Computer Assisted Web Interview).

Belot, Céline, "Identité et fierté nationales", in : Pierre Bréchon, Frédéric Gonthier (eds.), *Atlas des Européens*, Paris : Armand Colin, 2013, p.14-15.

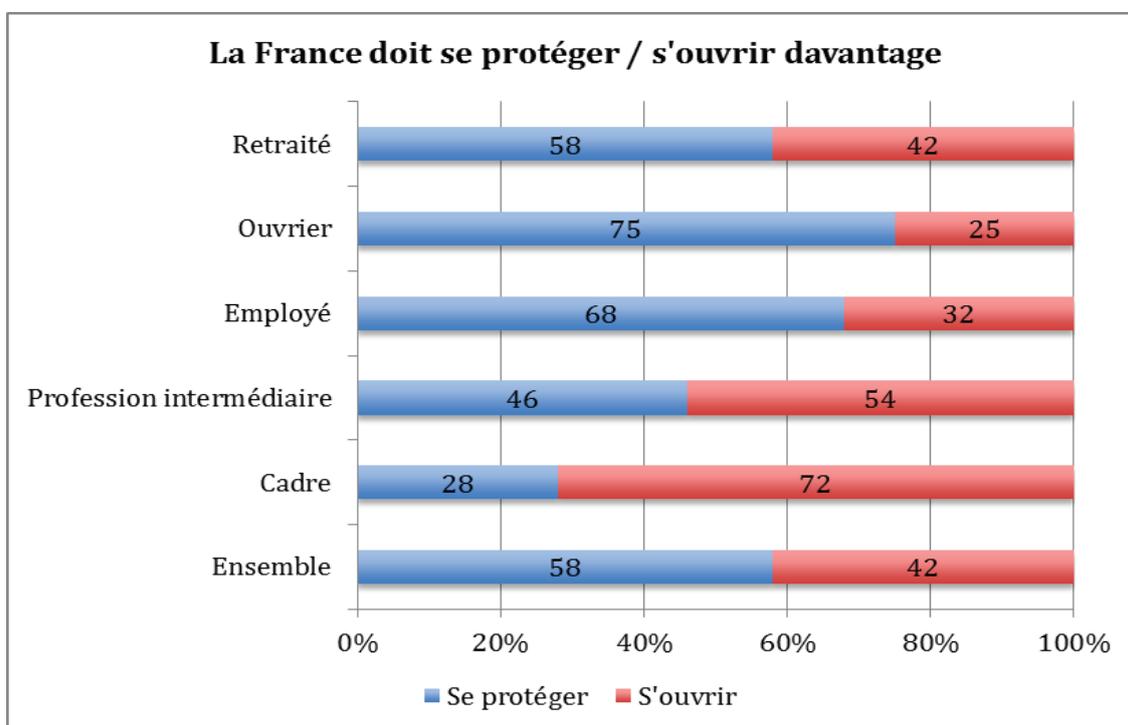
LA FRANCE, L'OUVERTURE ET LA MONDIALISATION

Les clivages qui traversent la société française sont multiples. Certains concernent les manières de vivre et de croire, d'autres le modèle politique auquel adhérer. La perception des transformations majeures qui affectent le cadre de l'État-nation en constitue un autre type qui pose la question des points d'ancrage des individus. Quelles sont leurs perceptions du cadre national, le sentent-ils menacé par la mondialisation ?

Suivant leur position dans la stratification socio-économique, les français n'ont pas le même sentiment de la nécessité de se protéger pour leur pays. Ainsi, interrogés pour le Cevipof, les répondants ont eu le choix entre une des deux affirmations opposées : « La France doit se protéger davantage du monde d'aujourd'hui » et « La France doit s'ouvrir davantage au monde d'aujourd'hui ». Les répondants du bas de l'échelle sociale (les ouvriers et les employés) sont les plus inquiets et les plus nombreux à penser que la France doit se protéger. Alors qu'en moyenne 58% des français pensent qu'il faut se protéger, un niveau qui correspond à celui des retraités, le pourcentage chez les employés atteint la valeur de 68.

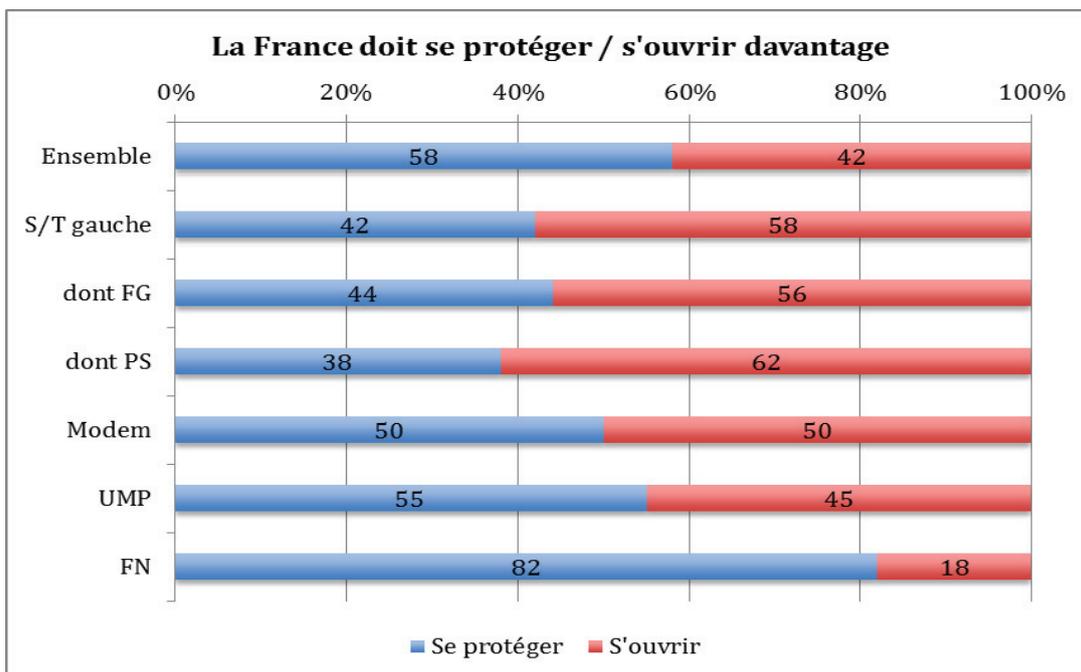
Et, on trouve même 75% des ouvriers à privilégier un réflexe de protection. Les seuls groupes dans lesquels l'opinion est majoritairement favorable à une ouverture sont les professions intermédiaires et les cadres. Ces deux groupes se caractérisent par des niveaux d'éducation et de revenus supérieurs au bas de l'échelle socio-économique formée des ouvriers et employés. Le clivage est massif entre les deux pôles les plus éloignés : 25% des ouvriers pensent qu'il faut s'ouvrir contre 72% des cadres.

Figure n°1 « La France doit se protéger davantage du monde d'aujourd'hui » et « La France doit s'ouvrir davantage au monde d'aujourd'hui » suivant la catégorie socio-professionnelle, 2014, France.



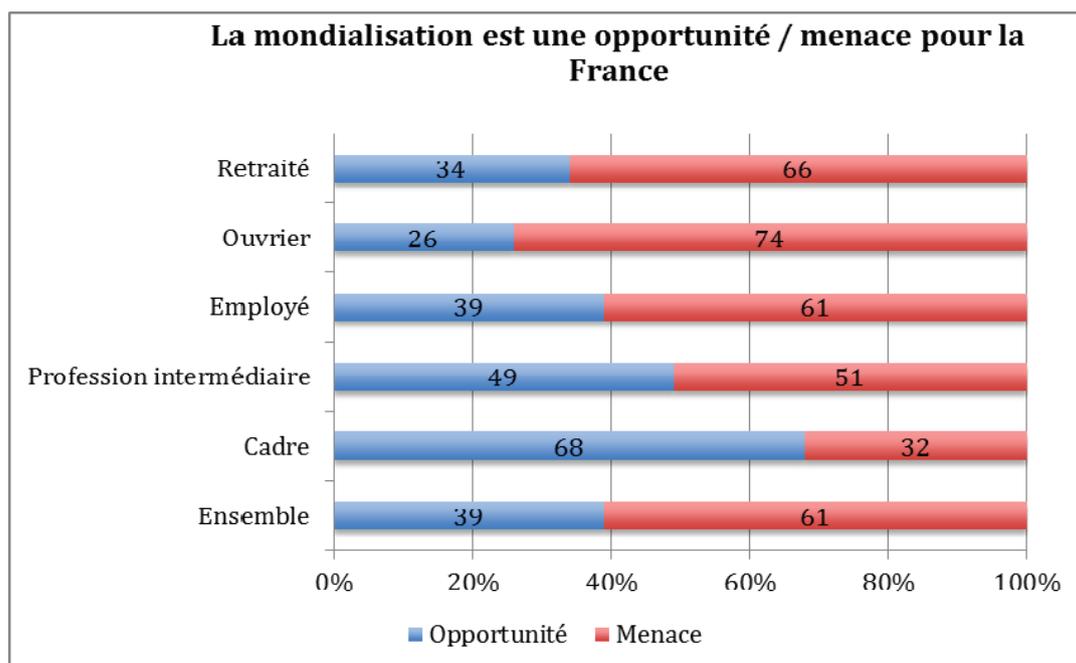
Ce clivage socio-économique entre le haut et le bas de l'échelle sociale est transposé en politique. Les sympathisants du Front National, qui attire une grande partie de l'électorat ouvrier, sont massivement favorables au repli (82%), tranchent avec les autres proximités partisans. La droite UMP et Modem choisissent nettement moins clairement « se protéger », 55% à l'UMP et 50% au Modem, avec un quasi équilibre entre les deux propositions. La gauche se montre plus encline à l'ouverture, cette partie du spectre politique étant la seule à se montrer majoritairement tournée vers le monde.

Figure n°2 « La France doit se protéger davantage du monde d'aujourd'hui » et « La France doit s'ouvrir davantage au monde d'aujourd'hui » suivant la proximité partisane, 2014, France.



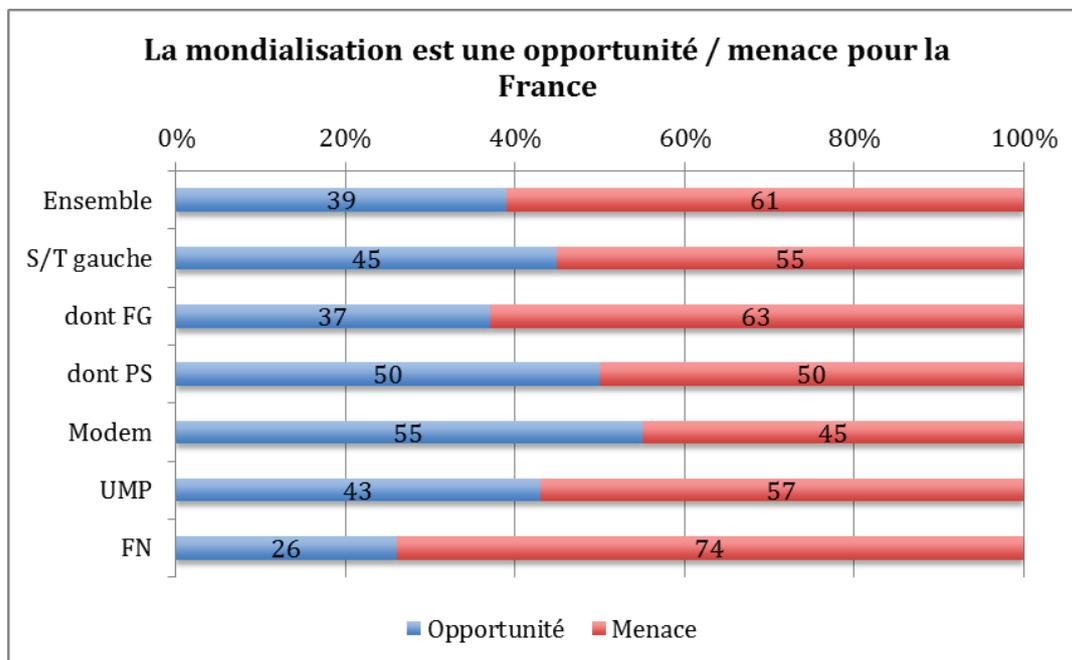
Le Cevipof a redoublé cette question d'une autre éclairant sur les motivations sous-jacentes, et notamment le fait que la mondialisation est une opportunité ou une menace (cf. figure n°3). On ne sera pas surpris de retrouver la même lecture d'ensemble des résultats. Pour la majorité des français, la mondialisation est une menace (61%). Et ce pourcentage s'accroît pour rassembler 61% des employés et 74% des ouvriers. Les professions intermédiaires sont partagées presque à égalité.

Figure n°3 « La mondialisation est une opportunité pour la France » ou « La mondialisation est une menace pour la France » suivant le statut socio-économique, 2014, France.



A nouveau, seuls les cadres sont nettement favorables à la mondialisation : 68% y voient une opportunité. Les segments les plus qualifiés des salariés et le secteur des professions libérales l'identifiant probablement à une ouverture de leurs horizons professionnels et des marchés potentiels.

Figure n°4 « La mondialisation est une opportunité pour la France » ou « La mondialisation est une menace pour la France » suivant la proximité partisane, 2014, France.



Les clivages politiques concernant la mondialisation sont marqués. Les sympathisants du Front National y voient massivement une menace (74%), suivie par la droite UMP (57%). A gauche, la perception d'une menace domine aussi (55%) en moyenne, mais des écarts importants se forment entre le PS dont 50% des personnes qui s'y reconnaissent voient une opportunité dans la mondialisation contre seulement 37% pour le Front de Gauche. Ceci en fait le parti dont les sympathisants sont les plus proches de ceux du FN sur le thème de la mondialisation.

CONCLUSIONS

Les français craignent très majoritairement les effets de l'ouverture de la France sur le monde. Lorsqu'on introduit le mot « mondialisation » dans la formulation des questions, l'effet repoussoir augmente encore de quelques points de pourcentage pour atteindre 61%. La partie inférieure de l'échelle sociale perçoit la mondialisation comme une menace, se sentant sans doute mise en concurrence avec les ouvriers des pays d'Europe à bas coûts salariaux ou avec ceux des pays émergents. Les gagnants (les cadres) et les perdants (les ouvriers) de la mondialisation s'opposent. Les votes ouvriers, lesquels montrent un rejet massif concernant l'ouverture de la France ou la mondialisation, se tournent vers le FN, qui se reconnaissent dans le message souverainiste véhiculé par ses leaders.

Liste et méthodologie des sondages

L'étude sur les fractures française a été réalisée par l'institut Ipsos/steria pour *Le Monde*, France Inter, la Fondation Jean-Jaurès et le Cevipof en janvier 2014. 1005 personnes constituant un échantillon représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus par la méthode des quotas.

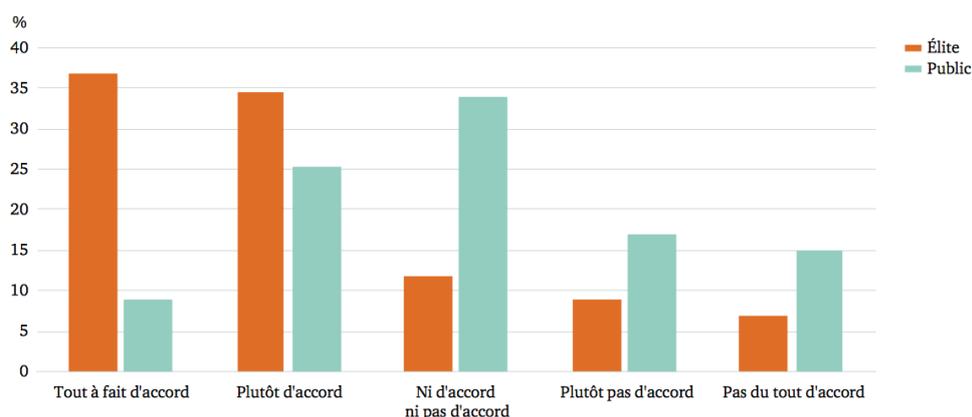
LA PERCEPTION DE L'EUROPE L'APPARTENANCE À L'EUROPE A-T-ELLE ÉTÉ BÉNÉFIQUE POUR VOUS ?

En posant aux citoyens de 10 pays d'Europe (Allemagne, Autriche, Belgique, Espagne, France, Grèce, Hongrie, Italie, Pologne et Royaume-Uni) la question « pensez-vous que les gens comme vous ont bénéficié de l'appartenance à l'Union européenne ? », l'étude d'opinion menée par le think tank britannique Chatham House « L'avenir de l'Europe, Analyse et comparaison entre les attitudes du public et de l'élite »¹ a tenté de mesurer leur perception de l'impact de cette appartenance sur eux-mêmes, c'est-à-dire sur chaque individu personnellement et non pas, comme cela est souvent demandé, sur leur pays², ou sur leur économie nationale.

Comme le montre la figure 1, l'ensemble de la population est nettement moins susceptible que les membres de l'élite de penser que « les gens comme moi ont bénéficié de l'appartenance à l'UE », et plus divisés entre eux. Les membres de l'élite répondent massivement, à 71%, avoir bénéficié de l'appartenance à l'UE, alors que ce pourcentage tombe à 34 % dans l'ensemble de la population. La proportion de « tout à fait d'accord » à cette question s'élève à 37 % dans l'élite, contre 9 % pour l'ensemble de la population (soit un rapport de un à quatre).

Parmi les plus enclins à dire que des gens comme eux bénéficient de l'appartenance à l'UE, on trouve plus généralement des personnes de sexe masculin, âgées de 18 à 29 ans ou de 60 ans et plus, diplômées du 3^{ème} cycle, habitant en ville et avec des revenus assez élevés. À l'inverse, les moins susceptibles de dire qu'ils bénéficient de l'UE sont d'âge moyen (45-59 ans), faiblement instruits, vivent en zone rurale ou dans des villes de petite taille, et ont des revenus modérés.

Figure 1, « Les gens comme moi ont bénéficié de l'appartenance à l'Union européenne », question posée dans 10 pays européens aux membres de l'élite et à l'ensemble de la population, Chatham, 2017

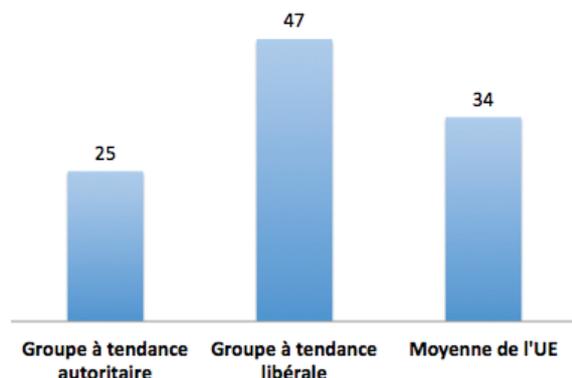


Lecture : le terme « Public » signifie ensemble de la population. 37% des membres de l'élite sont tout à fait d'accord avec l'assertion « les gens comme moi ont bénéficié de l'appartenance à l'UE » alors qu'ils sont 8% dans l'ensemble de la population à penser la même chose.

¹ Thomas Raines, Matthew Goodwin et David Cutts, Document de recherche, Programme Européen, juin 2017.

² Ainsi le sondage Eurobaromètre du Parlement européen, publié le 26 avril 2017, posait la question suivante : « D'une façon générale, pensez-vous que le fait pour (notre pays) de faire partie de l'UE est... », « une bonne chose », « une mauvaise chose », « une chose ni bonne ni mauvaise », « ne sait pas ». 57% des Européens ont estimé que l'adhésion à l'UE est une bonne chose, et 53% des Français (contre 14% des Français qui pensent le contraire). L'enquête a été menée du 18 au 27 mars 2017 dans les 28 pays membres de l'UE auprès de 27 901 citoyens (1004 en France).

Figure 2, « Les gens comme moi ont bénéficié de l'appartenance à l'Union européenne », % des réponses selon l'appartenance aux deux échantillons de la population générale (groupe à tendance autoritaire, groupe à tendance libérale), Chatham, 2017



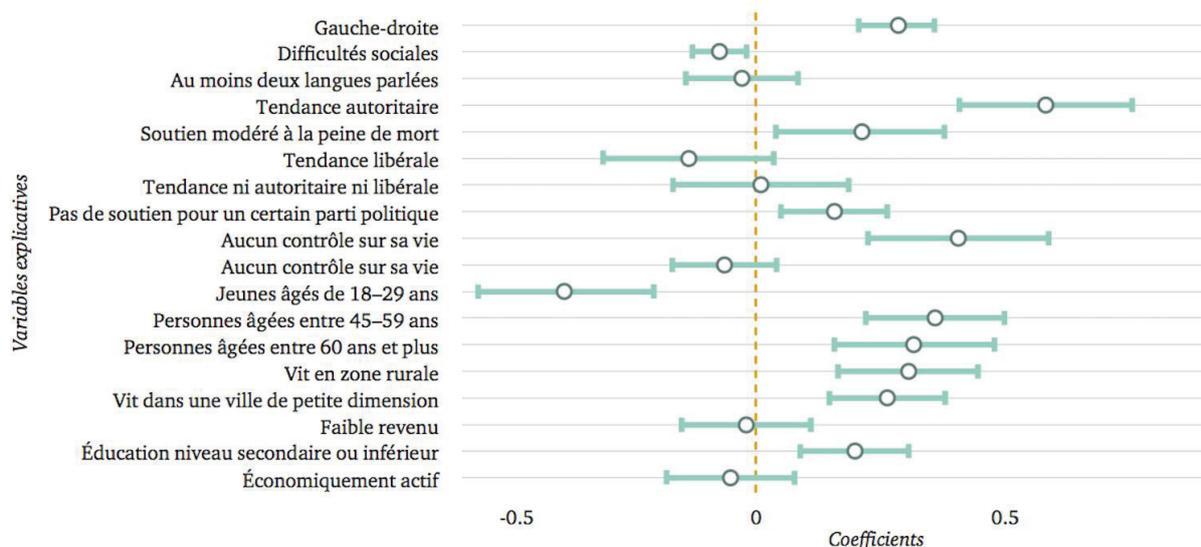
Avoir des valeurs autoritaires diminue de 22 points de pourcentage la probabilité qu'un individu déclare avoir bénéficié de l'UE par rapport aux individus qui sont de tendance libérale (qui s'opposent à la peine de mort).

A partir d'une analyse de régression qui prend en compte toutes les caractéristiques sociales et démographiques standard (âge, sexe, niveau d'éducation, revenu, statut actif/inactif, territoire de vie : petite ou grande ville, zone rurale...), l'étude indique les principaux facteurs déterminants du sentiment anti-européen. Ce modèle statistique évalue aussi l'impact de la fracture entre valeurs libérales et autoritaires, l'expérience de difficultés sociales, le fait qu'un individu soit polyglotte, le fait qu'il ait ou non un sentiment d'abandon par la société, sa proximité avec les partis politiques.

Cette analyse est présentée dans la figure 3, qui montre les principaux prédicteurs du souhait ou non d'un individu de voir l'UE rendre une partie de ses pouvoirs aux Etats.

Il révèle que ceux qui ont une tendance autoritaire, qui s'identifient aux politiques de droite, qui sont laissés pour compte, qui ont le sentiment de ne pas avoir le contrôle de leur vie et qui ne se sentent proches d'aucun parti politique, sont beaucoup plus enclins à souhaiter la restitution des pouvoirs de l'UE aux États membres. Les jeunes (18-29 ans) sont le seul groupe qui soutient largement le maintien des pouvoirs actuels au niveau de l'UE, tandis que les individus d'âge moyen et les plus de 60 ans sont plus susceptibles de souhaiter la restitution des pouvoirs, tout comme les citoyens qui vivent dans les zones rurales ou les petites villes. La fracture sur le plan de l'éducation est nette. Les citoyens qui ont arrêté leur scolarité à la fin du secondaire, voire avant, sont bien plus enclins à souhaiter le retour des pouvoirs au niveau de l'état-nation que ceux qui ont fait des études supérieures.

Figure 3, Principaux facteurs qui déterminent le souhait de rapatrier des pouvoirs aux Etats-membres, ensemble de la population de 10 pays européens, Chatham, 2017



Lecture : Cette figure permet d'identifier les principaux prédicteurs du sentiment anti-européen, ici appréhendé à travers la question du souhait ou non d'un individu de voir l'UE rendre une partie de ses pouvoirs aux États membres. La méthode statistique est celle de la régression multiple : on a une variable à expliquer (le sentiment anti-européen), et dans la colonne de gauche 18 variables explicatives. Le graphique comporte des points pour les coefficients de variables estimés dans le cadre du modèle de régression et des traits horizontaux pour les intervalles de confiance. Plus on s'éloigne de 0, plus la variable est explicative du sentiment anti-européen. Ainsi, avec une valeur de -0,40, la variable « jeune âgé de 18 à 29 ans » est clairement explicative d'un sentiment pro-européen, dont l'étude d'ailleurs ne permet pas de savoir s'il est transitoire (effet d'âge) ou durable (effet de génération). A l'inverse, être de tendance autoritaire augmente fortement la probabilité qu'un individu soutienne la restitution des pouvoirs aux États membres.

CONCLUSION

Entre les élites et le reste de la population, la perception du bénéfice individuel de l'appartenance à l'Union Européenne change du tout au tout. Et même en dehors des élites, les perceptions sont clivées, en premier lieu en fonction du rapport aux valeurs (autoritaires/libérales).

Liste et méthodologie des sondages

Etude Chatham House « L'avenir de l'Europe, Analyse et comparaison entre les attitudes du public et de l'élite », Thomas Raines, Matthew Goodwin et David Cutts, Document de recherche, Programme Européen, juin 2017 : elle a été réalisée de décembre 2016 à février 2017, dans 10 pays (Allemagne, Autriche, Belgique, Espagne, France, Grèce, Hongrie, Italie, Pologne et Royaume-Uni), auprès de deux groupes : un échantillon représentatif de 10 000 membres du grand public âgés de 18 ans ou plus, sélectionnés sur la base des critères d'âge, de sexe et de situation géographique, soit 10 195 personnes sondées en ligne ; un échantillon de membres de l'« élite », c'est-à-dire des individus ayant une position d'influence aux niveaux local, régional, national et européen et représentatifs de quatre secteurs clés : responsables politiques (locaux, nationaux, européens), journalistes d'information, chefs d'entreprise (PME et grandes entreprises) et dirigeants de la société civile (ONG, associations, syndicats ou universités), soit 1 823 personnes (environ 180 pour chaque pays). L'enquête a été réalisée par des agences nationales pour la plupart de l'institut de sondage Kantar, principalement par téléphone, et plus rarement en ligne (Pologne), ou dans le cadre d'entretiens en face-à-face (Grèce et Hongrie). La plupart des questions ont été posées à la fois au grand public et à l'élite, de façon à pouvoir établir une comparaison entre les données obtenues pour chaque échantillon. Des quotas ont été appliqués à chacun des quatre groupes cibles (environ 40 à 50 par catégorie par pays), afin d'obtenir une répartition équilibrée des profils de sondés sur la totalité de l'échantillon. Les chiffres désignant des moyennes européennes correspondent à une moyenne pondérée par la population, dans neuf pays.

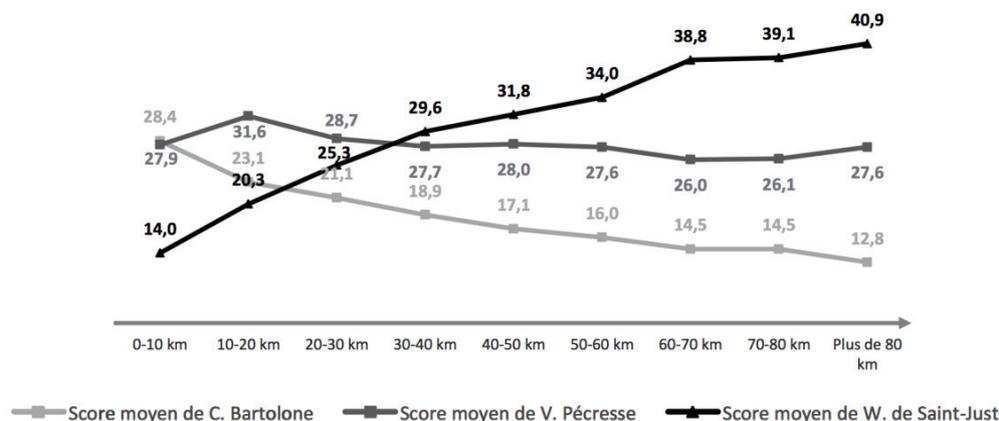
LA GÉOGRAPHIE ÉLECTORALE, UN DÉCALQUE DES INÉGALITÉS CRÉÉES PAR LA MONDIALISATION : AUTRICHE, ÉTATS-UNIS, FRANCE, ROYAUME-UNI

La fiche 3 « La France, l'ouverture et la mondialisation » a déjà établi que la nécessité ressentie de se protéger de la mondialisation est corrélée à la position dans l'échelle sociale, qui est elle-même corrélée à des comportements de vote : plus on est bas dans cette échelle, plus on ressent ce besoin de protection, et plus on vote pour le FN, un parti qui a axé son discours sur les dangers de l'ouverture des frontières nationales. Une étude de l'IFOP montre que ce clivage non seulement a une traduction spatiale, mais que cette traduction est fonction de la distance aux métropoles. Dans l'article « Un nouveau clivage. Perdants *versus* gagnants de la mondialisation » (*Commentaire*, n°158, 2017)¹, Jérôme Fourquet, directeur du département opinion publique de l'IFOP, a étudié la corrélation entre les comportements de vote et l'éloignement des électeurs par rapport aux grandes métropoles, ceci à partir de quatre scrutins ayant eu lieu en 2015 et 2016 : élection présidentielle autrichienne, référendum sur le Brexit au Royaume-Uni, présidentielle américaine, élection régionale en Île-de-France. Résultat : au-delà des différences de contexte et d'échelles de distance, la structuration spatiale des votes obéit à la même logique dans les quatre pays. Les habitants des territoires (métropoles, zones touristiques) dont le développement tire parti de la mondialisation ont massivement voté pour Clinton qui était opposée à Trump, pour le maintien du Royaume-Uni dans l'Union européenne, pour le candidat écologiste en Autriche contre le candidat du parti national-populiste FPÖ, et pour le candidat socialiste contre le candidat du FN en Île-de-France. À l'inverse, les territoires périphériques et ruraux, ainsi que les bassins industriels en crise ont voté pour Trump, le Brexit, Hofer en Autriche et le candidat FN en Île-de-France. Les figures n°1, n°2 et n°3 sont extraites de cette étude.

Tous les scrutins choisis ici invitaient clairement l'électeur à choisir pour le renforcement des protections aux frontières nationales, en matière d'immigration et d'échanges commerciaux, ou pour continuer à vivre dans un monde d'échanges, ouvert mais à réguler, au niveau mondial et/ou européen, quoiqu'avec des nuances selon chaque scrutin. Le scrutin français était celui où ce choix était peut-être moins clair, puisqu'il s'agissait d'élections régionales.

Comme on peut le voir sur la figure n° 1, lors des dernières élections régionales en Île-de-France, plus on s'éloignait de Paris et plus le niveau de vote en faveur du FN (W. de St-Just) augmentait, quand le vote pour le PS (C. Bartolone) suivait une trajectoire inversée. Le score du FN est à son point le plus bas (14%) entre 0 et 10 km de Paris, et à son point le plus haut à plus de 80 km de la capitale (40,9%). Il est probable que les votes lors du deuxième tour de l'élection présidentielle française entre Marine Le Pen et Emmanuel Macron suivaient une logique similaire.

Figure n°1 Scores moyens au premier tour des élections régionales en Île-de-France en fonction de la distance à Paris, 2015, France (Fourquet 2017)



¹ Ces résultats sont aussi publiés pour partie dans le Focus n°148 de l'IFOP, février 2017, « Le vote Macron : sociologie d'un électorat en cours de cristallisation », http://www.ifop.fr/media/pressdocument/957-1-document_file.pdf

La distribution des catégories sociales dans l'espace explique en grande partie ces courbes inversées. Ce qui explique ces scores dans l'élection régionale en Ile-de-France est que les milieux populaires et les petites classes moyennes, qui votent le plus pour le FN, sont plus nombreux en proportion à mesure que l'on s'éloigne du cœur de la métropole, en raison du prix de l'immobilier. À l'inverse, les cadres et professions intellectuelles, qui constituent le principal réservoir de voix du PS, se concentrent dans Paris et la première couronne. On retrouve de telles courbes inversées lors de scrutins dans d'autres pays (**figure n°2**, élection américaine et **figure n°3** référendum britannique de juin 2016) en raison de cette distribution géographique des classes sociales. Cette distribution s'est même renforcée durant ces dernières années à cause de la hausse du marché de l'immobilier, un phénomène observé dans la plupart des métropoles mondialisées.

Figure n°2 Le vote en faveur d'Hillary Clinton et de Donald Trump dans certains comtés de l'État de New York, 2016, Etats-Unis (Fourquet 2017)

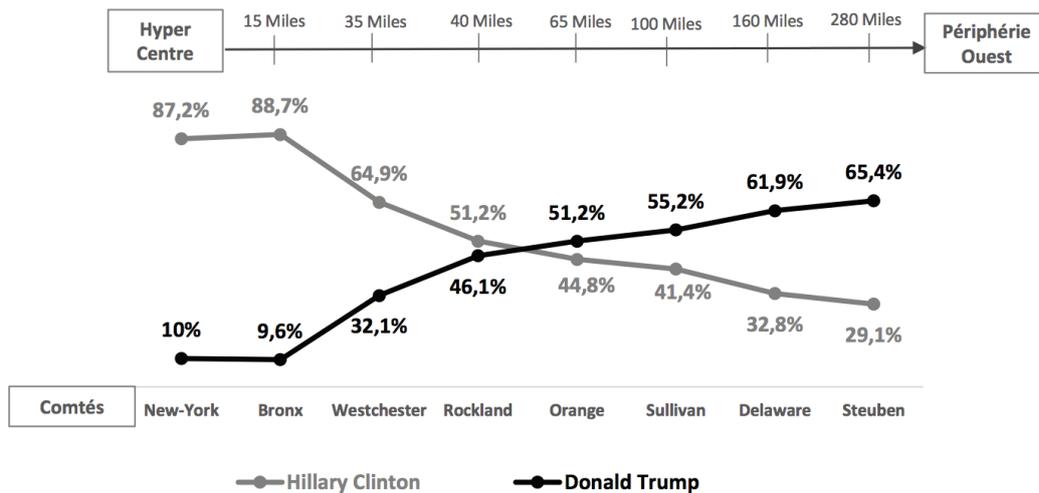
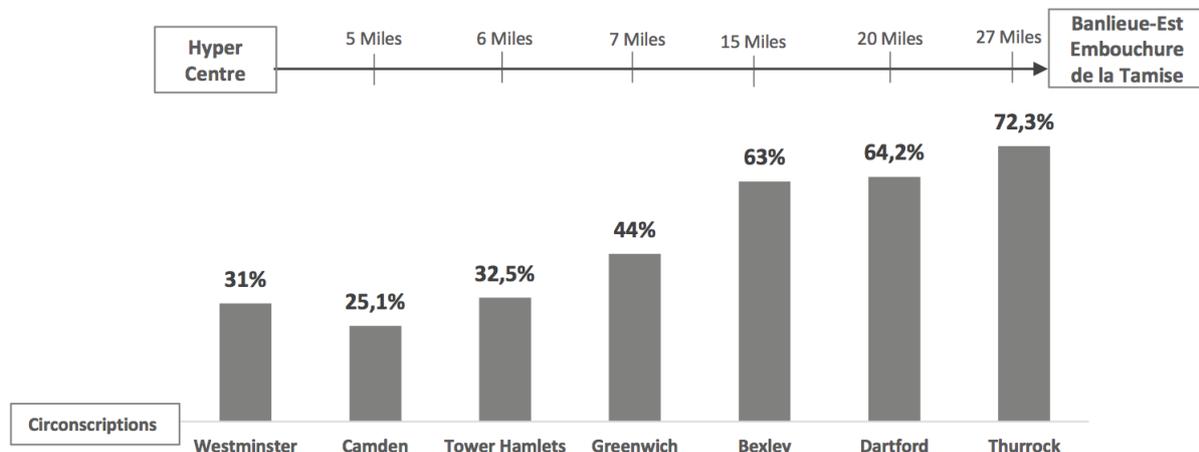


Figure 3, Le vote en faveur du Brexit dans certaines circonscriptions du Grand Londres : le leave gagne en intensité au fur et à mesure que l'on s'éloigne du cœur de la city (Fourquet 2017)



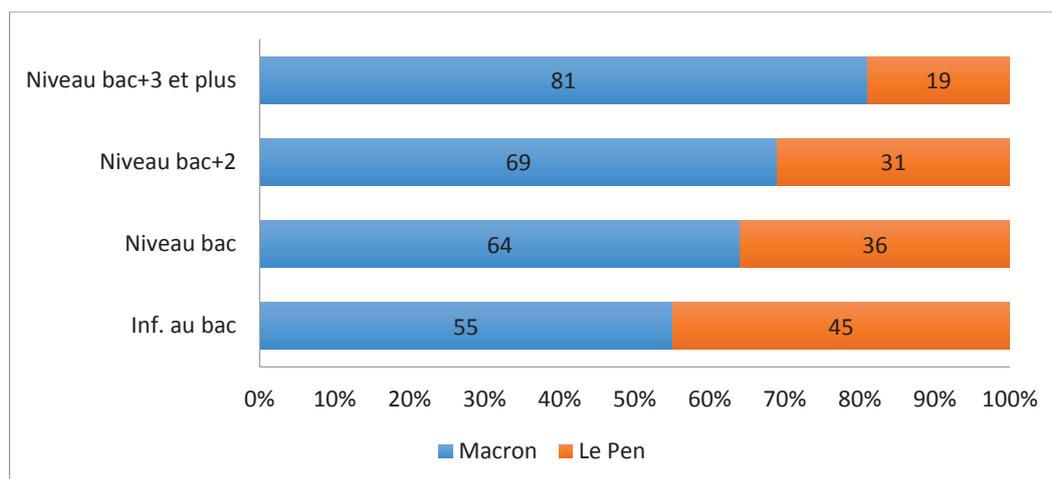
Les électeurs devaient se prononcer sur la question suivante : « Le Royaume-Uni doit-il rester un membre de l'Union européenne ou quitter l'Union européenne ? »

Dans ces scrutins, les catégories favorisées sont celles qui se sont le plus prononcées pour Clinton, contre le *Brexit*, pour le candidat écologiste autrichien et pour le candidat socialiste francilien. Il y a bien un « vote de classes ». Les populations qui vivent dans les métropoles attractives sont non seulement les plus favorisées en terme de niveau de salaire, mais aussi en niveau de diplôme. Selon Jérôme Fourquet, les deux critères à la base du clivage électoral sont le niveau éducatif combiné au lieu de résidence. Au Royaume-Uni 82% des sans diplôme ont voté pour le *Brexit*, alors qu'ils n'étaient que 36% à faire ce choix parmi les titulaires de diplômes supérieurs de l'Université. En Autriche, les détenteurs d'un diplôme universitaire ont voté à 81%

pour Van der Bellen (écologiste) et à 19% pour Hofer (extrême droite) ; à l'inverse, les électeurs détenteurs d'un diplôme d'apprentissage ont voté à 67% pour Hofer et à 33% pour Van der Bellen.

Lors des élections présidentielles françaises de 2017, le niveau de diplôme a influencé fortement le vote pour l'un ou l'autre candidat présent au second tour. Plus le diplôme était élevé, plus le vote en faveur de Macron l'était aussi. Comme on le voit dans la **figure n°4**, 81% des votants ayant au moins un bac+3 ont voté pour lui (il s'agit d'un sondage). Inversement, plus le niveau de diplôme était faible, plus le vote en faveur de Le Pen augmentait. La corrélation est de même type pour la variable du revenu (plus le revenu mensuel était élevé, plus le vote en faveur de Macron l'était aussi).

Figure n°4 Sondage Ipsos, « Dernier diplôme obtenu », second tour de la présidentielle Macron /Le Pen, France, 2017



Pour autant, d'autres enquêtes indiquent que les choix en matière de vote ne se ramènent pas, loin de là, à la distribution spatiale des CSP dans l'espace. On pense notamment à une étude de Terra Nova « Elections 2017 : pourquoi l'opposition métropole-périphérie n'est pas la clé » (nov. 2017) <http://tnova.fr/notes/elections-2017-pourquoi-l-opposition-metropoles-peripheries-n-est-pas-la-cle> qui a pris l'exact contre-pied de l'hypothèse que le vote est fonction de la distance au cœur des métropoles. Selon cette étude, le vote en faveur d'Emmanuel Macron et de Jean-Luc Mélenchon n'est pas fondamentalement clivé sur un axe centre vs périphérie, et si le critère géographique joue davantage dans les cas de François Fillon et de Marine Le Pen, il n'est pas plus déterminant que le sexe ou l'âge. Les variables socio-économiques éclairent le comportement électoral surtout dans les grandes aires urbaines, et surtout pour certaines catégories comme les ouvriers et les inactifs. En réalité, les fractures économiques et sociales traversent la plupart des territoires, qu'ils soient métropolitains ou non. Par ailleurs, comme l'illustre le cas de Marseille où Macron a fait un moins bon score qu'à Paris où Lyon, la composition sociologique de certaines métropoles font exception à la composition sociologique moyenne des autres grandes villes-centres, par la sur-représentation des populations modestes. Le cas de Marseille rappelle aussi que les classes populaires et moyennes inférieures sont traversées par un clivage politique entre les partis de gauche et le Front national.

CONCLUSION

Ces données tendent à montrer que le clivage traditionnel droite / gauche, sans disparaître, s'affaiblit probablement au profit d'autres formes de clivages qui mettent au centre les questions d'inégalités socio-territoriales et d'exposition à la globalisation, qui est clairement ressentie comme une menace par une partie de la population, sur le plan économique (quand elle se traduit par des délocalisations, la désindustrialisation, la concentration des richesses dans les grandes métropoles et l'augmentation des inégalités salariales...), et/ou sur le plan migratoire (quand elle se traduit par l'accentuation des flux et le sentiment que des modes de vie et des normes sont remis en cause). Le fait de vivre à distance du cœur et des zones valorisées des métropoles attractives est pour certains ménages un choix mais pour beaucoup d'autres cela ne l'est pas, et l'éloignement, qui va de pair avec un moindre accès aux ressources de ces métropoles (emploi bien payé, offre culturelle, éducation, etc.) peut être ressenti comme une rélegation, d'autant plus si cela fait écho à un déclassement social. Pour autant, ces nouveaux clivages doivent être appréhendés avec précaution, parce que les figures qui sont utilisées pour en rendre compte (en particulier celle des perdants et gagnants de la mondialisation) sont insatisfaisantes à force de caricaturer et généraliser des situations.

Liste et méthodologie des sondages

Résultats électoraux, 2015 et 2016, France, Royaume-Uni, Etats-Unis, Autriche (sources indiquées par l'IFOP mais méthodologie de croisement des résultats électoraux avec la distance aux métropoles non précisée).

Ipsos/Sopra Steria, « 2nd tour présidentielle 2017 : sociologie des électorats et profil des abstentionnistes », 07.05.2017 : 4838 personnes inscrites sur les listes électorales, constituant un échantillon national représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus, ont été interrogé du 4 au 6 mai 2017 par Internet selon la méthode des quotas (sexe, âge, profession de l'individu, région, catégorie d'agglomération).

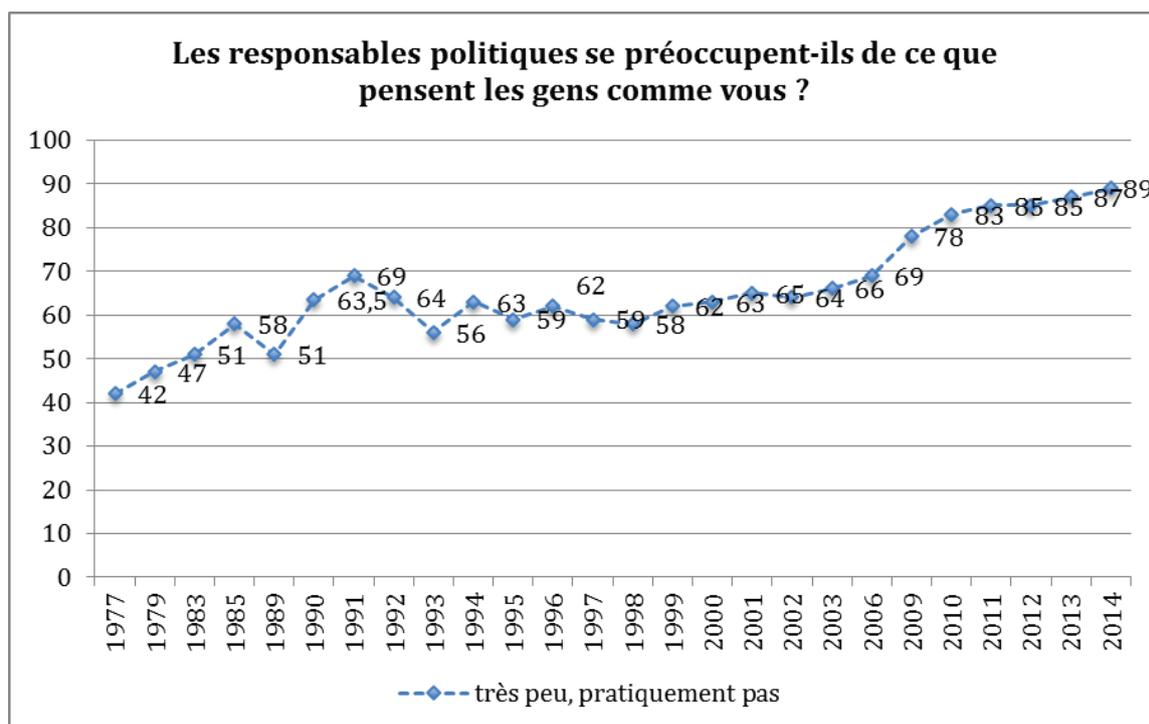
Limite methodologique : il est probable que la correlation entre distance physique aux metropoles et vote ne soit établie que dans le cas de grandes métropoles o les différences de revenus et du prix de l'immobilier s'organisent selon un continuum entre centre (riche) et peripherie (plus pauvre). Dans une metropole qui a ete frappee par la désindustrialisation comme Détroit, ou dans une métropole o la pauvreté est au cœur de la ville comme Marseille, ce schema ne fonctionne pas.

LE DIVORCE ENTRE LES CITOYENS ET LES HOMMES POLITIQUES

Parmi les fractures qui traversent la société française, certaines séparent les catégories socio-économiques, d'autres les groupes sociaux ou de convictions, mais également les citoyens vis-à-vis des élites politiques et du système que ces derniers animent. Les politologues français mesurent depuis les années soixante-dix, pour les plus anciennes questions, certaines dimensions de cette relation entre la classe politique et les citoyens. Plus récemment, de nombreuses autres questions sont venues compléter ce panorama, et notamment le jugement sur le fonctionnement de la démocratie.

La **figure n°1** montre qu'en 1977, une minorité importante de 42%, mais malgré tout une minorité de Français pensaient que les hommes politiques se préoccupaient « très peu ou pratiquement pas » de ce que les gens pensent. Au début des années quatre-vingt dix, ce pourcentage atteint 69% et reste à un niveau élevé jusqu'à la fin de la décennie 2000-2010, avant de reprendre son chemin haussier et toucher 89% en 2014. Pour une très large majorité qui se rapproche de la totalité, ceux d'en haut ont oublié ceux d'en bas.

Figure n°1 Évolution des opinions (1977-2017), « les responsables politiques se préoccupent-ils de ce que pensent les gens comme vous ? » (% très peu, pratiquement pas), France.



D'autre part, l'opinion se renforce dans l'idée que la démocratie fonctionne plutôt mal. Les sondages présentés à la **figure n°2** débutent en 2003 et couvrent une période qui s'étend jusqu'en 2014. Alors qu'ils sont 47% en 2003 à penser que la démocratie fonctionne « pas très bien ou pas bien du tout », les opinions négatives progressent lentement jusqu'en 2011 pour atteindre 60%, puis après une baisse conjoncturelle reprennent la voie de la hausse et touchent 73% de la population. Près des trois quarts des Français sont insatisfaits.

Le Cevipof a repris, dans son enquête de 2014, des formulations très proches des questions classiques utilisées jusqu'alors. L'observation de la distribution dans la société des mécontentements ne révèle pas de surprise particulière : elle confirme que les insatisfaits sont plus nombreux dans les milieux sociaux les moins favorisés.

Figure n°2 Baromètre de la confiance. Evolutions des opinions (2003-2014). « Diriez vous qu'en France la démocratie fonctionne très bien, assez bien, pas très bien, pas du tout ? », % Pas très bien, pas bien du tout, France.

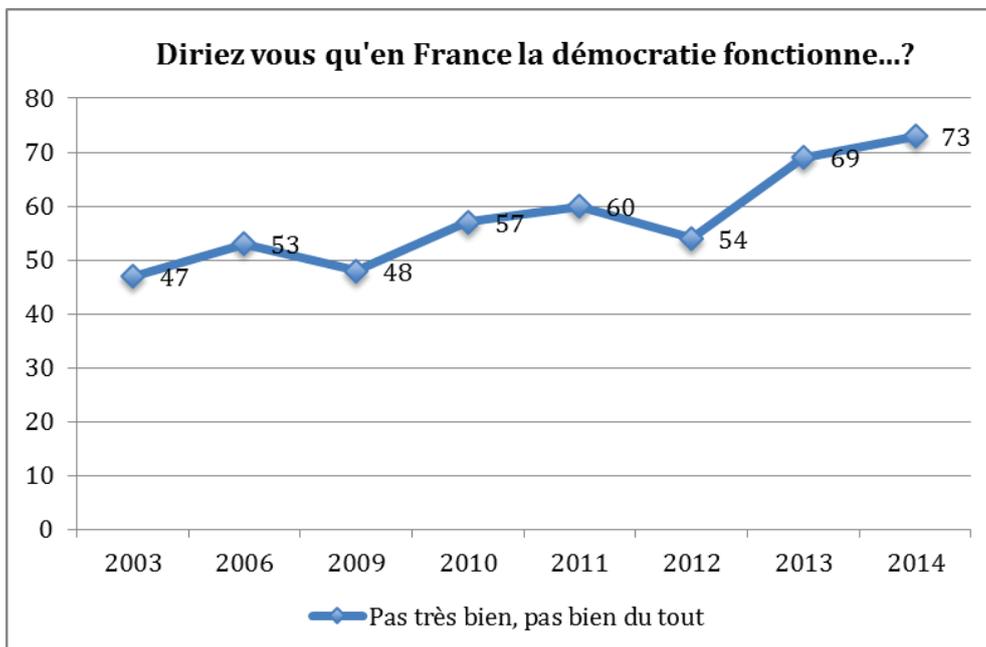
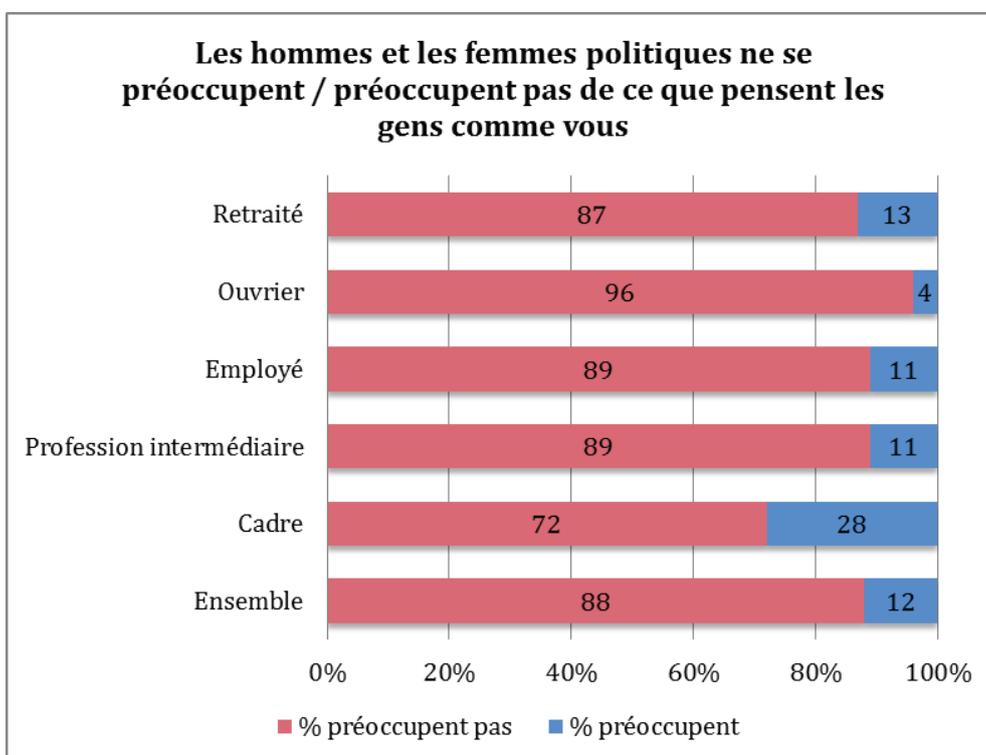
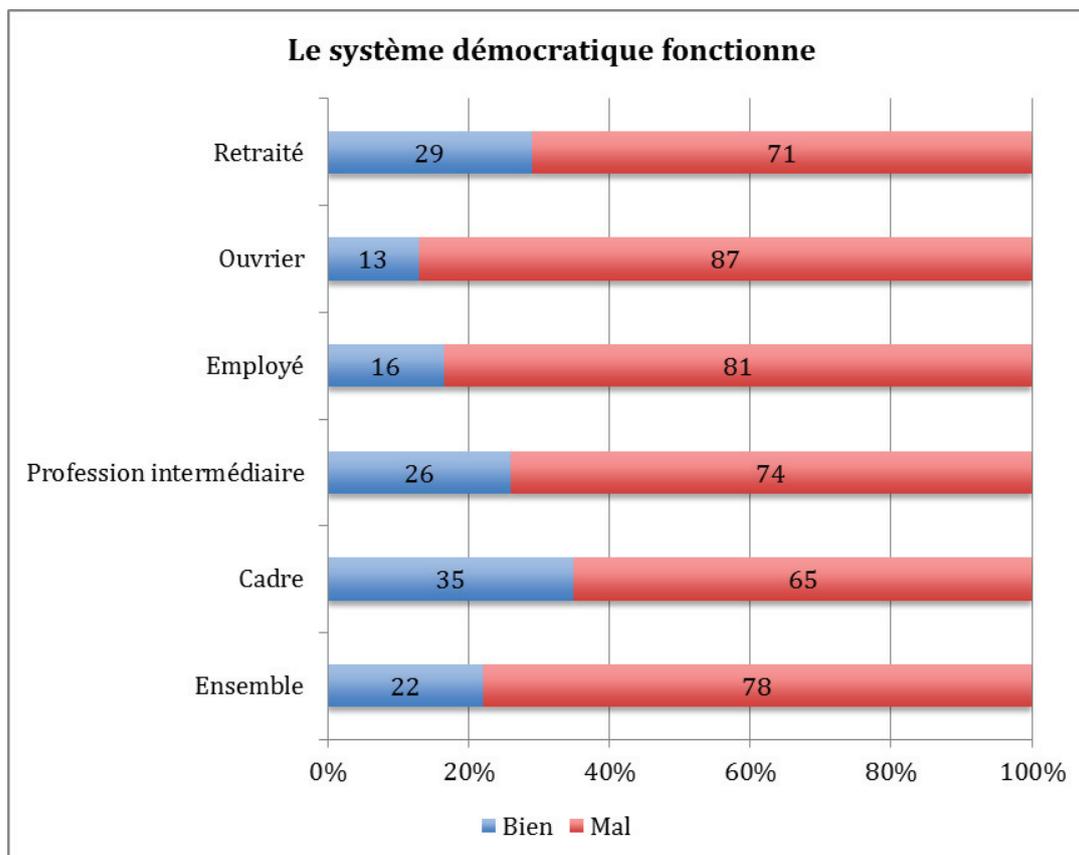


Figure n°3 Fractures françaises. « Les responsables politiques se préoccupent-ils de ce que pensent les gens comme vous ? », suivant la catégorie socio-professionnelle, France, 2014.



En 2014, les catégories qui pensent le plus souvent que les responsables politiques ne se préoccupent pas de leurs avis sont les ouvriers (96% d'entre eux) et les employés et professions intermédiaires (89%). Seuls les cadres sont un peu moins radicaux, même s'ils partagent cette vision dominante pour 72% d'entre eux (cf. figure n°3). La perception de la démocratie suit les mêmes lignes de clivage : ouvriers et employés se montrant très rarement satisfaits (respectivement 13 et 16 %), les cadres un peu plus (35%).

Figure n°4 Fractures françaises. « Le système démocratique fonctionne plutôt bien /mal en France, j'ai l'impression que mes idées sont bien / pas bien représentées », % bien, et % mal, France.



CONCLUSION

La mesure des évolutions de l'opinion montre un scepticisme croissant par rapport au fonctionnement du système politique. Le mécontentement est désormais généralisé. Il atteint des sommets dans les catégories populaires, les ouvriers et employés.

Liste et méthodologie des sondages

Les sondages mobilisés ici ont été réalisés par différents instituts de sondage au profit du Cevipof, un laboratoire de sciences sociales de Sciences Po Paris. Ils consistent en général d'un échantillon de 1000 à 2000 personnes, représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus et inscrite sur les listes électorales.

- Depuis 2009, un « baromètre de la confiance politique » a été mis en place pour suivre les variations de l'opinion à intervalles réguliers. Le baromètre de la confiance pour la vague 6, la plus récente, a été réalisée par l'institut Opinion way. Il a été réalisé du 5 au 15 décembre 2014 et publié le 13 janvier 2015. Il s'agit d'une étude sur 1864 personnes.
- L'étude sur les fractures française a été réalisée par l'institut Ipsos/steria pour Le Monde, France Inter, la Fondation Jean-Jaurès et le Cevipof en janvier 2014.
- La série 1977 - 2014 a été publiée dans la vague 1 du baromètre de la confiance, TNS-Sofres <http://www.cevipof.com/DossCev/BarConf/divers/BarconfPress20100111.pdf>

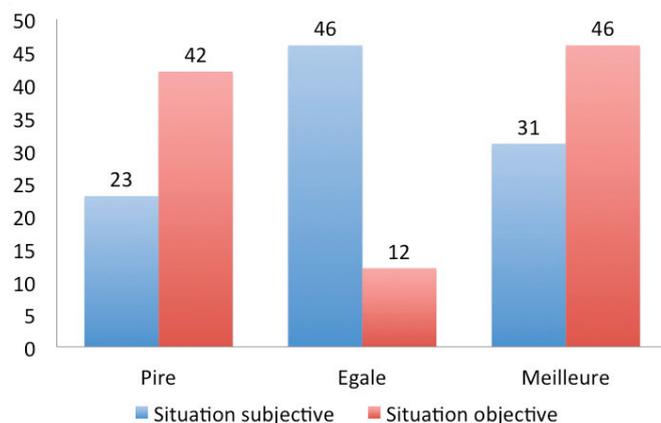
LE DÉCLASSEMENT SOCIAL ET LE VOTE

Le sentiment personnel d'être dans une trajectoire ascendante ou descendante par rapport à ses parents se traduit dans les urnes par des votes différents, ce qui prouve qu'on est là face à un clivage. L'exploitation de « l'enquête électorale française », un dispositif destiné à comprendre les logiques de la décision électorale, mis en place entre novembre 2015 et juin 2017, période au cours de laquelle ont eu lieu des élections régionales, présidentielle et législatives a clairement mis en évidence le lien entre le vote et le déclassement social réel et ressenti. 16 vagues d'interrogation ont eu lieu. Ce dispositif est piloté par le CEVIPOF (Science Po). A partir des résultats de la vague 5 de cette enquête, Luc Rouban, directeur de recherche au CNRS, a mesuré l'effet électoral du déclassement social à partir des élections régionales¹. Il a ensuite reproduit et affiné cette mesure lors de l'élection présidentielle de 2017, en s'appuyant sur les résultats de la vague 14². Nous nous appuyons dans cette fiche beaucoup sur ses travaux.

Pour réaliser une telle enquête, il fallait d'abord savoir si chaque enquêté est dans une trajectoire montante ou descendante. Le classement objectif repose sur la mesure de la situation du foyer de l'enquêté comparée à celle du foyer de ses parents. Cette mesure s'appuie sur la CSP en y incluant les situations de chômage et les situations d'inactivité (comme celle des mères au foyer) et fait l'objet d'une cotation pour donner une note de ressources sociales à chaque foyer³. La différence entre la note globale attribuée au foyer d'origine et au foyer actuel des enquêtés permet de mettre en évidence un différentiel négatif, nul ou positif.

L'enquête 2017 indique que 42 % des enquêtés ont une situation objectivement inférieure à celle de leurs parents, 12 % une situation similaire, et 46 % une situation meilleure (**figure 1**)⁴. On voit apparaître dans cette figure un décalage entre la situation objective et la situation subjective : les enquêtés ont tendance à répondre que leur situation est égale à celle de leurs parents (46%) alors qu'objectivement elle est rarement égale (12%), mais plus souvent soit inférieure soit supérieure.

Figure 1, La mesure du déclassement social subjectif et objectif entre les enquêtés et leurs parents (%), élections présidentielles 2017, enquête électorale française, vague 14, Luc Rouban 2017



Données communiquées gracieusement par Luc Rouban

¹ Luc Rouban, Science Po CEVIPOF, « L'enquête électorale française : comprendre 2017 », Note 24, vague 5, juillet 2016, l'effet électoral du déclassement social », <https://www.enef.fr/les-notes/>

² Luc Rouban, « Le Front national 2002-2017 : du vote de classe au vote de classement », La Tribune, 8 mai 2017.

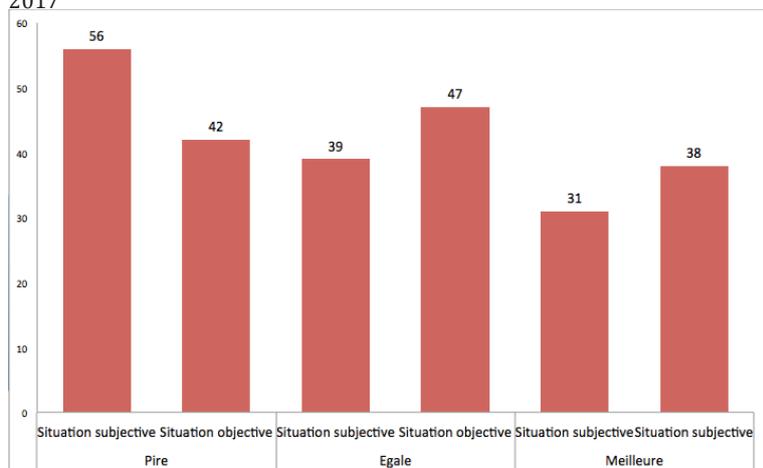
³ Les choix méthodologiques qui ont été réalisés pour ce classement sont exposés dans Luc Rouban, « L'enquête électorale française : comprendre 2017 », Note 24, vague 5, juillet 2016.

⁴ Il y a ensuite des écarts importants selon les professions, puisque les enquêtés qui ont vécu une véritable ascension sociale se rencontrent en plus forte proportion dans les professions libérales et les patrons, chez les cadres du public et les cadres du privé, alors que ceux qui sont le plus descendus sont nombreux chez les ouvriers spécialisés du privé, les agriculteurs sur de petites exploitations et les artisans-commerçants.

Il existe évidemment des variations dans la mobilité sociale ascendante comme dans la mobilité sociale descendante que ne permet pas de visualiser un tel graphique où seules trois situations sont prises en compte. En réalité parmi les 42% de personnes objectivement déclassées, les deux-tiers sont dans une situation très inférieure à celle de leurs parents par exemple, et un tiers est dans une situation inférieure.

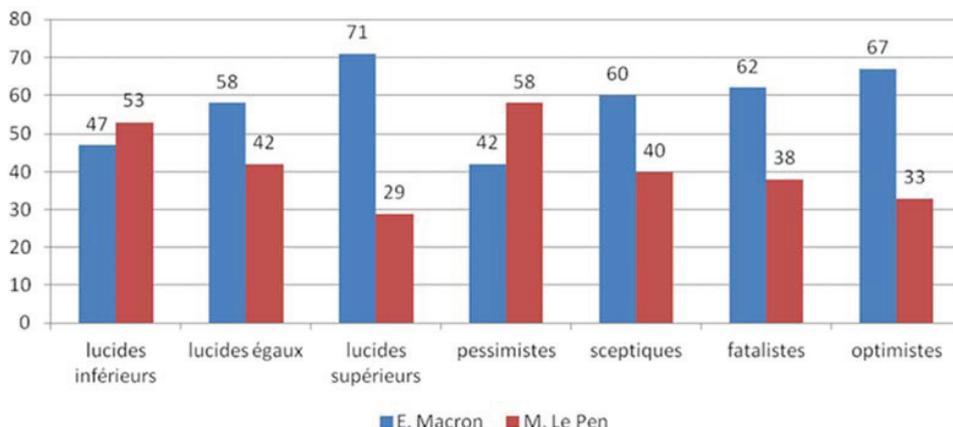
Le classement objectif a un léger impact sur la propension à voter FN au second tour puisque les enquêtés qui ont connu une mobilité sociale descendante sont 42% à penser voter pour Marine Le Pen contre 38 % de ceux qui ont connu une mobilité ascendante. Mais l'impact du classement subjectif — obtenu en demandant à l'enquêté s'il estime que sa situation s'est dégradée ou s'est améliorée au regard de celle de ses parents sur la base d'une échelle allant de 0 à 10 — est bien plus important : 56 % des enquêtés qui estiment que leur situation s'est détériorée par rapport à celle de leurs parents entendent voter FN, contre 31 % de ceux qui estiment que leur situation s'est améliorée (figure 2).

Figure 2, Vote en faveur du FN en fonction de la situation objective et subjective de l'enquêté (la situation peut être pire que celle de ses parents, égale, ou meilleure), enquête électorale française, CEVIPOF, Luc Rouban, 2017



Pour observer plus finement le lien entre trajectoire et vote, Luc Rouban a croisé la situation objective et la situation subjective des votants (en terme de mobilité sociale ascendante ou descendante), et obtenu sept groupes, dont celui des « lucides supérieurs » qui ont conscience de leur mobilité sociale ascendante, des « lucides inférieurs » qui ont conscience de leur déclassement, des « pessimistes » qui se voient plus bas que leur situation objective, et des « optimistes » qui pensent que leur situation s'est améliorée alors que c'est le contraire objectivement. Or c'est bien chez les « pessimistes » que l'on trouve la proportion la plus élevée d'intentions de vote pour Marine Le Pen (58%), ainsi que chez les « lucides inférieurs » (53%), alors que chez les « lucides supérieurs » et les « optimistes » elles sont au plus bas. Inversement, le choix de voter pour Emmanuel Macron est le plus élevé chez les « optimistes » (67%), qui pensent à tort que leur situation s'est améliorée, ainsi que chez les « lucides supérieurs » (71%) qui pensent à raison qu'ils ont amélioré leur situation.

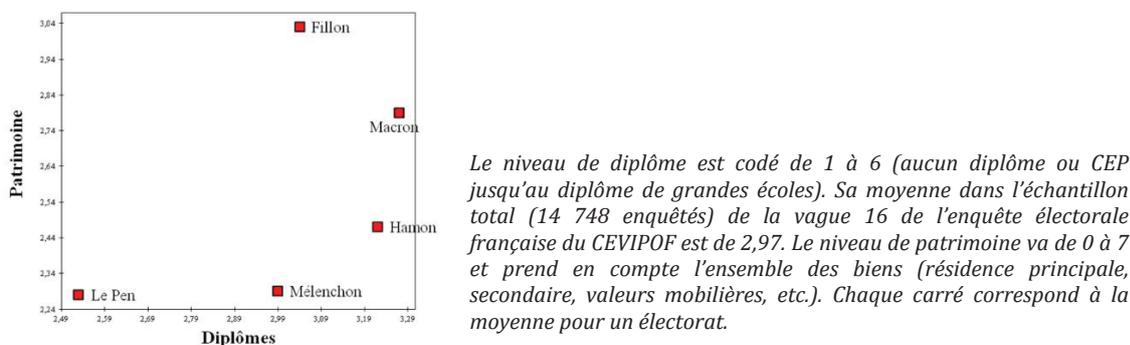
Figure 3, Le choix au second tour selon le classement social objectif et subjectif (%), Panel électoral 2002 du CEVIPOF et enquête électorale française du CEVIPOF, vague 14, Luc Rouban 2017



Champ : l'enquête ne prend pas en compte les étudiants et les 18-24 ans, parce qu'il est trop tôt pour mesurer une trajectoire sociale ascendante ou descendante par rapport aux parents.

Luc Rouban⁵ a par ailleurs montré dans une autre exploitation de l'enquête électorale française que, contrairement à ce que l'on aurait pu penser, les électeurs qui sont objectivement les plus déclassés socialement sont ceux qui ont le plus voté La France Insoumise, un poil devant ceux du FN. Pour arriver à cette conclusion, le chercheur a distribué les électorats de la présidentielle de 2017 sur deux axes, le niveau de diplôme et le niveau de patrimoine.

Figure 4, Le positionnement des électorats au premier tour de la présidentielle de 2017 par niveau de diplôme et de patrimoine, enquête électorale française, CEVIPOF, Luc Rouban 2017.



Il ressort que si les électorats de Jean-Luc Mélenchon et de Marine Le Pen ont en commun un faible niveau de patrimoine au regard des autres électorats (figure 4), ils se séparent en revanche nettement sur le niveau de diplôme, les électeurs de la France Insoumise étant en moyenne bien plus diplômés que ceux du Front National. 14 % des électeurs de Jean-Luc Mélenchon ont au moins le niveau Bac + 4, contre 5 % de ceux de Marine Le Pen par exemple. Cette différence se retrouve au sein de chaque catégorie socio-professionnelle. Par exemple les employés qui ont voté pour Jean-Luc Mélenchon ont fait des études supérieures à hauteur de 24 % contre 15 % de ceux qui ont voté pour Marine Le Pen. Il en est de même des ouvriers qualifiés (10 % contre 5 %) et des cadres du privé (52 % de ceux qui ont voté Mélenchon ont au moins un Bac + 4 contre 35 % de ceux qui ont voté Le Pen). Le peuple qui vote pour Jean-Luc Mélenchon est donc un peuple diplômé qui a subi la dévalorisation des diplômes et se trouve déclassé résume Luc Rouban. Ce déclassement est essentiellement lié au différentiel entre leur niveau de revenu (à peine plus élevé que l'électorat du FN) et leur niveau de diplôme.

CONCLUSION

Ces données et les analyses qu'elles permettent éclairent plusieurs phénomènes. D'abord il existe un décalage important, dans le sens du pessimisme, entre la réalité et la perception subjective qu'ont les Français de leur trajectoire en terme de mobilité sociale ascendante ou descendante. Les partis situés aux extrêmes de l'offre politique (de gauche et de la droite) attirent en grande proportion les électeurs déçus par leur trajectoire sociale. Le sentiment de déclassement, plus encore que le déclassement objectif (qui intervient aussi), est un selon Luc Rouban un des meilleurs prédicteurs du vote Front national ou de l'abstention. Le déclassement réel, lié au décalage entre le niveau de diplôme et le niveau de revenu, est également un prédicteur du vote en faveur de la France Insoumise.

Liste et méthodologie des sondages

Les résultats reposent sur les vagues 4 et 5 de l'Enquête électorale française, réalisées entre le 13 et le 23 mai et entre le 17 et le 27 juin 2016 auprès de 19 692 et de 19 383 personnes interrogées selon la méthode des quotas, ainsi que sur la vague 14 de cette même enquête, réalisée selon la même méthode du 30 avril et 1er mai 2017, sur la base d'un échantillon national représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus constitué de 13 742 personnes inscrites sur les listes électorales, dont 8 936 personnes certaines d'aller voter au second tour de l'élection présidentielle et exprimant une intention de vote. Échantillon interrogé par Internet.

⁵ Luc Rouban, « Le peuple qui vote Mélenchon est-il le peuple ? », 1 octobre 2017, The Conversation, <https://theconversation.com/le-peuple-qui-vote-melenchon-est-il-le-peuple-84724>

LE RENOUVEAU POLITIQUE NE SUFFIT PAS, LES FRANÇAIS VEULENT DAVANTAGE DE DÉMOCRATIE PARTICIPATIVE

Le rapport que les Français entretiennent avec la démocratie est ambigu. Avant 2017, le contexte de défiance généralisé vis-à-vis du personnel politique avait fini par rendre les Français sceptiques quant à l'efficacité de la démocratie, au point même que les deux tiers des Français envisageaient favorablement la mise en place d'un régime technocratique (et 40% celle d'un régime autoritaire). Ce sentiment semble s'être atténué en 2017 à la suite des élections présidentielles et législatives. Mais la satisfaction d'avoir renouvelé le personnel politique cache une envie plus profonde d'une meilleure prise en compte de l'opinion et de l'avis des Français

Un contexte de défiance politique qui favorise l'attrait pour les régimes autoritaires ou technocratiques

Les enquêtes réalisées par Viavoice pour l'Observatoire de la démocratie montrent que le climat de défiance vis-à-vis des partis politiques traditionnels a fini par dégrader l'opinion que les Français se faisaient du fonctionnement de la démocratie : ainsi, en avril 2014, seuls 30% des Français considéraient que la démocratie fonctionnait bien (avec des scores particulièrement bas pour les 18-24 ans et les catégories populaires, à 26% de satisfaction). (Viavoice, 2014) Et si dans la même enquête 91% des Français se déclaraient attachés à la démocratie, une étude menée en 2015 par l'Ifop pour Atlantico montrait quant à elle que la tentation d'un régime alternatif à la démocratie séduisait un nombre impressionnant de nos concitoyens : les deux tiers d'entre eux (67%) se déclaraient alors d'accord avec l'idée qu'il faudrait « que la direction du pays soit confiée à des experts non élus qui réaliseraient des réformes nécessaires mais impopulaires. » Cet avis était davantage partagé par les sympathisants de droite puisque 76% des sympathisants du FN et 80% des sympathisants de LR se disaient d'accord avec cette idée. Cette opinion était également surreprésentée parmi les ouvriers (74%), les peu diplômés (73%) et les provinciaux – en particulier les habitants du Sud de la France (>72%).

L'adhésion à la mise en place d'un régime politique technocratique en France					
	Ensemble des Français Octobre 2015 (%)	Proximité politique			
		Front de Gauche	Parti Socialiste	Les Républicains	Front National
TOTAL D'accord	67	51	54	80	76
• Tout à fait d'accord	23	13	15	36	28
• Plutôt d'accord	44	38	39	44	48
TOTAL Pas d'accord	33	49	46	20	24
• Plutôt pas d'accord	20	24	26	16	14
• Pas du tout d'accord	13	25	20	4	10
TOTAL.....	100	100	100	100	100

Commentaire : en 2015, 67% des Français se disaient tout à fait ou plutôt d'accord avec l'idée qu'il faudrait « que la direction du pays soit confiée à des experts non élus qui réaliseraient des réformes nécessaires mais impopulaires. » (IFOP, 2015)

La tentation d'un régime technocratique séduisait donc en 2015 la majorité des Français. Mais, plus inquiétant peut-être, ces derniers étaient également 40% à plébisciter la mise en place d'un gouvernement autoritaire. L'autoritarisme parvenait même à séduire une majorité de Français issus de certaines catégories : les ouvriers (51% d'entre eux étaient d'accord avec cette idée), les peu diplômés (52% d'adhésion à cette idée) ou encore les sympathisants du Front National (60% d'adhésion). Le clivage droite gauche est d'ailleurs particulièrement marqué sur cette question. (Ifop, 2015)

	Ensemble des Français Octobre 2015 (%)	Proximité politique			
		Front de Gauche	Parti Socialiste	Les Républicains	Front National
TOTAL D'accord	40	23	33	47	60
• Tout à fait d'accord	12	10	6	19	21
• Plutôt d'accord	28	13	27	28	39
TOTAL Pas d'accord	60	77	67	53	40
• Plutôt pas d'accord	30	26	23	32	28
• Pas du tout d'accord	30	51	44	21	12
TOTAL.....	100	100	100	100	100

Commentaire : en 2015, 40% des Français se disaient tout à fait ou plutôt d'accord avec l'idée qu'il faudrait « que la direction du pays soit confiée à un pouvoir politique autoritaire, quitte à alléger les mécanismes de contrôle démocratique sur le gouvernement. » (IFOP, 2015)

Les élections de 2017 ont toutefois redonné goût à la démocratie

Les élections présidentielles et législatives de 2017 ont toutefois inversé de manière assez spectaculaire cette tendance : les Français sont aujourd'hui à nouveau une majorité (54%) à penser que la démocratie fonctionne bien (contre 30% en 2014 et 36% en 2016). Le bond le plus spectaculaire s'est opéré chez les 18-24 ans, qui sont aujourd'hui 61% (contre 26% en 2014) à considérer que la démocratie fonctionne correctement. (Viavoice, 2018)

Actuellement en France, diriez-vous que la démocratie... ?		
	Sous-total « Fonctionne bien » (en %)	Évolutions depuis sept. 2016
Ensemble de la population	54	+18
Classes d'âge		
18-24 ans	61	+35
25-34 ans	49	+19
35-49 ans	52	+16
50-64 ans	49	+9
65 ans et plus	61	+18
Catégories sociales		
Catégories aisées (CSP+)	58	+11
Catégories populaires (CSP-)	45	+19
Électorats de premier tour de l'élection présidentielle		
Emmanuel Macron	80	-
Marine Le Pen	31	-
François Fillon	66	-
Jean-Luc Mélenchon	48	-
Benoît Hamon	64	-

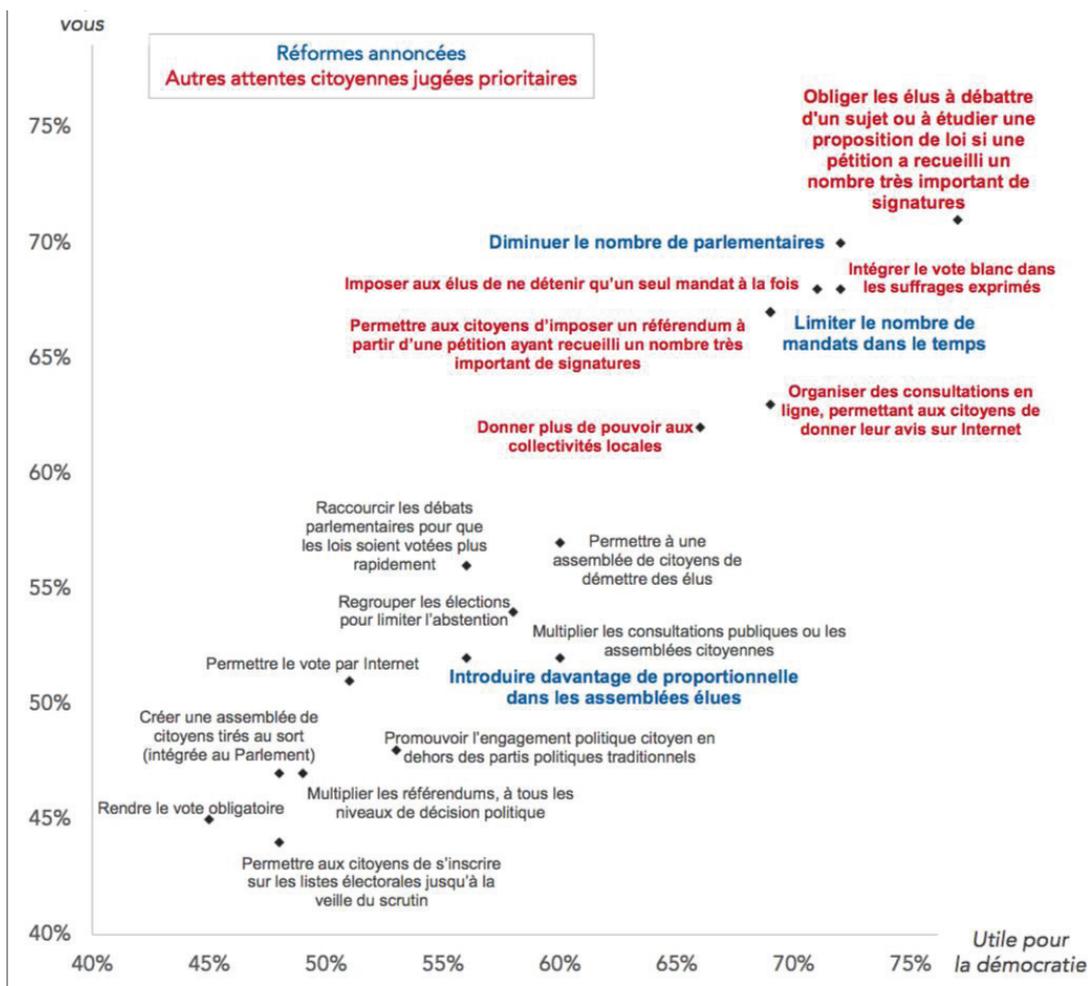
Commentaire : en 2017, les Français sont 54% à penser que la démocratie fonctionne bien, soit 18 points de mieux qu'en 2016. Les 18-24 ans qui étaient les plus déçus sont devenus les plus enthousiastes (61% d'entre eux déclarent que la démocratie fonctionne bien en 2017). (Viaoice, 2018)

Fait notable, l'attrance pour un régime technocratique reste majoritaire en 2017 mais elle a notablement baissé, passant de 67 à 55% des Français favorables à ce type de régime. La tendance à la baisse est plus faible du côté des tenants d'un régime autoritaire, qui représentent encore 38% des Français en 2017 (contre 40% en 2015). La répartition par catégories (appartenance politique ou sociodémographique) a peu évolué entre 2015 et 2017. (IFOP, 2017)

Une envie de renouveau démocratique qui passe par une meilleure prise en compte de l'avis des Français

L'enquête de l'observatoire de la démocratie montre que cette embellie démocratique « post-présidentielle » est en réalité très liée au sentiment des Français d'être parvenus à se débarrasser du personnel politique en place : les deux tiers (66%) des Français pensent en effet que le renouvellement consécutif aux élections présidentielles et législatives s'explique surtout par le rejet des partis traditionnels et des personnalités qui étaient au pouvoir depuis de nombreuses années. Les électeurs d'Emmanuel Macron au premier tour sont 78% à penser que ce renouvellement est lié avant tout à un rejet des partis politiques traditionnels. En miroir, seuls 18% des Français (et 19% des électeurs d'Emmanuel Macron) pensent que c'est l'adhésion des citoyens aux nouvelles formations politiques qui expliquerait leur succès. La conséquence est que, malgré ce changement, seule une minorité (39%) de Français se sent aujourd'hui mieux représentée à l'Assemblée nationale.

Le « dédagisme » ne suffit donc pas et le souhait des Français semble également tourné vers davantage de prise en compte de leurs points de vue dans les prises de décision. Ainsi, si les réformes « dédagistes » (« imposer un seul mandat à la fois », « limiter leur nombre dans le temps ») sont populaires, les réformes visant une meilleure prise en compte de l'avis des Français sont également très sollicitées : plus des deux tiers des Français jugent par exemple utile (pour eux et pour la démocratie) d'obliger les élus à débattre de propositions issues de pétitions ayant recueilli un nombre très important de signatures, d'intégrer le vote blanc dans les suffrages exprimés, d'organiser des consultations en ligne auprès des citoyens, ou encore d'imposer un référendum à partir d'une pétition ayant recueilli un grand nombre de signatures. (OpinionWay, 2018)



Commentaire : Pour chacune des propositions de réforme démocratique proposée dans le questionnaire, il est demandé aux Français de se prononcer sur leur utilité à la fois pour eux à titre personnel (abscisse) et pour la démocratie (ordonnée). (ViaVoice, 2018)

C'est donc une demande de davantage de démocratie participative qui semble émerger de ces différentes enquêtes. Un sondage de TNS pour le compte de la Commission Nationale pour le Débat Public montrait déjà en 2014 que le fait de « demander directement l'avis des citoyens avant de prendre des décisions » était de très loin le moyen jugé le plus efficace par les Français pour améliorer la démocratie (cité en premier par 44% des Français, loin devant la lutte contre l'influence des lobbys qui n'était citée en premier que par 14% des personnes interrogées). Dans le même ordre d'idée, une enquête OpinionWay montre que « 74% des Français déclare que les idées doivent venir des citoyens pour aider les élus à agir et décider alors qu'ils ne sont que 24% à préférer le modèle traditionnel pour lequel les idées doivent venir des élus dont le rôle est d'avoir une vision et de convaincre les citoyens. » Cette demande pour davantage de participation et de prise en compte des idées « venues d'en bas » traverse toutes les couches de la société, quels que soient les critères sociodémographiques considérés. (OpinionWay, 2015)

Le sondage TNS pour la CNDP montrait par ailleurs que les citoyens attendaient clairement des formes de démocratie participative qu'elles soient engageantes, c'est à dire que les avis fournis par les citoyens soient réellement pris en compte : 72% des Français reprochent par exemple aux débats publics de ne servir à rien

Et quels sont selon vous les trois principaux reproches que l'on peut adresser aux débats publics ?

- 72%** Ils ne servent à rien, la décision est déjà prise
- 55%** Ils sont trop techniques, trop difficiles à comprendre
- 53%** Ce ne sont que des groupes de pression qui s'expriment
- 45%** Ils sont trop discrets, on n'en entend pas assez parler
- 18%** Ils font perdre du temps

TNS, 2014

car ils suspectent les décisions d'être déjà prises. Pour les auteurs de l'étude, « on touche là à une des principales critiques que les Français adressent aux débats publics et plus largement aux dispositifs d'écoute et de participation : tout serait déjà décidé en amont et la démarche de participation ne serait, au mieux selon eux, qu'un moyen d'informer la population et, au pire, une stratégie de communication. » L'accessibilité des débats à chacun est également une demande forte : 55% trouvent que les débats publics sont trop techniques et 53% pensent que seuls les groupes de pression peuvent s'exprimer.

Ragaillardis par les élections de 2017 qui leur ont donné l'impression d'avoir renouvelé le personnel politique, les Français ne sont donc pas pour autant satisfaits de la démocratie telle qu'elle fonctionne aujourd'hui. Ils sont particulièrement en demande de davantage d'écoute et de prise en compte de leurs avis.

Note bibliographique et méthodologique

-Ifop, 2015. *L'attirance des Français pour un gouvernement technocratique ou autoritaire*, Ifop pour le compte d'Atlantico.fr, octobre 2015. (sondage auprès d'un échantillon de 1013 personnes, représentatif de la population française de 18 ans et plus, d'après la méthode des quotas basée sur sexe, âge, profession, après stratification par région et catégorie d'agglomération. Questionnaire réalisé en ligne du 28 au 30 octobre 2015.)
URL : http://www.ifop.com/?option=com_publication&type=poll&id=3185

-Ifop, 2017. *Les Français et la mise en place de régimes alternatifs au régime démocratique*, Ifop pour le compte d'Atlantico.fr, octobre 2017. (sondage auprès d'un échantillon de 1003 personnes, représentatif de la population française de 18 ans et plus, d'après la méthode des quotas basée sur sexe, âge, profession, après stratification par région et catégorie d'agglomération. Questionnaire réalisé en ligne du 6 au 10 octobre 2017.)
URL : http://www.ifop.com/?option=com_publication&type=poll&id=3871

-OpinionWay, 2015. *Nouvelle citoyenneté, nouvelles influences*, OpinionWay pour le compte de 20 minutes, septembre 2015. (sondage auprès d'un échantillon de 1004 personnes, représentatif de la population de 18 ans et plus résidant en France, d'après la méthode des quotas basée sur sexe, âge, CSP, catégorie d'agglomération et région de résidence. Questionnaire réalisé en ligne du 25 au 26 août 2015.)
URL : <https://www.opinion-way.com/fr/sondage-d-opinion/sondages-publies/20-minutes-nouvelle-citoyennete-nouvelles-influences-septembre-2015/viewdocument.html>

-TNS Sofres, 2014. *Le citoyen et la décision publique*, TNS Sofres pour le compte de la Commission nationale du débat public, juin 2014. (sondage auprès d'un échantillon de 1200 personnes, représentatif de la population de 18 ans et plus résidant en France, d'après la méthode des quotas basée sur sexe, âge, CSP, stratification par catégorie d'agglomération et région. Questionnaire réalisé en ligne du 22 au 28 mai 2014.)
URL : <https://www.tns-sofres.com/publications/le-citoyen-et-la-decision-publique>

-Viavoice, 2018. *L'Observatoire de la Démocratie*, Viavoice pour le compte de la Fondation Jean Jaurès et la Revue Civique, janvier 2018. (sondage auprès d'un échantillon de 1002 personnes, représentatif de la population française de 18 ans et plus, d'après la méthode des quotas basée sur sexe, âge, profession, région et catégorie d'agglomération. Questionnaire réalisé en ligne du 22 au 28 décembre 2017.)
URL : <https://jean-jaures.org/nos-productions/l-observatoire-de-la-democratie-2017>

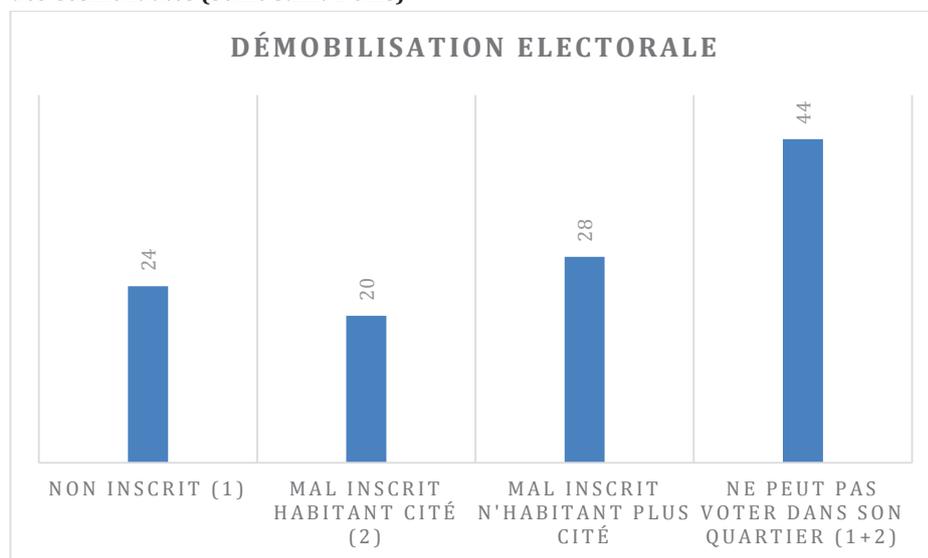
AUX SOURCES DE LA DÉMOBILISATION POLITIQUE : LES MAL-INSCRITS

L'étude de Cécile Braconnier et Jean-Yves Dormagen cherche à comprendre pourquoi qu'il y a au début des années 2000 deux à trois fois moins de votants que dans les années 1970 dans une cité de banlieue dans le département de Seine Saint-Denis. Elle a permis de découvrir que l'abstention observée, c'est-à-dire la proportion d'inscrits vivant dans la cité des Cosmonautes et qui ne vont pas voter, n'est qu'un aspect du phénomène plus large de démobilisation politique. Ce travail historique éclaire les processus d'abstention, de démobilisation électorale, dans les cités populaires et confirme le rapport très distancié que les membres des couches populaires entretiennent avec les institutions et la politique (« un rapport distancié sinon conflictuel aux institutions » écrivent-ils p. 227-231) soit par fatalisme (ils n'attendent plus rien), soit par sentiment d'incompétence subjective (ne pas se sentir compétent pour s'intéresser à la politique).

Les taux de participation sont calculés par rapports aux inscrits sur les listes électorales. Or ces listes sont fausses. En ne tenant compte que des inscrits, l'analyse de la démobilisation politique ignore une bonne partie de la réalité. Les chercheurs ont dépouillé les listes d'émargement entre le premier tour des présidentielles de 1974 et le référendum de 2005 sur le traité établissant une constitution pour l'Europe de manière systématique, soit au total un ensemble de 49 scrutins. Cette base leur a servi à reconstituer des itinéraires de participation électorale sur une trentaine d'années. Les deux auteurs ont fait une sorte d'archéologie des listes d'émargement dans la cité des Cosmonautes. Les Cosmonautes ne ressemblent pas à ce que certains nomment parfois une « zone de non-droit ». Certes, elle s'est appauvrie par le départ des couches supérieures du monde ouvrier, mais on y trouve encore une relative diversité sociale. Enfin, lors des élections, l'abstention et le vote FN sont élevés.

Les auteurs proposent de déplacer le regard vers la mal- et la non-inscription. En effet, c'est le non vote des non-inscrits et des mal-inscrits, c'est-à-dire des gens qui, bien qu'ayant déménagé, sont restés inscrits au bureau des Cosmonautes qui expliquent le phénomène. Ils évaluent la non-inscription qui est de 24% dans les communes populaires (cf. **figure n°1**), contre environ 10% dans le pays.

Figure n°1. Non et Mal inscription. La reconstitution du comportement électoral dans la cité des Cosmonautes (Seine Saint-Denis).



Pour établir l'ampleur précise de la mal-inscription et ses effets sur la participation électorale en milieu populaire, au printemps 2004 ils ont visité tous les bâtiments de la cité des Cosmonautes de manière à vérifier que les inscrits sur les listes d'émargement y disposaient d'une adresse effective. Puis ils ont approfondi par une enquête de voisinage ce premier repérage des noms sur les boîtes aux lettres. Les chiffres présentés à la figure n°1 sont éloquentes. Aux 24 % de non-inscrits, il faut ajouter les 20 % de mal-inscrits habitant la cité, et les quelques 28 % de mal-inscrits n'y résidant plus. Dans une étude ultérieure sur un échantillon de six bureaux de vote pour lesquelles les données sont les plus complètes possibles, 25% des habitants de nationalité française, âgés de plus de 18 ans, n'étaient pas inscrits sur les listes électorales et se trouvaient donc dans l'impossibilité de participer aux élections, confirmant les

estimations faites dans la cité des Cosmonautes. Ceci révèle l'ampleur de la détérioration de la participation politique en milieu populaire.

Les taux de participation apparents sont trompeurs. En contrôlant les effets imputables à la mal-inscription, on découvre que les électeurs restent mobilisables pour les élections. L'étude permet de distinguer deux publics. Les inscrits au bureau de vote qui résident effectivement aux Cosmonautes (les bien-inscrits) ne se comportent pas différemment du reste de l'électorat français. Les concernant, on ne constate « aucun basculement dans un abstentionnisme structurel et durable ». Mais, à l'inverse, « la mal-inscription engendre un abstentionnisme constant, que l'on peut qualifier de structurel. Ainsi, plus du tiers (37,3 %) des inscrits identifiés comme absents de la cité lors de l'enquête de voisinage n'ont voté à aucun des quatre tours de scrutin du printemps 2002. De même, plus des deux tiers (69,2 %) de cette population n'ont pris part à aucun des quatre tours organisés entre le premier tour des régionales de 2004 et le référendum du printemps 2005 ».

Les auteurs concluent que la mal-inscription, en dépit du poids relatif des mal-inscrits dans la cité (28 %), est à l'origine de presque la moitié de l'abstentionnisme à caractère permanent (46,6 % sur la période 2004-2005) : « Elle constitue donc bien le principal facteur d'exclusion du jeu électoral ». Ils estiment que faciliter l'inscription, la rendre automatique, réduirait sans doute « les dimensions de l'exclusion électorale, en particulier en milieu populaire » (Braconnier et Dormagen, 2007, p. 393)

Dans une note ultérieure pour le Centre d'Analyse Stratégique, les auteurs discutent les modifications de la législation. Les renouvellements introduits par l'inscription d'office jouent un rôle essentiel en matière d'inscription sur les listes électorales des jeunes des quartiers populaires (en ZUS elles représentent 30,48 % des nouvelles inscriptions de la période étudiée 2003-2005). Pour autant, le problème n'est pas entièrement réglé : la réinscription après un déménagement (par ex. lorsque les jeunes quittent le domicile des parents) n'est pas automatique. Et les adultes qui ne sont pas jeunes ne sont pas mieux inscrits.

Interprétation. Au début des années 2000, la démobilisation a pris une ampleur très importante dans les quartiers populaires (classés en ZUS notamment). Soit parce que leurs habitants français ne s'étaient jamais inscrits sur les listes électorales, soit parce qu'ils ne s'étaient pas réinscrits à la suite d'un déménagement, près de la moitié des électeurs potentiels se trouvent dans l'impossibilité de voter dans leur quartier. La France est l'un des rares pays européens où l'inscription sur les listes n'est pas automatique lorsque l'on déménage et qu'on adopte donc et déclare à l'administration une nouvelle adresse de résidence. Si l'on ne veille pas à se réinscrire dans la nouvelle commune, on devient « mal inscrit » (pas inscrits dans un bureau de vote de sa commune ou de son quartier). Ceci contribue à freiner la participation électorale dans des proportions jusqu'alors insoupçonnées. Il est vrai trois millions de Français déménagent chaque année et que seul un électeur sur cinq se réinscrit dans sa nouvelle commune de résidence. Cette faible participation des couches populaires lors des élections a une histoire : il ne s'agit pas d'un invariant. Au cours des années 1960/1970, les cités ouvrières votaient plus que les centres-villes des communes ouvrières qui, elles-mêmes, votaient plus que le reste du pays. Mais, au début des années 2000, selon les scrutins, il y a entre deux (pour les plus mobilisateurs comme l'élection présidentielle) et trois fois moins (pour les élections européennes) de votants que dans les années soixante-dix. La montée de l'abstention s'est affirmée avant même l'arrivée de François Mitterrand à la présidence de la république en 1981, écartant l'hypothèse de la désillusion vis-à-vis de la gauche. Depuis, la non-participation électorale s'est installée dans le paysage. La déstabilisation des milieux ouvriers et employés s'exprime dans leur comportement électoral élémentaire.

Méthodologie du travail

Céline Braconnier et Jean-Yves Dormagen (2007) *La Démocratie de l'abstention*, Paris, Folio.

Céline Braconnier et Jean-Yves Dormagen (2007) *Non-inscrits, mal-inscrits et abstentionnistes. Diagnostic et pistes pour une réforme de l'inscription sur les listes électorales*, Paris, Centre d'Analyse Stratégique.

Méthode : une enquête de terrain de longue durée (de l'hiver 2001 au printemps 2006) et en mobilisant aussi bien les méthodes dites quantitatives que qualitatives, la statistique que l'observation ethnographique.

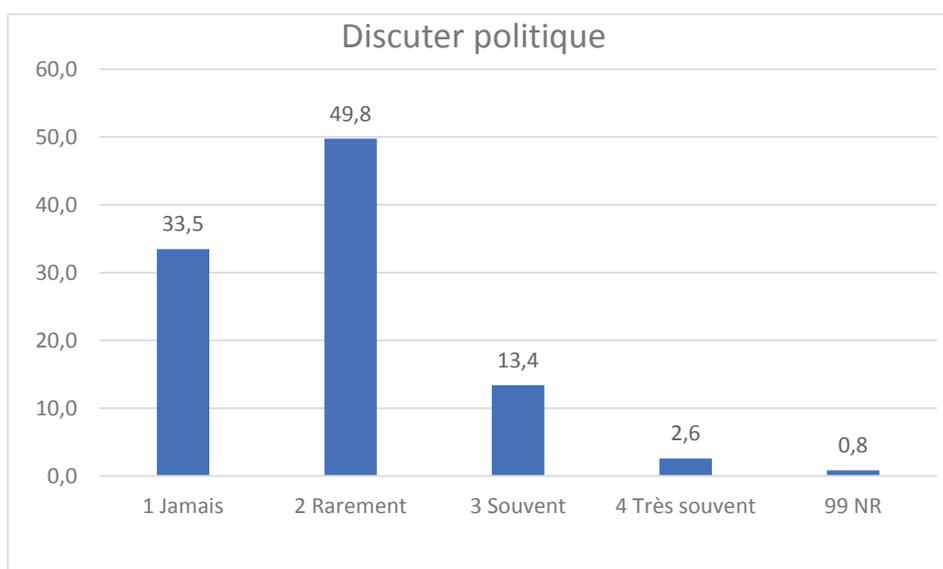
L'INTÉRÊT POUR LA POLITIQUE CHEZ LES COLLÉGIENS

La construction d'une communauté politique suppose un intérêt pour la chose commune. L'intérêt pour la politique participe à cette construction collective. Si l'on s'en tient complètement en retrait, les chances de pouvoir se faire une opinion par l'échange de vue se réduisent, et ainsi également l'idée de trouver des compromis. L'enquête internationale UPYC (« Les adolescents et la loi ») a été menée par les CNRS et Sciences-Po Grenoble dans des villes françaises pour comprendre les relations des adolescents avec la cité.

Un large échantillon de collégiens (n=9.000) a été interrogé sur ses relations à l'école ou le quartier, mais aussi à la cité en général. Les politologues utilisent une question apparemment très simple pour mesurer l'orientation vers la politique chez les adolescents, il s'agit du fait de discuter politique avec ses amis ou copains, sur quelque support que ce soit d'ailleurs (en face à face ou sur les médias sociaux).

Du début jusqu'au milieu de l'adolescence, entre 13 et 15 ans, on n'attend pas que la discussion politique soit particulièrement intense : c'est en effet une période de formation et de développement de la personne. On sait cependant qu'à cet âge, les identités sociales sont déjà formées, et des processus d'intégration à la société plus large engagés. Ce qui nous intéresse ici, c'est de saisir dans quelles sections de la population on trouve le désintérêt le plus marqué, au point que les jeunes ne parlent pas du tout des questions politiques. La **figure n°1** montre la répartition de l'intérêt pour la politique. Il faut commencer par dire que ces questions sont très bien comprises par les jeunes et que les refus d'y répondre sont très réduits (ici 0,8%). Comme on s'y attendait, seule une petite minorité est très intéressée par la politique à cet âge (2,6%), mais on trouve déjà des adolescents qui échangent « souvent » sur les sujets politiques (13,4%). Ensemble, ces deux catégories représentent 16% tout de même des collégiens. Mais, la majorité d'entre eux disent se tenir plutôt à l'écart de la politique, en parler « rarement » (49,8%). A elle seule cette catégorie rassemble la moitié de nos adolescents. Enfin, il existe un tiers (exactement 33,5%) des jeunes qui ne parlent « jamais » de politique avec leurs copains et copines. C'est un pourcentage considérable, d'autant qu'on soupçonne qu'il n'est pas distribué également dans la société.

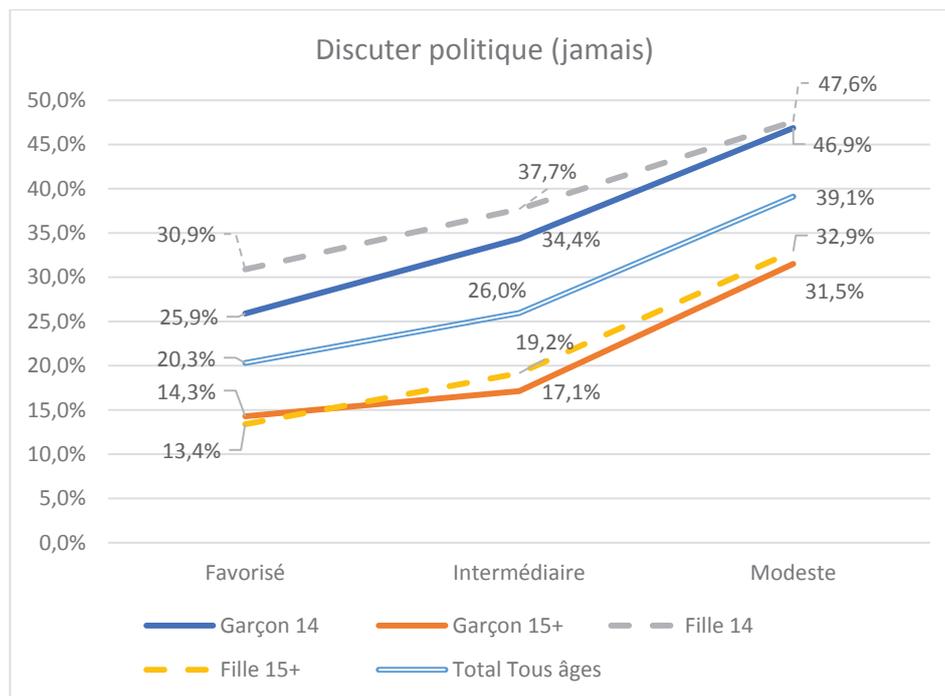
Figure n°1. « Quand tu es avec tes amis ou copains, copines, est-ce qu'il t'arrive de discuter politique ? », Bouches-du-Rhône, base : tous répondants. UPYC-France, 2015 (en %)



Nous allons observer maintenant le développement de cet intérêt pour la politique suivant l'âge, entre le début et la fin du collège, et pour les filles et les garçons. Nous allons également considérer les effets de la stratification socio-économique, et donc de la position des adolescents en fonction du niveau de ressources de leurs parents.

La première chose observable est le faible rôle du sexe : il est non significatif. Les jeunes filles sont, en France et en 2015, dans des positions identiques aux jeunes garçons. Le pourcentage de celles qui se tiennent en retrait de la politique est semblable à celui des garçons. Il y a donc une égalité devant l'intérêt pour la politique. Si des différences se manifestent plus tard, elles ne semblent pas reposer sur la socialisation initiale. On vérifie ensuite, logiquement, que l'intérêt pour la politique se développe avec l'âge. La compétence subjective, c'est-à-dire l'idée qu'on est soit même dans la position de comprendre certaines choses et donc de les discuter avec ses pairs, suit l'avancée en âge, et l'acquisition des compétences scolaires. On remarque ainsi que les garçons de 15 ans et plus sont moins désintéressés que les 14 ans, et le phénomène est identique pour les filles. Sur la **figure 2**, on note que les lignes foncées (15 ans et plus) sont situées à un niveau inférieur aux autres, car il y a moins de désintérêt.

Figure n°2. « Quand tu es avec tes amis ou copains, copines, est-ce qu'il t'arrive de discuter politique ? » suivant le sexe, l'âge et le milieu social, Bouches-du-Rhône, base : tous répondants. UPYC-France, 2015 (en %)



Finalement, et, c'est l'aspect le plus net, la position socio-économique des parents a un effet fort sur le fait de se désintéresser complètement de la politique. Le groupe supérieur (favorisé) se distingue du groupe intermédiaire (surtout chez les 13-14 ans, avec un désintérêt de 7 à 8,5 points plus faible, et moins après l'âge de 15 ans, avec un désintérêt de 3 à 6 points plus faible suivant le sexe). Et, le groupe intermédiaire est à bonne distance des enfants de milieu modeste. Ces derniers sont toujours, filles ou garçons, avant ou après 15 ans, les plus en retrait. Après 15 ans, ce sont environ 47% d'entre eux qui ne parlent pas de politique, un pourcentage qui diminue ensuite entre 31,5 et 33 %. Mais, c'est le double des enfants favorisés pour les garçons (14,3% seulement ne discutent jamais de politique) et même un peu plus pour les filles.

Interprétation. Le modèle suivant lequel les couches moyennes et supérieures organisent, par l'éducation et le cadre scolaire qu'ils fréquentent, la socialisation politique de leurs enfants est validé. Ils s'intéressent à la vie publique et sont ainsi prêts à prendre leur place dans la société politique. Cet intérêt pour la politique est probablement un facteur qui conduit à mieux comprendre et donc à adhérer plus nettement aux idéaux démocratiques pour la grande majorité. Il peut aussi conduire à des comportements de rejet sur la base d'une conscience politique plus aiguisée, pour de petits segments d'entre eux. Nos résultats montrent enfin que le genre ne joue pas de rôle marqué. La perception que les jeunes femmes ont de leur compétence subjective consacre une rupture achevée avec le modèle de socialisation traditionnel où elles étaient compétentes à l'intérieur des domiciles et les hommes à l'extérieur, et notamment sur les questions qui concernent la cité politique.

Références : « Les adolescents et la loi », UPYC-France

Question : « Quand tu es avec tes amis ou copains, copines, est-ce qu'il t'arrive de discuter politique ? » (jamais, rarement, souvent, très souvent).

UPYC est une recherche portant sur l'insertion des jeunes dans la cité. Elle a été dirigée par Sebastian Roché et Sandrine Astor au laboratoire Pacte, CNRS et Sciences Po Grenoble, Université de Grenoble. UPYC a été financée par l'ANR et le CSFRS

Le travail de terrain s'y est déroulé entre avril et juin 2015. Elle porte sur les adolescents scolarisés (de 12 à 16 ans), l'essentiel des répondants ayant entre 13 et 15 ans.

Les sites retenus pour la recherche sont les collèges des Bouches du Rhône. L'échantillon est représentatif et un peu plus de 9.300 adolescents ont été interrogés dans les établissements scolaires dont les classes ont été tirées au sort.

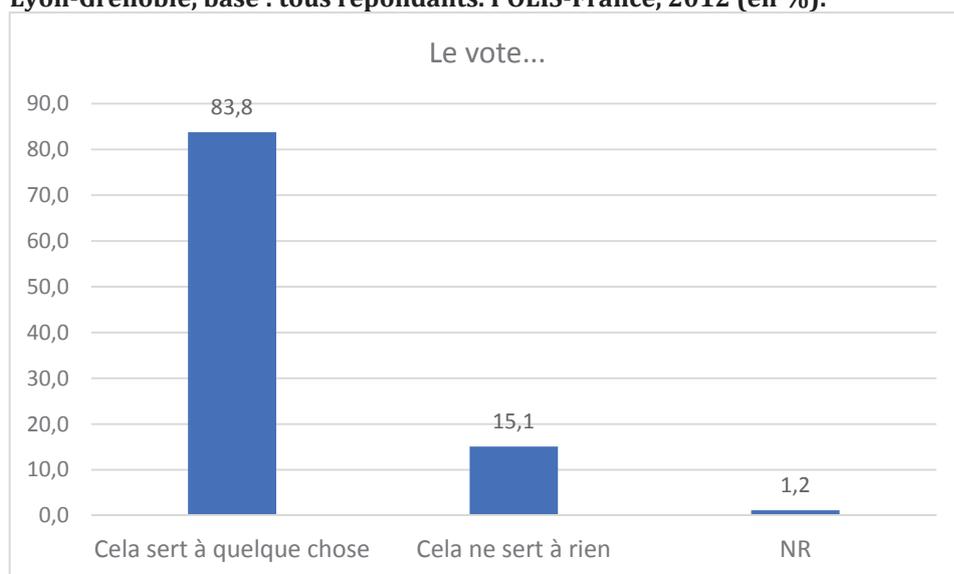
CHEZ LES JEUNES, L'IMPORTANCE DU VOTE S'AFFAIBLIT NETTEMENT LORSQU'ILS VIVENT EN HABITAT HLM

La démocratie est construite sur des procédures qui permettent au peuple de désigner ses représentants, et de les contrôler. Dans sa forme occidentale, elle affirme également un certain nombre de principes et de valeurs, comme la liberté ou l'égalité. Le vote est la procédure par excellence de la démocratie. Par l'addition des voix individuelles, une décision collective est prise. Le pluralisme de la presse et des médias, qui permettent de s'informer, et la nécessité d'une compétition entre candidats, qui seule autorise de choisir, sont consubstantiels à l'élection. Enfin, le choix du peuple est paré de la plus haute légitimité, devant les autres sources historiques que sont par exemple la tradition ou la religion.

C'est dire l'importance de l'adhésion au vote, à la fois comme procédure mais aussi comme reflétant des valeurs sociales et le rôle des électeurs dans la démocratie. Les adolescents ont connaissance des mécanismes de la démocratie avant même de les pratiquer. Qu'en pensent-ils ? L'enquête POLIS (« Les relations entre police et adolescents dans les villes multiethniques ») a été menée par les CNRS et Sciences-Po Grenoble dans des villes françaises de la région Rhône-Alpes (Lyon et Grenoble) sur un large échantillon de collégiens et de lycéens (n=14 .000) en les interrogeant sur leurs relations à la démocratie, et notamment au vote.

La perception du vote est mesurée par une question : « Selon toi, voter, est-ce que cela sert à quelque chose ou est-ce que cela ne sert à rien ? ». Cette formulation ne porte pas uniquement sur l'adhésion ou le rejet de ce moment fort de la démocratie qu'est le vote, mais aussi sur l'utilité pour les citoyens de l'organisation d'élections dans la France d'aujourd'hui. Les répondants peuvent ainsi exprimer leur opinion sur la démocratie en actes par le rôle donné à l'électeur, et pas seulement sur la procédure de vote. On remarque à la **figure n°1** que la grande majorité des adolescents ont une perception positive du fait de voter (83,8 %) et une minorité négative (15,1 %) et que très peu ne se prononcent pas (1,2%). Contrairement à des questions plus compliquées sur le rôle de l'État qui enregistrent de nombreuses non-réponses, le vote fait le plein : tout le monde sait de quoi on parle.

Figure n°1. « Selon toi, voter, est-ce que cela sert à quelque chose ou est-ce que cela ne sert à rien ? », Lyon-Grenoble, base : tous répondants. POLIS-France, 2012 (en %).

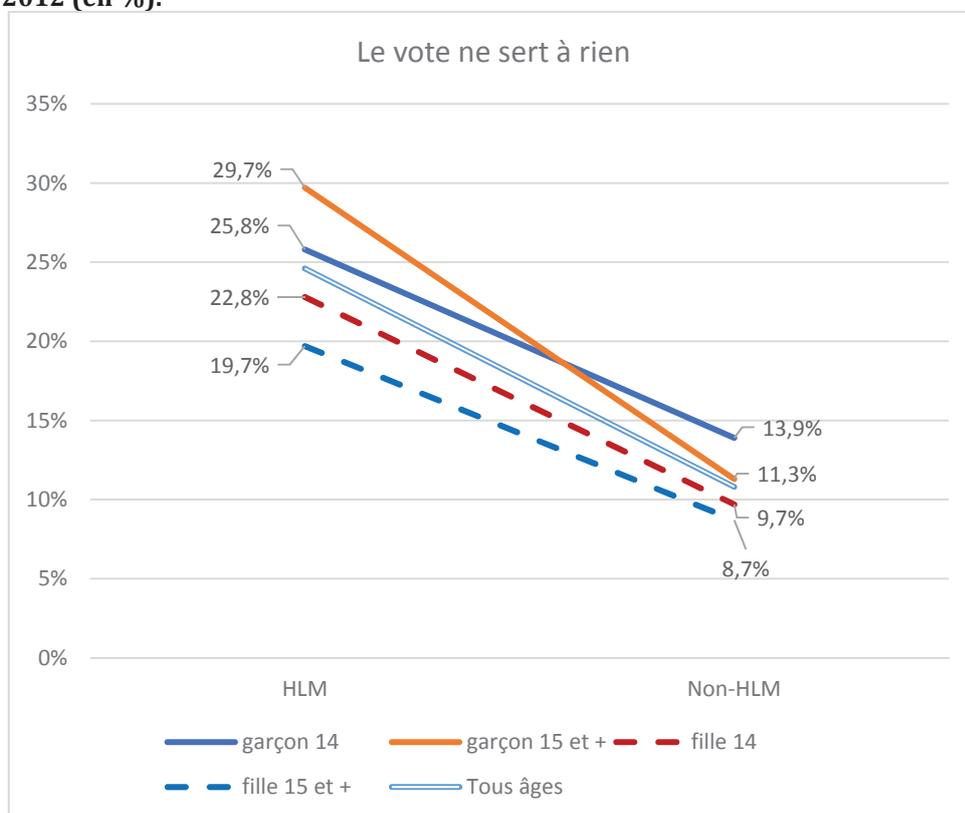


Les normes démocratiques sont bien assises, et la très grande majorité y adhère. Cela dit, les 15% qui rejettent l'utilité du vote ne sont pas une quantité négligeable pour autant. Et ce d'autant plus qu'on peut s'attendre à ce que cette moyenne à l'échelle de grandes villes soit inégalement répartie suivant les lieux et les groupes sociaux. L'enquête Polis permet d'observer cette distribution suivant le sexe, l'âge et le type de résidence (HLM versus non-HLM).

La **figure n°2** présente le pourcentage d'adolescents qui pensent que le vote « ne sert à rien ». On observe que l'âge n'est pas une variable très importante : elle n'introduit pas de différence dans la manière de considérer le vote. Chez les filles, le scepticisme diminue un peu (entre 1 et 3 points suivant leur type d'habitat) entre les moins de 15 ans et les plus âgées. Cela signifie que les opinions sont déjà formées au début de l'adolescence, et qu'elles perdurent jusqu'à la fin de celle-ci. Le sexe introduit plus de différence, les filles étant plus légitimistes que les garçons d'une manière générale, et ici en particulier en ce qui concerne le vote (elles sont en moyenne 11,7% à ne pas le trouver utile contre 15,5% chez les garçons).

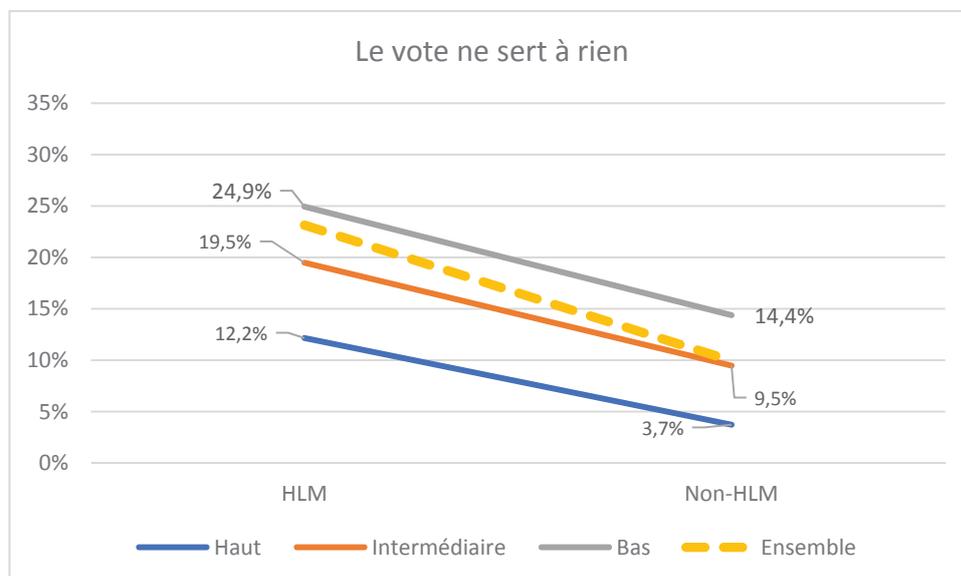
La plus grande différence d'appréciation du vote est liée au type d'habitat. Lorsque les adolescents vivent en HLM, en moyenne ils sont 24,6% à douter de l'utilité du vote contre 10,8% s'ils vivent hors-HLM. C'est un écart du simple au double. De surcroît, comme on le voit à la figure n°2, les écarts entre filles et garçons augmentent lorsqu'on passe de l'habitat hors-HLM à HLM chez les plus âgés (les 15 ans et plus). Alors que les garçons âgés hors-HLM ne se distinguent guère des filles âgées (11,3% contre 8,7% ne croient pas au vote), en milieu HLM ils sont 29,7% contre 19,7%, (soit exactement à dix points d'écart).

Figure n°2. « Selon toi, voter, est-ce que cela sert à quelque chose ou est-ce que cela ne sert à rien ? » suivant le sexe, l'âge et la résidence en HLM, Lyon-Grenoble, base : tous répondants. POLIS-France, 2012 (en %).



Les effets du milieu socio-économique des parents, organisé en trois tranches (haut, intermédiaire, bas) à partir du statut de la mère et du père s'ils ont tous les deux un emploi (et à défaut du seul parent qui en a un le cas échéant) est présenté à la **figure n°3**. Elle permet de le distinguer de celui du cadre d'habitation (HLM ou non). Les enfants du bas de l'échelle sociale sont, dans tous les types d'habitat, plus sceptiques par rapport à l'utilité du vote, scepticisme qui est à son maximum en milieu HLM (24,9% pensent qu'il ne sert à rien). Dans le même contexte urbain, les enfants du haut de l'échelle sociale sont la moitié à douter du vote (12,2%). Et hors HLM, ils sont presque tous convaincus de son utilité, puisque seuls 3,7% disent le contraire. Dans ce type d'habitat, les enfants les moins favorisés doutent trois fois plus (14,4%).

Figure n°3. « Selon toi, voter, est-ce que cela sert à quelque chose ou est-ce que cela ne sert à rien ? » suivant le statut des parents et la résidence en HLM, Lyon-Grenoble, base : tous répondants. POLIS-France, 2012 (en %).



Interprétation. Les opinions sur l'utilité du vote sont établies à un jeune âge, et évoluent peu durant les années de scolarité au collège. Elles dépendent peu du sexe : garçons et filles ont des opinions proches, même si ces dernières sont un peu plus légitimistes. La confiance dans les normes démocratiques, ou le fait de douter de leur effet, dépend principalement du type d'habitat. Les enfants qui vivent en HLM sont deux fois plus sceptiques quant à l'utilité du vote. Et, pour les garçons qui vivent en HLM, le doute croît légèrement avec l'âge. Surtout, le statut socio-économique des parents se combine à l'effet HLM : avoir des parents d'un milieu aisé atténue l'effet HLM sur le doute de l'utilité du vote, et avoir des parents moins favorisés augmente le scepticisme même hors du cadre HLM. Appartenir au bas de l'échelle sociale et vivre dans un quartier défavorisé s'accompagnent donc d'une érosion dans la croyance en l'utilité d'un mécanisme essentiel de la démocratie, le vote.

Références : « Les adolescents et la loi », POLIS-France

Questions :

- « Quand tu es avec tes amis ou copains, copines, est-ce qu'il t'arrive de discuter politique ? » (jamais, rarement, souvent, très souvent) ;
- Nicolas Sarkozy était un bon président ? (« tout à fait » à « pas du tout »)
- Pour des jeunes comme toi, est-ce que jeter des pierres sur des voitures de police peut se justifier ? (« jamais » à « toujours »)

POLIS-France est une recherche portant sur l'insertion des jeunes dans la cité. Elle a été dirigée par Sebastian Roché et Sandrine Astor au laboratoire Pacte, CNRS et Sciences Po Grenoble, Université de Grenoble. POLIS a été financée par l'ANR.

Le travail de terrain s'y est déroulé à l'automne 2012. Elle porte sur les adolescents scolarisés (de 11 à 19 ans), l'essentiel des répondants ayant entre 12 et 18 ans.

Les sites retenus pour la recherche sont les collèges des Bouches du Rhône. L'échantillon est représentatif et un peu plus de 14.000 adolescents ont été interrogés dans les établissements scolaires dont les classes ont été tirées au sort.

LA RÉPUBLIQUE ET LA TENTATION DE LA VIOLENCE

Même si les élections de 2017 les ont un peu réconciliés avec la démocratie, les Français sont encore nombreux à ne pas se sentir suffisamment représentés ou pris en compte, en particulier aux deux extrêmes de l'échiquier politique. Ce sentiment d'absence de légitimité peut amener certains à s'affranchir des règles républicaines, par exemple dans le cas de mouvements sociaux ou de contestations de projets d'aménagement. Si le recours à la violence est massivement rejeté, l'acceptation de comportements militants situés « en dehors de la loi » est hétérogène au sein de la société, faisant apparaître parfois des clivages politiques traditionnels (droite vs gauche ou centre vs extrêmes), mais aussi des clivages sociologiques (CSP+ vs CSP-).

La République contestée par les « extrêmes » et les catégories populaires

Comme nous l'avons détaillé dans la fiche 8, même si la situation s'est nettement améliorée depuis les élections de 2017, les Français sont encore nombreux à se dire insatisfaits du système démocratique actuel : seuls 54% d'entre eux considèrent en effet que la démocratie fonctionne bien (et ils étaient seulement 30% en 2014). Cette insatisfaction est plus forte aux extrêmes de l'échiquier politique puisque les électeurs d'Emmanuel Macron sont 80% à se dire satisfaits du fonctionnement actuel de la démocratie, contre seulement 48% des électeurs de Jean-Luc Mélenchon et 31% des électeurs de Marine Le Pen. Le mécontentement est également plus fort chez les CSP-, qui sont 45% à considérer que la démocratie fonctionne (contre 68% des CSP+). (Viavoice, 2017) Les réponses à apporter sont en revanche très différentes entre la gauche et la droite, puisque la tentation d'un régime autoritaire est assez largement majoritaire à l'extrême droite (60% d'avis favorable), elle divise la droite traditionnelle (48% d'avis favorable) et s'avère très minoritaire à l'extrême gauche (23% d'avis favorable) cette dernière soutenant davantage un changement de régime de type 6^{ème} République (IFOP, 2015a).

Ce mécontentement pourrait-il amener certains groupes à sortir du cadre républicain et, dans les cas les plus extrêmes, à des formes de désobéissance voire de violence ?

Les violences commises lors de mouvements sociaux : la gauche et les CSP- davantage compréhensifs

Un premier exemple de violence concerne celles perpétrées lors des mouvements sociaux, que ce soit à l'encontre de certains projets de lois (loi Travail en 2016) ou encore lors de vastes plans de licenciement. En 2015, par exemple, l'annonce par Air-France d'un plan de licenciements de 2900 salariés avait donné lieu à des violences de la part de certains salariés à l'encontre du DRH de la compagnie – violences dont les images avaient alors fait le tour du monde. Un sondage mené par l'IFOP pour Sud-Ouest dimanche aux lendemains de cet événement avait montré le visage d'une France assez partagée puisque 54% d'entre eux disaient « comprendre mais ne pas approuver » les comportements des salariés, tandis que 38% des Français les condamnaient et 7% seulement les approuvaient.

Une comparaison avec des événements antérieurs apporte des informations intéressantes à ce propos puisqu'en avril et juillet 2009 deux opérations de séquestration de dirigeants avaient eu lieu dans des grandes entreprises. Là encore, la majorité (62 et 63%) des Français déclaraient comprendre mais ne pas approuver ce comportement. Mais seuls 7% et 15% d'entre eux condamnaient le geste, tandis que 30 et 23% l'approuvaient (contre seulement 7% pour les cas d'Air France). On peut aisément imaginer que c'est l'intervention de la violence, nettement plus évidente en 2015 à Air France, qui explique le rejet plus marqué de la part des Français pour cette action.

	Comparatif Séquestration des patrons de Sony et 3M 2-3 Avril 2009 ¹ (%)	Comparatif Séquestration des patrons de Caterpillar et Molex 27-29 Juillet 2009 ² (%)	Ensemble des Français Violences à Air France 7-9 Octobre 2015 (%)
• Vous les condamnez	7	15	38
• Vous les comprenez mais vous ne les approuvez pas .	63	62	54
• Vous les approuvez	30	23	8
TOTAL	100	100	100

IFOP, 2015

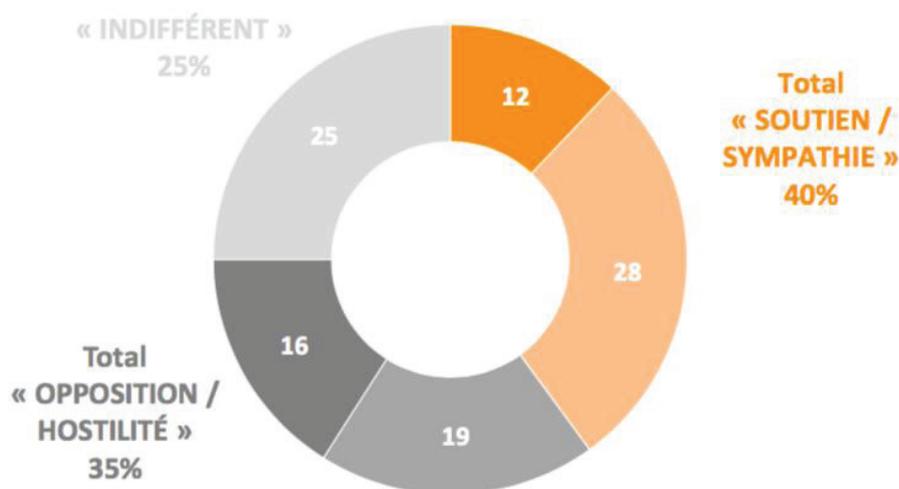
Autre information intéressante, ceux qui « comprennent mais n'approuvent pas » se répartissent de manière assez hétérogène dans la population. Les jeunes et les actifs sont nettement plus compréhensifs que les personnes âgées et retraitées (par exemple 70% des 18-24 ans disent « comprendre mais ne pas approuver » ces violences, contre 40% des 65 ans et plus). Les CSP- sont également plus indulgentes que les CSP+ (66% des employés disent « comprendre mais ne pas approuver », contre 31% des artisans et commerçants). Enfin, le clivage politique est très net : à gauche, 71% des partisans du Front de gauche et 72% des Verts disent « comprendre », tandis qu'à droite seuls 32% des sympathisants LR se montrent indulgents. Le gradient gauche-droite est donc très net, en tout cas jusqu'à la droite traditionnelle : en effet, les sympathisants du FN ont quant à eux une position plus indulgente que les sympathisants LR, puisque 53% d'entre eux disent « comprendre mais ne pas approuver » ces violences (soit un score très proche de la moyenne nationale). (IFOP, 2015)

L'attitude face aux Zadistes : les centristes encore plus fermes et hostiles que la droite et l'extrême droite...

Certaines formes de combats militants ont pu également contester la légitimité de l'Etat au cours des dernières années, en premier lieu dans le cas de projets d'aménagement fortement critiqués comme celui de l'aéroport de Notre-Dame-des-Landes (NDDL). Les sondages sur NDDL ont surtout porté sur l'adhésion de la population au maintien du projet d'aménagement, avec des résultats parfois contradictoires, jusqu'à la décision de son abandon qui a finalement été plébiscitée par les trois quarts des Français. Un récent sondage montre que l'opinion sur les occupants de NDDL est très divisée : 40% des Français soutiennent ou ont de la sympathie pour eux, 35% leurs sont hostiles et 25% sont indifférents. Les CSP- ont en moyenne davantage de sympathie pour les Zadistes : les ouvriers sont par exemple 46% à déclarer de la sympathie ou du soutien pour eux, alors qu'au contraire les cadres et professions supérieures ne sont que 30% à avoir un avis positif à leur égard. Le clivage est encore plus prégnant en fonction des opinions politiques : les sympathisants de la gauche « non socialiste » sont 70% à soutenir ou à avoir de la sympathie pour les Zadistes, contre seulement 31% pour les sympathisants LR. Le plus surprenant est toutefois de constater que l'hostilité à l'égard des Zadistes est la plus marquée parmi les centristes, en particulier les sympathisants de La République en Marche, qui sont seulement 26% à apprécier les occupants de NDDL. C'est également parmi les partisans de LREM que l'on trouve la plus forte défiance à l'encontre des Zadistes, avec 54% de personnes hostiles (contre 35% en moyenne). (ELABE, 2017)

Question : Entre 200 et 300 personnes occupent le terrain concerné par le nouvel aéroport, pour exprimer leur opposition au projet. Quelle est votre attitude à l'égard de l'occupation contre le projet de construction de l'aéroport de Notre-Dame-des-Landes ?

En %



■ Vous la soutenez ■ Vous avez de la sympathie ■ Vous y êtes opposé ■ Vous y êtes hostile ■ Vous êtes indifférent

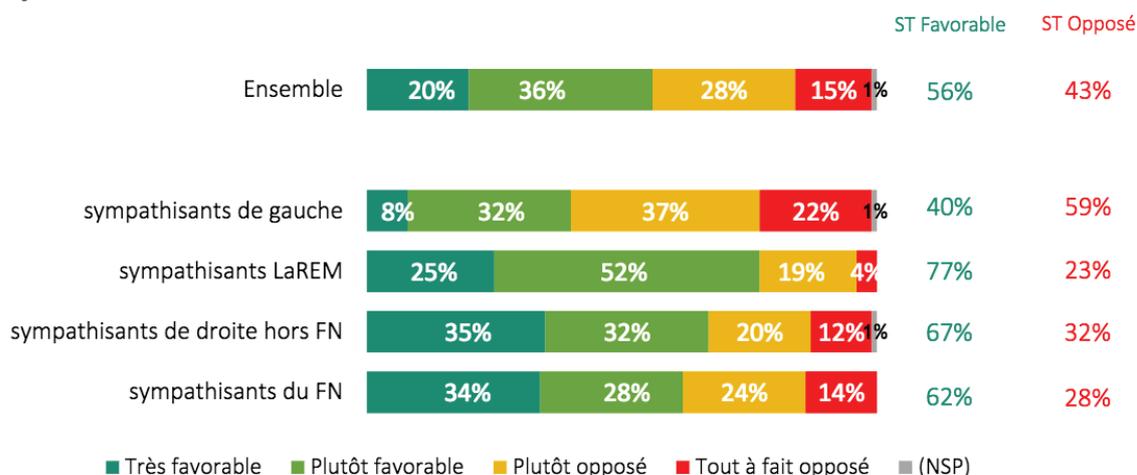
En %	Total	Vous la soutenez	Vous avez de la sympathie	Vous y êtes opposé	Vous y êtes hostile	Vous êtes indifférents	Sans opinion	TOTAL SOUTIEN SYMPATHIE	TOTAL OPPOSITION HOSTILITÉ
Ensemble	100	12	28	19	16	25	<1	40	35
PREFERENCE PARTISANE									
TOTAL GAUCHE	100	16	41	17	7	19	0	57	24
Gauche non socialiste	100	24	46	12	1	17	0	70	13
Parti Socialiste / PRG	100	8	35	22	14	21	0	43	36
TOTAL EN MARCHÉ / MODEM	100	2	26	26	25	21	0	28	51
La République en Marche !	100	1	25	27	27	20	0	26	54
MoDem (*)	100	3	30	23	15	29	0	33	38
TOTAL DROITE	100	9	26	24	26	14	1	35	50
Les Républicains	100	8	23	24	28	16	1	31	52
Front National	100	15	24	17	19	25	0	39	36
Sans préférence partisane	100	14	24	16	12	34	0	38	28

ELABE, 2017

Un sondage réalisé suite à l'abandon du projet montre également que la majorité (56%) des Français seraient à présent favorables à l'usage de la force pour évacuer les Zadistes de NDDL. La répartition de cette opinion par affinité politique est là encore assez surprenante. D'un côté, on constate un clivage droite/gauche assez traditionnel : tandis que les sympathisants de gauche se déclarent à 59% opposés à l'usage de la force policière contre les Zadistes, les sympathisants de la droite traditionnelle et du FN y sont au contraire majoritairement favorables (respectivement à 67 et à 62%). Mais le soutien le plus massif au recours de la force vient une fois de plus des sympathisants de La République En Marche, qui sont 77% à se déclarer favorables à l'usage de la force pour déloger les Zadistes. (Odoxa, 2018)



Le ministre de l'Intérieur a annoncé que le gouvernement serait « obligé d'employer la force » pour déloger les Zadistes qui occupent actuellement la zone de l'aéroport de Notre-Dame-des-Landes. Vous personnellement, êtes-vous favorable ou opposé au recours à la force si nécessaire pour les déloger ?



Odoxa, 2018

En résumé, en fonction de leurs affinités politiques et/ou leurs conditions sociales, les Français semblent plus ou moins compréhensifs à l'égard des mouvements qui usent d'une forme de radicalité dans leurs revendications. Mais ils rejettent très majoritairement l'usage de la violence par ces mouvements. En revanche, l'appel à la force policière à l'encontre de ces groupes reste très clivé sur le plan politique et séduit davantage les sympathisants de droite et du centre.

Note bibliographique et méthodologique

ELABE, 2017. *Les Français et Notre-Dame-des-Landes*, ELABE pour le compte de BFMTV. (sondage auprès d'un échantillon de 1000 personnes, représentatif de la population française de 18 ans et plus, d'après la méthode des quotas basée sur sexe, âge, profession, après stratification par région et catégorie d'agglomération. Questionnaire réalisé en ligne du 12 au 13 décembre 2017)

URL : <https://elabe.fr/notre-dame-des-landes/>

IFOP, 2015a. *L'attirance des Français pour un gouvernement technocratique ou autoritaire*, Ifop pour le compte d'Atlantico.fr, octobre 2015. (sondage auprès d'un échantillon de 1013 personnes, représentatif de la population française de 18 ans et plus, d'après la méthode des quotas basée sur sexe, âge, profession, après stratification par région et catégorie d'agglomération. Questionnaire réalisé en ligne du 28 au 30 octobre 2015)

URL : http://www.ifop.com/?option=com_publication&type=poll&id=3185

IFOP, 2015b. *La réaction aux violences chez Air France*, Ifop pour le compte de Sud-Ouest Dimanche, octobre 2015. (sondage auprès d'un échantillon de 1000 personnes, représentatif de la population française de 18 ans et plus, d'après la méthode des quotas basée sur sexe, âge, profession, après stratification par région et catégorie d'agglomération. Questionnaire réalisé en ligne du 7 au 9 octobre 2015.)

URL : http://www.ifop.com/?option=com_publication&type=poll&id=3161

Odoxa, 2018. *Regard des Français sur le ministre de l'intérieur Gérard Collomb*, Odoxa Dentsu-Consulting pour France Info et le Figaro (sondage auprès d'un échantillon de 1006 personnes, représentatif de la population française de 18 ans et plus, d'après la méthode des quotas basée sur sexe, âge, diplôme et profession, après stratification par région et catégorie d'agglomération. Questionnaire réalisé en ligne 3 au 4 janvier 2018)

URL : <http://www.odoxa.fr/sondage/gerard-collomb-largement-inconnu-francais-petit-dun-niveau-de-popularite-tres-moyen/>

Viavoice, 2018. *L'Observatoire de la Démocratie*, Viavoice pour le compte de la Fondation Jean Jaurès et la Revue Civique, janvier 2018. (sondage auprès d'un échantillon de 1002 personnes, représentatif de la population française de 18 ans et plus, d'après la méthode des quotas basée sur sexe, âge, profession, région et catégorie d'agglomération. Questionnaire réalisé en ligne du 22 au 28 décembre 2017.)

URL : <https://jean-jaures.org/nos-productions/l-observatoire-de-la-democratie-2017>

La réaction aux violences chez Air France

	Vous les condamnez	Vous les comprenez mais vous ne les approuvez pas	Vous les approuvez
	(%)	(%)	(%)
ENSEMBLE	38	54	8
SEXE DE L'INTERVIEWE(E)			
Homme	49	41	10
Femme	29	65	6
AGE DE L'INTERVIEWE(E)			
Moins de 35 ans			
18 à 24 ans	23	70	7
25 à 34 ans	34	55	11
35 ans et plus			
35 à 49 ans	42	51	7
50 à 64 ans	27	61	12
65 ans et plus	44	50	6
65 ans et plus	56	40	4
PROFESSION DE L'INTERVIEWE(E)			
ACTIF			
CSP+			
Artisan ou commerçant (*)	35	56	9
Profession libérale, cadre supérieur	47	44	9
Artisan ou commerçant (*)	52	31	17
Profession libérale, cadre supérieur	44	49	7
Profession intermédiaire			
CSP-			
Employé	35	60	5
Ouvrier	29	60	11
Employé	24	66	10
Ouvrier	34	54	12
INACTIF			
Retraité	43	50	7
Autre inactif	54	43	3
Autre inactif	24	62	14
STATUT DE L'INTERVIEWE(E)			
Salarié			
Salarié du secteur public	34	58	8
Salarié du secteur privé	25	66	9
Salarié du secteur privé	37	55	8
Indépendant sans salarié / Employeur			
Indépendant sans salarié / Employeur	52	37	11
REGION			
Région parisienne			
Province			
Nord est	43	47	10
Nord ouest	38	55	7
Nord ouest	36	55	9
Sud ouest	33	59	8
Sud ouest	36	56	8
Sud est	44	52	4
CATEGORIE D'AGGLOMERATION			
Communes rurales	31	59	10
Communes urbaines de province	40	54	6
Agglomération parisienne	44	46	10
PROXIMITE POLITIQUE			
Gauche			
Front de Gauche	28	62	10
Front de Gauche	16	71	13
Parti Socialiste	36	57	7
Europe Ecologie / Les Verts	18	72	10
Modem			
Droite			
UDI (*)	53	41	6
UDI (*)	78	20	2
Les Républicains	66	32	2
Front National	34	53	13
Aucune formation politique			
Aucune formation politique	26	65	9
VOTE A LA PRESIDENTIELLE 2012 (1er tour)			
Jean-Luc Mélenchon	23	62	15
François Hollande	34	58	8
François Bayrou	49	45	6
Nicolas Sarkozy	62	37	1
Marine Le Pen	39	50	11
PROXIMITE SYNDICALE			
CGT	27	61	12
Force Ouvrière	29	60	11
CFDT (*)	42	53	5
Autre syndicat	40	50	10
Aucun syndicat	34	58	8

(*) Effectifs inférieurs à 40 individus : ces résultats sont à interpréter avec prudence en raison de la faiblesse des effectifs

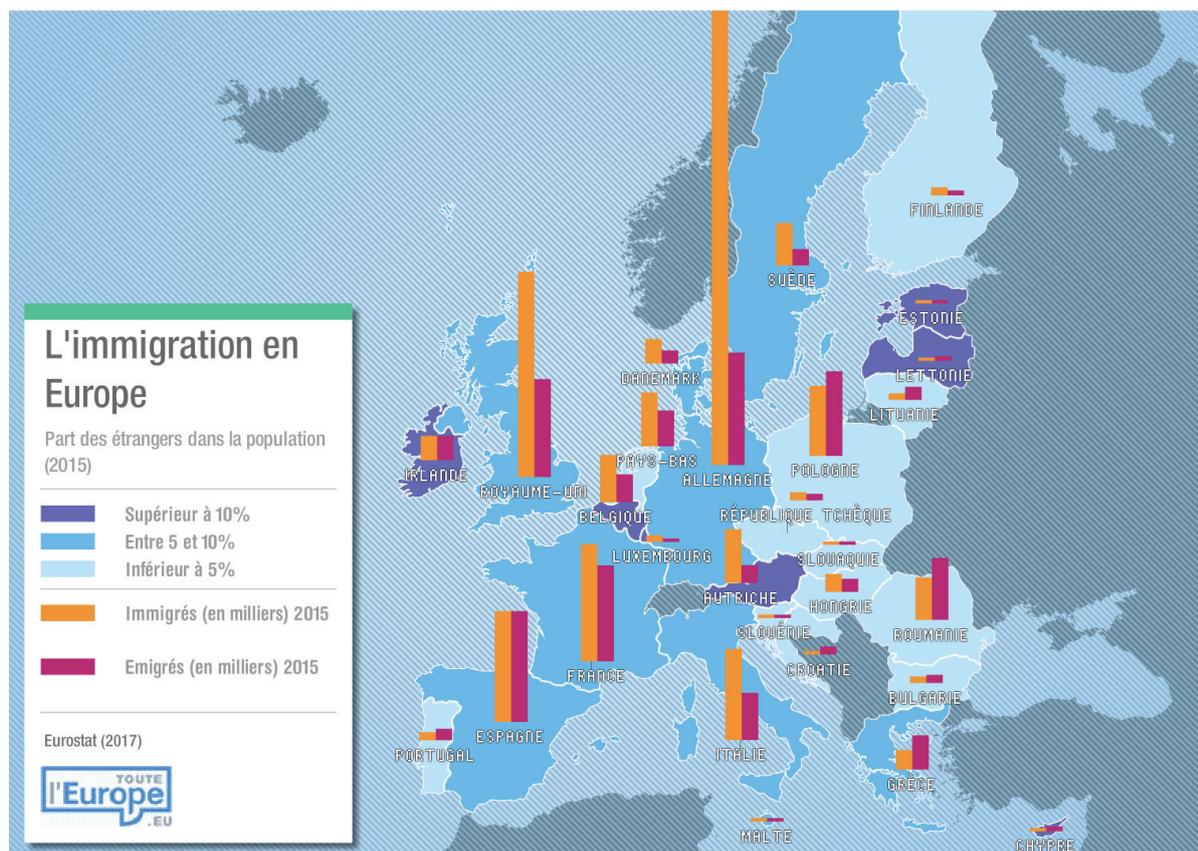
IFOP, 2018

LES PERSONNES D'ORIGINE ÉTRANGÈRE SE DÉFINISSENT-ELLES COMME APPARTENANT À UNE MINORITÉ ETHNIQUE EN EUROPE ?

L'immigration est un phénomène ancien ou récent selon les États de l'UE. En 2015, environ 4,7 millions de personnes ont migré vers l'Union Européenne, contre 3,8 millions en 2014. Ils sont originaires de pays d'Afrique et du Moyen-Orient en particulier. Les immigrés se caractérisent par le fait qu'ils ont un pays d'origine et sont maintenant dans un pays d'accueil. Mais, leurs enfants continuent-ils à se définir par le fait qu'ils appartiennent à une minorité ethnique, qui est une forme d'identité sociale ?

La part des étrangers dans la population des pays de l'UE est variable (cf. **figure n°1**), mais elle est le plus souvent comprise entre 5 et 10 % de la population, moins dans la partie orientale de l'UE et plus dans quelques pays (dont l'Irlande et l'Autriche).

Figure n°1. L'immigration en Europe en 2015 (source : Eurostat, carte touteleurope.eu).

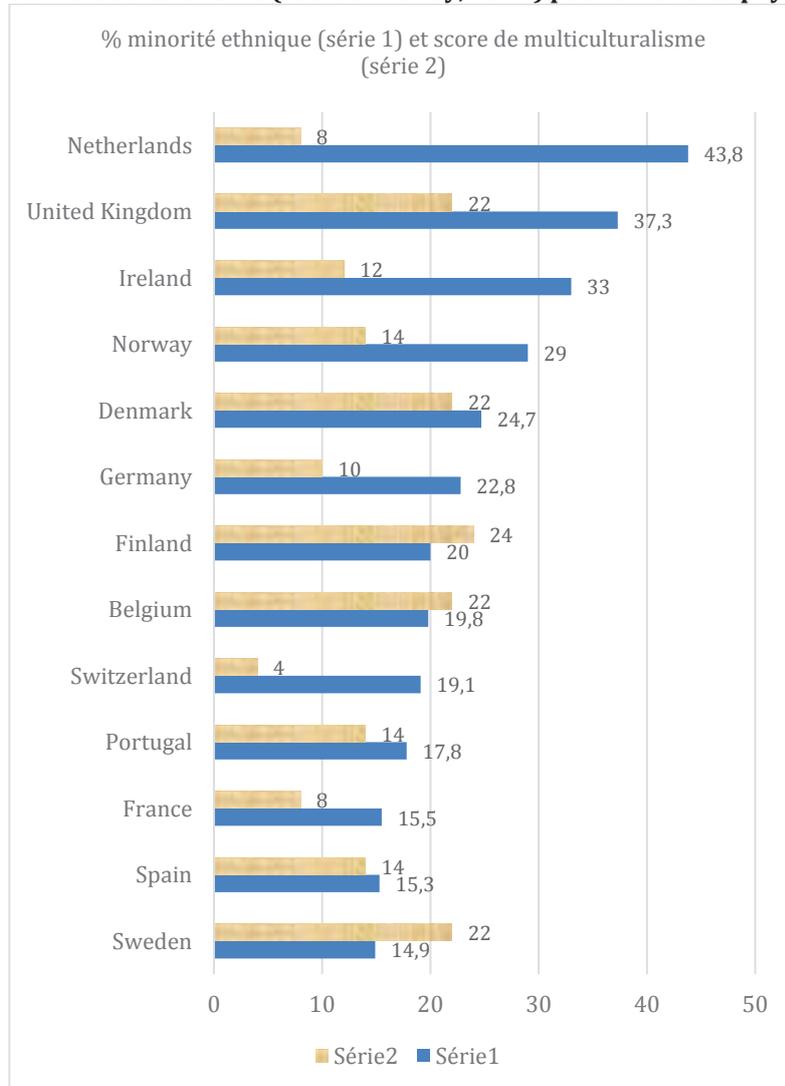


Mais, qu'en est-il du sentiment d'appartenance au pays d'accueil des migrants ? Il est probable qu'il résulte, d'une part, de leur attachement à leur pays d'origine et, d'autre part, à la manière dont ils s'insèrent dans le pays d'accueil. Lorsque les immigrés deviennent résidents et parfois citoyens du pays d'accueil, ils ont généralement des enfants. Une fois devenus adultes, leurs enfants qui forment la seconde génération continuent-ils à se définir par leur appartenance d'origine et à se classer comme membre d'une minorité dans la même proportion dans tous les pays de l'UE ? Quels sont les pays de l'UE dans lesquels les descendants des immigrés « oublient » le plus fréquemment leurs origines ?

Les enquêtes sociales européennes (ESS) sont réalisées avec une périodicité régulière dans l'ensemble des pays de l'UE. Une d'entre elles a précisément posé la question à l'ensemble de la population résidente de chaque pays de savoir s'ils s'auto-catégorisent comme appartenant à une minorité ethnique. Il ne s'agit pas d'une définition administrative (suivant des catégories définies par la loi) ou par les chercheurs (en fonction du lieu de naissance des parents par exemple), mais bien d'une auto-catégorisation. Ainsi, on

peut savoir si la propension à se référer à une ethnicité des répondants dont le père est né à l'étranger est identique ou diffère selon les pays d'accueil (cf. **figure n°2**). Comme on peut s'y attendre, la part des sondés qui disent appartenir à la minorité lorsque leur père est né dans le pays est très faible (entre 0,4 et 4,8% en Europe de l'Ouest, résultats détaillés non présentés ici). Les répondants qui nous intéressent sont ceux dont le père est né à l'étranger : les considérer permet de voir à quel point ils conservent une référence à une autre origine ethno-nationale.

Figure n°2. Série 1 : « Est-ce que vous appartenez à une minorité ethnique ? » (% oui) chez les répondants dont le père n'est pas né dans le pays (Source : ESS-2010), et série 2 : score sur l'index de multiculturalisme (source : Tolley, 2011) pour différents pays de l'UE.



Les répondants se catégorisent comme minorité ethnique à une fréquence très variable suivant les pays. Dans la plupart des pays situés au nord de la France (Allemagne, Royaume-Uni, Norvège, Danemark, Finlande, Belgique) mais pas tous (la Suède étant le contre-exemple le plus net), les descendants des migrants se disent le plus souvent appartenir à une minorité (de 43,8% aux Pays-Bas à 22% en Belgique). La France et l'Espagne sont parmi tous les pays d'Europe de l'Ouest, la Suède exceptée) ceux dans lequel les descendants de migrants se réfèrent le moins à la notion de minorité pour se catégoriser : seulement 14,9 à 15,5% d'entre eux le font (série 1, cf. **figure n°2**). C'est presque trois fois moins qu'aux Pays-Bas.

Ce résultat interroge. Il semblerait que la France forme, avec quelques autres, un groupe de pays dans lequel l'ethnicité est une catégorie de référence réelle, mais bien plus rare qu'ailleurs. On pourrait imaginer que le fait qu'on ne se pense pas en termes ethniques dépend de l'accueil dans la société, et que moins elle fait ressentir leur différence culturelle aux nouveaux arrivants (de langue, de religion, de pays d'origine), moins ils se sentent faire partie d'une minorité. Mieux inclus, ils ne ressentiraient pas la

division entre groupe majoritaire et groupe minoritaire. En utilisant l'index mis au point par le professeur Erin Tolley à Queen's University à Kingston (Canada), on peut tester cette idée. L'indice cumule des traits de prise en compte et de promotion de la culture d'origine des personnes par les politiques publiques du pays d'accueil (cf. encadré méthode). Comme on l'observe à la (série 2, cf. **figure n°2**), l'hypothèse ne se vérifie pas. Quatre des cinq pays les plus multi-culturalistes ne voient pas les descendants d'immigrés se référer moins souvent à leur groupe ethnique (Finlande, Danemark, Suède, Royaume-Uni, avec l'exception de la Suède). Les quatre pays les moins multi-culturalistes (Suisse, France, Pays-Bas, Allemagne) sont dans une situation tout aussi hétérogène, puisqu'ils rassemblent un pays où la référence ethnique s'efface nettement (la France) et un autre où elle se maintient (les Pays-Bas).

Interprétation. La fréquence de l'auto-catégorisation comme « minorité ethnique » par les descendants des immigrés est très variable suivant les pays (du simple au triple) et ne s'explique pas par les politiques plus ou moins multiculturelles menées par les pays d'Europe de l'Ouest. Les pays aux politiques peu multiculturelles semblent aussi bien être associés à l'attachement à l'identité ethnique (aux Pays-Bas), ou inversement favoriser leur mise à l'écart (en France). Il n'y a pas non plus de catégorisation simple des pays (par exemple suivant leur richesse par habitant ou le degré de démocratie, dans les deux cas plus forts en Europe du Nord que du Sud) qui permette de rendre compte de ce phénomène. La France semble assez bien réussir le pari de faire passer au second plan les identités ethniques d'une génération à l'autre. Cependant, il ne faut pas confondre ce résultat (« l'oubli » de la référence ethnique pour la plupart des descendants d'immigrés) avec l'effet clivant de cette identité dans la société. La fréquence d'une adhésion identitaire ne préjuge pas, pour ceux qui la pensent valide, du degré de séparation qu'elle induit dans les relations intergroupes.

Source, méthodologie et questions de sondage

European Social Survey (ESS-2010) couvre 28 pays, échantillonnage aléatoire strict, avec un processus de traduction rigoureux. Sondage représentatif des personnes de 15 ans et plus, résidents dans un domicile privé. N=52.458 répondants. European Social Survey, (2010). ESS Round 5. London: Centre for Comparative Social Surveys, City University London :
www.europeansocialsurvey.org/docs/round5/survey/ESS5_data_documentation_report_e04_1.pdf

Questions utilisées :

- « Do you belong to a minority ethnic group in [country] ? », « Appartenez-vous à un groupe ethnique minorité en [nom du pays] » (C32),
- Was your father born in [country], « votre père est-il né en [nom du pays] ? » (C33)

Références

Erin Tolley (2011) *Multiculturalism Policy Index: Immigrant Minority Policies*, the Multiculturalism Policy Index project, School of Policy Studies, Queen's University at Kingston, Canada.

L'indice est construit sur la base de l'étude des documents de politique publique (programme, législation, sources secondaires). Différentes dimensions sont mesurées et additionnées par l'index : affirmation ou non du multiculturalisme en général, à l'école, représentation de la diversité ethnique dans les médias, exemption des règles vestimentaires sur base religieuse, double citoyenneté, subvention association ethniques, financement de l'enseignement dans la langue maternelle ou bilingue, discrimination positive.

<http://www.queensu.ca/mcp/sites/webpublish.queensu.ca.mcpwww/files/files/immigrantminorities/evidence/ImmigrantMinoritiesApr12.pdf>

https://www.su.se/polopoly_fs/1.103203.1349356868!/menu/standard/file/SULCIS_WP2012_4.pdf

Les données ESS ont été analysées par l'auteur de cette fiche.

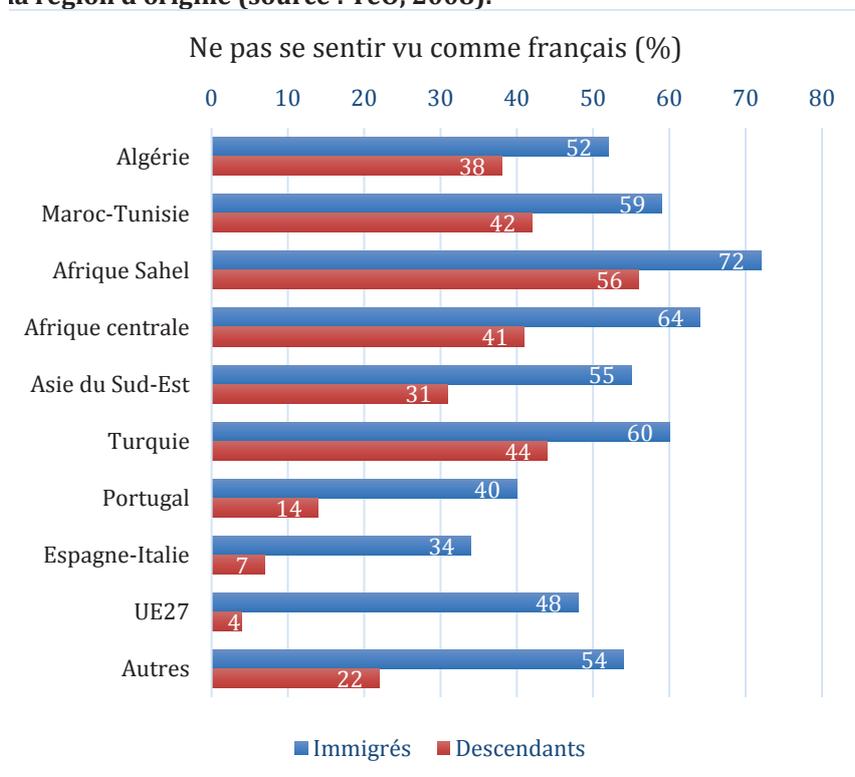
DEVENIR FRANÇAIS : L'EXPÉRIENCE DES IMMIGRÉS ET LEURS DESCENDANTS

La France est une nation dont la diversité de la population augmente, comme d'ailleurs les autres pays européens. Des étrangers viennent s'y installer, ce sont les immigrés, et ils y fondent le plus souvent un foyer et ont une descendance, qui s'attache plus encore à la société d'accueil. L'INED a exploré ces trajectoires de vie dans une enquête spécifique. En particulier, elle permet de comparer la génération qui arrive en France, et ceux qui sont des descendants, c'est-à-dire dont la décision d'installation a été faite par leurs ascendants.

L'enquête Trajectoires et Origines (TeO) est une large étude sur la population adulte vivant en France entre 2008 et 2009. Elle couvre notamment l'inscription électorale et d'autres comportements sociaux ou politiques, mais aussi l'expérience de la discrimination et le sentiment d'appartenir à la nation. Ses résultats couvrent les sentiments et expériences pour la population majoritaire et minoritaire. De plus, elle contient des questions permettant de connaître les divers pays d'origine des familles des répondants (lorsqu'ils descendent de l'immigration) ou des répondants eux-mêmes (lorsqu'ils sont immigrés). Cela permet de mieux comprendre l'effet des régions d'origine sur les processus qui freinent ou facilitent l'intégration.

La possibilité de s'intégrer est liée à la volonté des arrivants ou de leurs descendants, mais également à l'accueil qu'ils reçoivent. La perception que ces personnes ont du regard du groupe majoritaire, de la reconnaissance de leur appartenance à la France, est un indicateur intéressant du processus qui se joue. La **figure n°1** présente l'évolution entre les générations de ce sentiment d'être « vu comme français », c'est-à-dire d'être accepté comme membre de la société locale.

Figure n°1. Se sentir vu comme français chez les personnes immigrées et leurs descendants suivant la région d'origine (source : TeO, 2008).

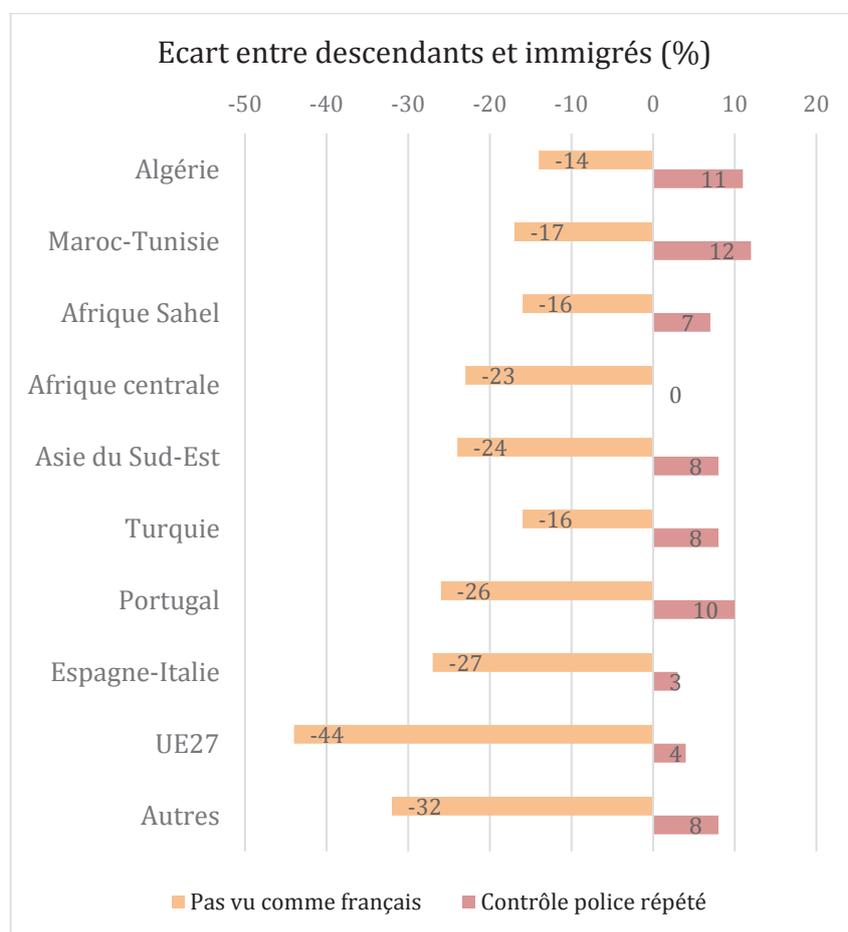


On remarque que le ressenti des immigrés est, assez naturellement, qu'on les perçoit le plus souvent comme n'étant pas français. Puis, leurs descendants se sentent nettement moins fréquemment dans cette position d'extériorité, probablement parce qu'ils adoptent les manières d'être et de faire qui les fondent dans la société d'accueil depuis le plus jeune âge, notamment du fait de leur scolarisation précoce dans des

écoles qui transmettent la culture de la population majoritaire. La **figure n°1** montre que, dans tous les cas, les descendants se sentent plus regardés comme des français que les primo-arrivants.

Cependant, cette mécanique générale fonctionne plus ou moins bien suivant les groupes ethniques. Pour certains, le processus est spectaculaire (cf. **figure n°2**, chiffres de gauche). Ainsi les personnes issues du Portugal ou d'Espagne, et plus largement de l'UE 27, sont ceux qui ressentent le moins souvent de ne pas être vu comme français à leur arrivée, et dont les descendants ne le perçoivent presque plus (entre 4% et 14% pour les Portugais au maximum) : la baisse est de 44 points. Il n'en va pas ainsi pour les personnes qui viennent d'Afrique sahélienne ou centrale, et à peine moins pour l'Afrique du Nord et la Turquie : entre 52% (pour les Algériens) et 72% (pour les Sahéliens) ne se sentent pas français dans le regard des autres à leur arrivée. Surtout, ces pourcentages déclinent pour la génération suivante, mais modestement (-14 points pour les Algériens et -16 points pour les Sahéliens). Le processus est plus rapide pour les personnes originaires d'Asie du Sud-Est (-24 points), dont on ne peut pas dire qu'il est marqué par une plus forte proximité culturelle.

Figure n°1. L'écart quant au fait de ne pas « se sentir vu comme français » et quant à l'expérience des contrôles de police répétés (au moins 2 sur 12 mois) chez les descendants par rapport aux personnes immigrées, suivant la région d'origine (source : TeO, 2008)



On notera que le sentiment d'être vu comme français progresse d'une manière générale, mais qu'il ne s'applique pas à la police. En effet, les descendants des immigrés sont plus souvent contrôlés que les immigrés eux-mêmes, comme les valeurs positives à la **figure n°2** l'illustrent. Ce phénomène est assez curieux et doit s'expliquer par les styles de vie (la seconde génération participe probablement plus à la vie générale de la cité du fait d'un meilleur pouvoir d'achat, se trouve plus souvent hors du domicile et par exemple au volant d'un véhicule, et également peut-être moins encline à ignorer les sources de friction avec les policiers, toutes choses qui sont liées aux contrôles). On assiste ainsi à une augmentation des contrôles, qui sont les contacts les plus tendus avec la police, au fur et à mesure que l'on se sent plus

Interprétation. Les descendants des immigrés se sentent plus souvent vus comme français que les immigrés. Les données indiquent qu'il existe bien une mécanique d'intégration, indicateur d'un processus de création d'une identité commune. Le processus est rapide pour les pays de l'UE 27. Mais, cette intégration est plus lente pour les pays d'Afrique du Nord et la Turquie. On ne peut pas l'expliquer par une distance culturelle, qui serait nécessairement plus forte avec les pays d'Asie. On aurait également du mal à l'expliquer par l'approche post-coloniale, car la Turquie n'est pas un ancien protectorat et encore moins une ancienne colonie française (les troupes françaises y ont même été défaites, comme à Gaziantep). Un point commun qui unit l'Afrique du Nord et la Turquie est l'appartenance à des espaces de culture musulmane, même si les formes de l'Islam et ses relations avec la politique y sont fort distinctes. Sans exclure d'autres éléments d'explication, la prise en compte des origines géographiques suggère de ne pas négliger cette piste.

Références : Enquête TeO, Insee-Ined, France 2008

Source : Tiberj V et Simon P (2012) La fabrique du citoyen. Origines et rapport au politique en France. Document de travail 175, INED, Paris.

L'enquête TeO contient plusieurs questions permettant de saisir l'intégration politique, et notamment l'inscription sur les listes électorales ou la participation aux élections locales et présidentielle (1^{er} tour).

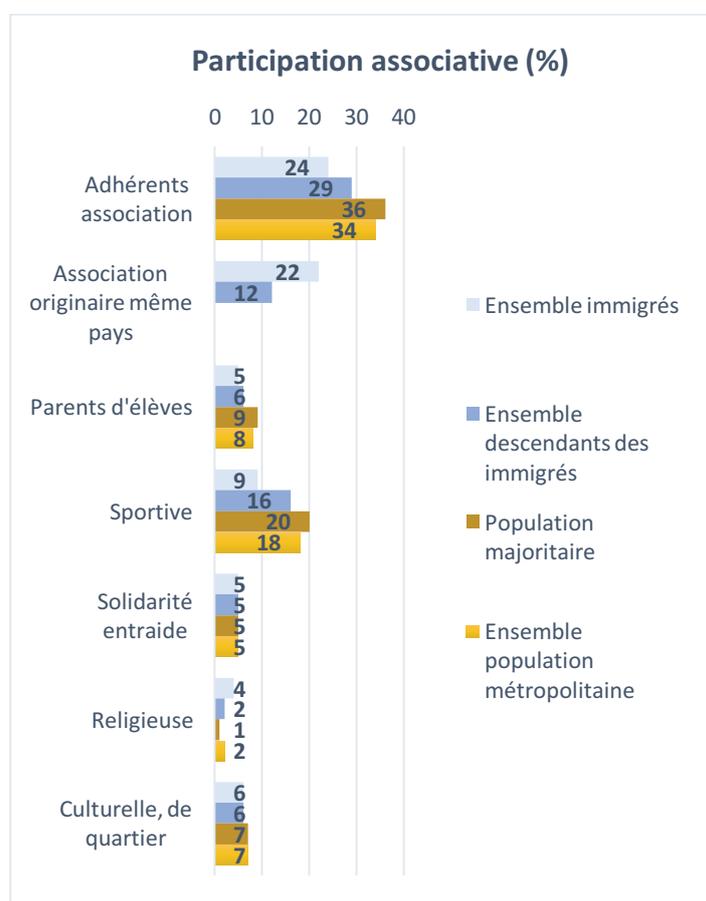
L'enquête TeO a été réalisée entre septembre 2008 et février 2009 par les enquêteurs de l'Insee auprès d'environ 22 000 personnes âgées de 18 à 60 ans, vivant dans un ménage ordinaire en France métropolitaine en 2008. Pour les descendants d'un immigré ou d'un parent né dans les Dom, le champ représentatif de l'enquête est limité aux individus âgés d'au plus 50 ans.

LA PARTICIPATION MIGRATOIRE ASSOCIATIVE : INTÉGRATION ET ORIGINE MIGRATOIRE

La participation associative est souvent pensée comme l'expression d'une société civile forte, et aussi le préalable à la participation politique conventionnelle. Elle traduit une intégration à la collectivité politique du fait d'une entrée en contact avec une diversité de personnes et d'un apprentissage des relations sociales coopératives. Dans le contexte de sociétés plus urbaines et plus globalisées, dans lesquelles les habitants sont moins souvent originaires du pays dans lequel ils résident, les associations prennent une importance encore plus marquée. Ainsi, la participation associative des nouveaux arrivants autant que les plus anciens résidents mérite d'être comparée. Une enquête s'est intéressée à l'écart de participation associative qui peut exister entre les immigrés et leurs descendants, c'est-à-dire entre les personnes étrangères qui viennent s'installer en France et leurs enfants qui sont nés en France. Un processus d'intégration politique devrait se traduire sur une participation associative plus fréquente des descendants et descendantes des immigrés que de leurs parents.

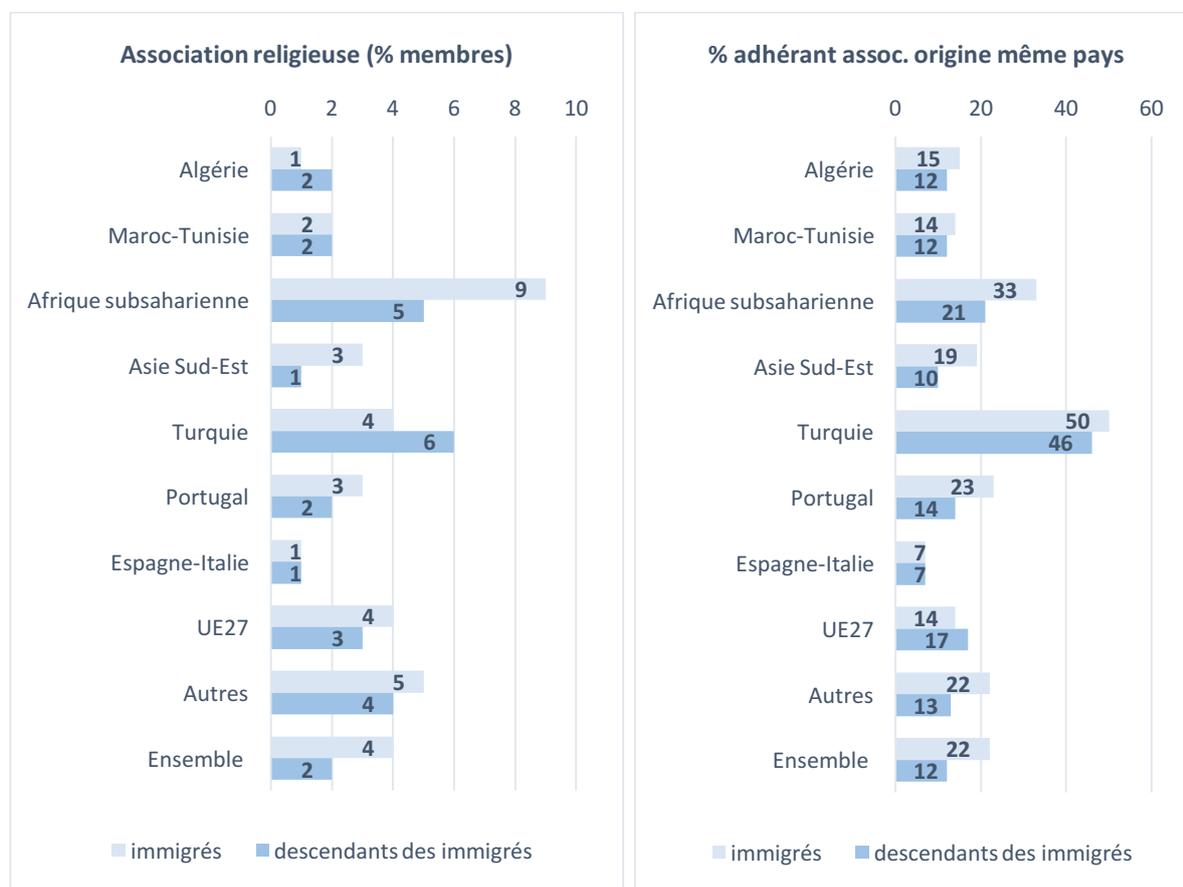
L'enquête Trajectoires et Origines (TeO) est une large étude sur la population adulte vivant en France entre 2008 et 2009. Elle couvre l'inscription électorale (cf. fiche 16) mais aussi d'autres comportements sociaux comme la participation associative. Sachant qu'elle enregistre les origines des répondants et contient des questions permettant de connaître les pays d'origine des familles des répondants (lorsqu'ils descendent de l'immigration) ou des répondants eux-mêmes (lorsqu'ils sont immigrés), elle permet aussi de décrire les variations dans la participation suivant les régions d'origine.

Figure n°1. Participation associative (totale et par type d'association) de la population métropolitaine, majoritaire et minoritaire immigrée et descendante des immigrés (source : TeO, 2008)



Le taux de participation à au moins une association est le plus élevé dans la population majoritaire (36%), et les plus faible dans la population immigrée (24%). La différence est de près d'une moitié supérieure chez les premiers par rapport aux seconds. On note que les descendants des immigrés sont en position intermédiaire (29%), en position presque médiane entre les deux extrêmes. Cela traduit probablement un phénomène d'acculturation : les pratiques de la population majoritaire sont progressivement transmises aux populations issues des migrations. L'observation du détail des types d'association montre une diminution marquée du fait de se retrouver entre personnes de mêmes origines (association composée principalement de personnes originaires du même pays, exprimée en pourcentage des adhérents à au moins une association) qui est presque divisée par deux (de 22 à 12 %) entre les immigrés et leurs descendants. Ces derniers progressent surtout par rapport à leurs parents concernant l'adhésion aux associations sportives. Ils sont moins souvent membres d'une association religieuse (2% contre 4% chez leurs parents), s'alignant sur la population majoritaire. La principale distance qui ne se résorbe pas est la participation aux associations de parents d'élèves, signe sans doute d'une distance à l'école.

Figure n°2. Participation à certains types d'associations de la population immigrée et descendante des immigrés suivant le pays d'origine (source : TeO, 2008).



On sait que la sociologie distingue les liens qui attachent et favorisent le repli « entre soi » et ceux qui constituent des passerelles intergroupes (*bonding* versus *bridging* en anglais). La **figure n°2** compare les participations associatives qui ont une base territoriale ou religieuse, et qui peuvent donc tendre à renforcer les liens entre personnes immigrées plutôt qu'avec la société d'accueil. Il semble que les pays les plus proches culturellement et géographiquement de la France soient ceux dont les ressortissants sont les moins enclins à adhérer à des associations qui les rassemblent, il en va ainsi de l'Italie et de l'Espagne qui ont une langue proche et une religion majoritaire semblable. Les personnes qui sont le plus attachées à leur pays d'origine sont indiscutablement les Turcs, loin devant tous les autres, et cet attachement est peu érodé entre la génération des immigrés et celle de leurs enfants (de 50 à 46 %).

Les familles issues d'Afrique subsaharienne viennent ensuite, et se situent encore nettement au-dessus de la moyenne, mais à la différence des Turcs en une génération l'adhésion à ce type d'association est diminuée d'un bon tiers (de 33 à 22%). Les pays d'Afrique du Nord se caractérisent par une faible participation à ce type d'association et une faible diminution générationnelle de l'adhésion. Ils ne se distinguent pas des « autres pays » de l'UE. La lecture du taux de participation à une association religieuse, faible d'une manière générale est néanmoins contrastée suivant les régions d'origine. Italie et Espagne sont des zones d'origine pour lesquelles les citoyens ne voient pas l'intérêt de ce type d'association (1% de membres). Les personnes issues des pays d'Afrique subsaharienne sont nettement plus impliquées que les autres (9% à leur arrivée, 5% ensuite), suivies de celles issues de Turquie (4% et progressant à 6% pour les descendants), et loin devant les pays d'Afrique du Nord (1 à 2%, stable).

Interprétation. Si la participation associative est un prélude à l'intégration sociale et politique plus large, il est clair que les immigrés ont nettement moins de liens avec la société environnante mais aussi que leurs descendants s'alignent sur les pratiques de la société d'accueil. Une intégration se réalise donc, au sens de l'adoption des pratiques majoritaires. Si l'on regarde plus en détail les participations associatives qui pourraient surtout renforcer les liens à la communauté d'origine (et moins à la société d'accueil), on note que, au total, Italiens et Espagnols sont les moins prompts à se rassembler sur des bases territoriale ou religieuse, et les Turcs ainsi que les Africains subsahariens sont les plus attachés à elles, les Turcs se montrant même très stables dans leurs pratiques à travers les générations au contraire des Africains dont les pratiques font montre d'une obsolescence intergénérationnelle. Il est probable que la distance culturelle à la société d'accueil explique la force de l'adhésion à ce type d'association. Lorsque les pays d'origine n'ont ni la même langue ni la même religion majoritaire et qu'ils sont situés à bonne distance géographique de la France (comme la Turquie), l'adhésion à ces associations est plus forte. Lorsqu'il existe une plus forte proximité géographique, linguistique et religieuse, l'adhésion est minimale (comme pour l'Italie et l'Espagne). Les conflits liés à la colonisation et la décolonisation ne semblent pas affecter la participation associative fondée sur le pays et la culture d'origine comme l'illustrent le cas des pays d'Afrique du Nord : ses immigrés et leurs descendants ne se regroupent pas particulièrement dans ce type d'association.

Références : Enquête TeO, Insee-Ined, France 2008

Source : Tiberj V et Simon P (2012) La fabrique du citoyen. Origines et rapport au politique en France. Document de travail 175, INED, Paris.

L'enquête TeO contient plusieurs questions permettant de saisir l'intégration politique, et notamment l'inscription sur les listes électorales ou la participation aux élections locales et présidentielle (1er tour).

L'enquête TeO a été réalisée entre septembre 2008 et février 2009 par les enquêteurs de l'Insee auprès d'environ 22 000 personnes âgées de 18 à 60 ans, vivant dans un ménage ordinaire en France métropolitaine en 2008. Pour les descendants d'un immigré ou d'un parent né dans les Dom, le champ représentatif de l'enquête est limité aux individus âgés d'au plus 50 ans.

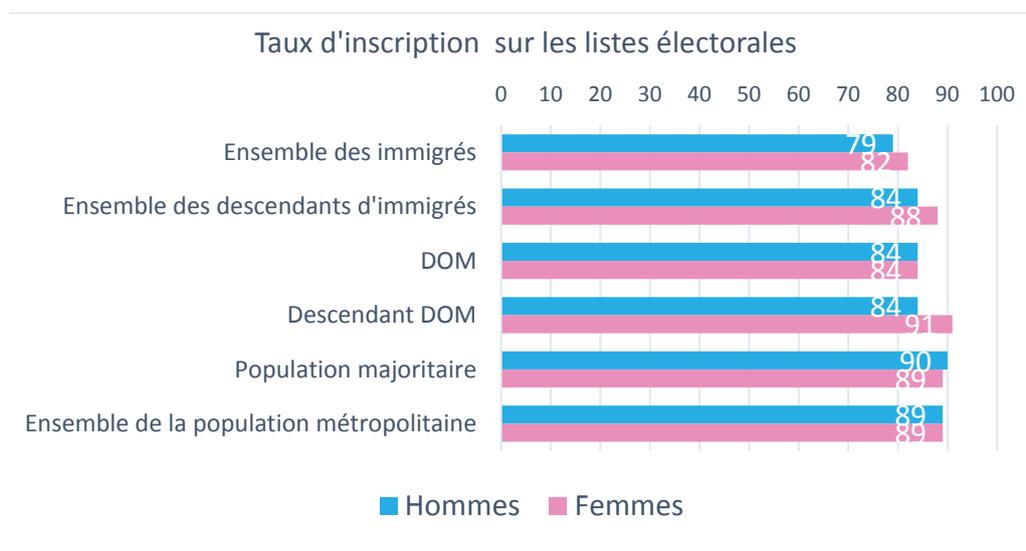
L'INSCRIPTION ÉLECTORALE ET LES ORIGINES NATIONALES : IMMIGRÉS ET DESCENDANTS D'IMMIGRÉS

L'inscription sur les listes électorales est un préalable à la participation politique conventionnelle. Elle traduit une intégration à la collectivité politique, et une contribution au fonctionnement des institutions. Une question importante concerne la manière dont le système politique est capable d'attirer les citoyens et les inciter à participer, les hommes aussi bien que les femmes, les nouveaux arrivants autant que les plus anciens citoyens. En particulier, on s'intéressera à l'écart d'inscription sur les listes électorale qui peut exister entre les immigrés et leurs descendants, c'est-à-dire entre les personnes étrangères qui viennent s'installer en France et leurs enfants qui sont nés en France. Un processus d'intégration politique devrait conduire à une inscription plus fréquente des descendants et descendantes que de leurs parents.

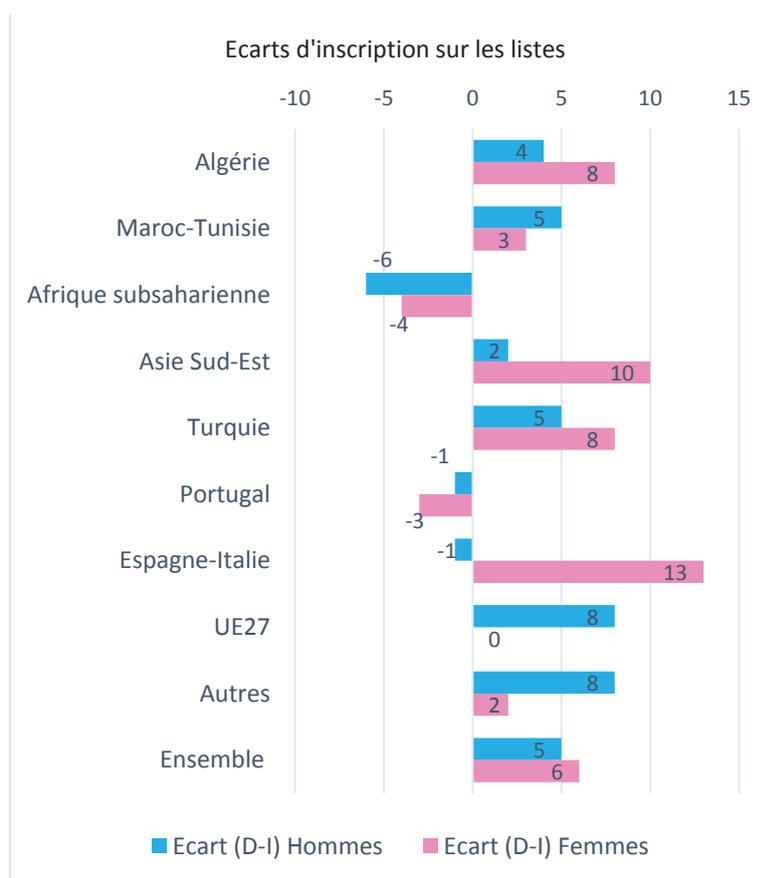
L'enquête Trajectoires et Origines (TeO) est une large étude sur la population adulte vivant en France entre 2008 et 2009. Elle couvre notamment l'inscription électorale et d'autres comportements sociaux ou politiques. Ses résultats offrent une comparaison de l'inscription sur les listes électorales pour la population majoritaire et minoritaire. De plus, elle porte sur les origines des répondants et contient des questions permettant de connaître les pays d'origine des familles des répondants (lorsqu'ils descendent de l'immigration) ou des répondants eux-mêmes (lorsqu'ils sont immigrés). Cela permet de mieux comprendre l'effet des régions d'origine sur les comportements.

Concernant les résidents en France métropolitaine, la **figure n°1** montre les écarts d'inscription sur les listes électorales entre la population majoritaire, qui est la plus souvent inscrite, et d'autres segments. La population issue des Départements d'Outre-Mer montre une inscription en retrait (84% pour les deux sexes), mais leurs descendants femmes sont presque alignées sur le groupe majoritaire (elles sont même un peu plus inscrites), tandis que les hommes restent en retrait (84%, inchangé). Les immigrés ayant la nationalité française sont inscrits entre 79% (hommes) et 82% (femmes) sur les listes électorales, soit entre 7 et 11 points de moins que la population majoritaire. Leurs enfants sont plus souvent inscrits (+5 points pour les hommes, et + 67 pour les femmes). Dans l'ensemble, la génération qui descend de l'immigration est plus souvent prête à voter, puisque ce comportement est conditionné par l'inscription électorale.

Figure n°1. Taux d'inscription sur les listes électorales de la population majoritaire et minoritaire selon le sexe (source : TeO, 2008).



Les taux moyens d'inscription dissimulent, comme toute moyenne, des écarts entre sous-groupes. En distinguant les différentes régions du monde, un panorama complexe des processus d'intégration politique apparaît. Le calcul présenté à la **figure n°2** consiste en une soustraction de la participation des immigrés de celle des descendants : on obtient un résultat positif à chaque fois que les descendants sont plus souvent inscrits, et négatif dans le cas contraire. Au sein des populations issues de l'immigration, on note une progression pour l'ensemble (+5 points pour les hommes, et + 6 points pour les femmes).



Les descendants d'immigrés d'Afrique du Nord s'inscrivent plus souvent sur les listes électorales que leurs parents, et c'est un peu plus vrai pour l'Algérie que le Maroc-Tunisie. D'ailleurs les femmes d'origine marocaine sont la catégorie qui voit le taux d'inscription progresser le plus nettement. L'Asie et la Turquie montrent un profil comparable : les femmes, plus que les hommes, s'inscrivent nettement plus souvent lorsqu'elles appartiennent à la seconde génération qu'aux primo-arrivants, mais au total le processus est vrai pour les deux sexes. Le reste des groupes de pays présente un résultat plus mitigé. En Espagne, les femmes sont les plus civiques, alors que les hommes ne changent pas leurs habitudes. Il faut préciser que l'Espagne est un des deux seuls cas avec la Turquie où les hommes immigrés sont nettement plus inscrits que les femmes, +10 points, ce qui fait qu'au bout du compte il y a moins d'écart dans la seconde génération). Le Portugal et l'Afrique subsaharienne sont des cas à part, les seuls pour lesquels l'inscription sur les listes électorales recule. Le phénomène est le plus net pour cette dernière (moins 4 points pour les femmes et moins 6 points pour les hommes).

Interprétation. Au total, un processus de meilleure intégration politique classique des immigrés, par la préparation au vote que constitue l'inscription sur les listes électorales, est bien en cours. L'intégration politique est liée à l'intégration sociétale générale, au genre et au pays d'origine. La population majoritaire est la mieux inscrite sur les listes électorales. Mais, cette pratique dépend aussi du sexe : les femmes sont le groupe qui, d'une manière générale, tire l'inscription des immigrés et leurs enfants vers le haut. Il faut toutefois souligner l'exception des pays de l'UE (hors Espagne) où ce mécanisme de genre ne fonctionne pas. Il existe des limites qui sont liées aux origines géographiques : la Turquie et l'Afrique subsaharienne sont deux espaces qui semblent freiner l'inscription sur les listes électorales pour ceux qui en sont originaires. Il faut noter que les processus opèrent de manière différente, il n'y a donc pas une cause unique de la faible inscription. En effet, les taux d'inscription sont les plus faibles pour les immigrés issus de ces pays : dans le cas de la Turquie ils partent de niveaux les plus bas (75%) et s'ils progressent un peu cela ne suffit pas à compenser le déficit de départ. Pour l'Afrique subsaharienne, les taux de départ sont parmi les plus élevés (87% dans les deux sexes), mais l'attraction pour l'exercice des droits politiques semble décliner.

Références : Enquête TeO, Insee-Ined, France 2008

Source : Tiberj V et Simon P (2012) La fabrique du citoyen. Origines et rapport au politique en France. Document de travail 175, INED, Paris.

L'enquête TeO contient plusieurs questions permettant de saisir l'intégration politique, et notamment l'inscription sur les listes électorales ou la participation aux élections locales et présidentielle (1^{er} tour).

L'enquête TeO a été réalisée entre septembre 2008 et février 2009 par les enquêteurs de l'Insee auprès d'environ 22 000 personnes âgées de 18 à 60 ans, vivant dans un ménage ordinaire en France métropolitaine en 2008. Pour les descendants d'un immigré ou d'un parent né dans les Dom, le champ représentatif de l'enquête est limité aux individus âgés d'au plus 50 ans.

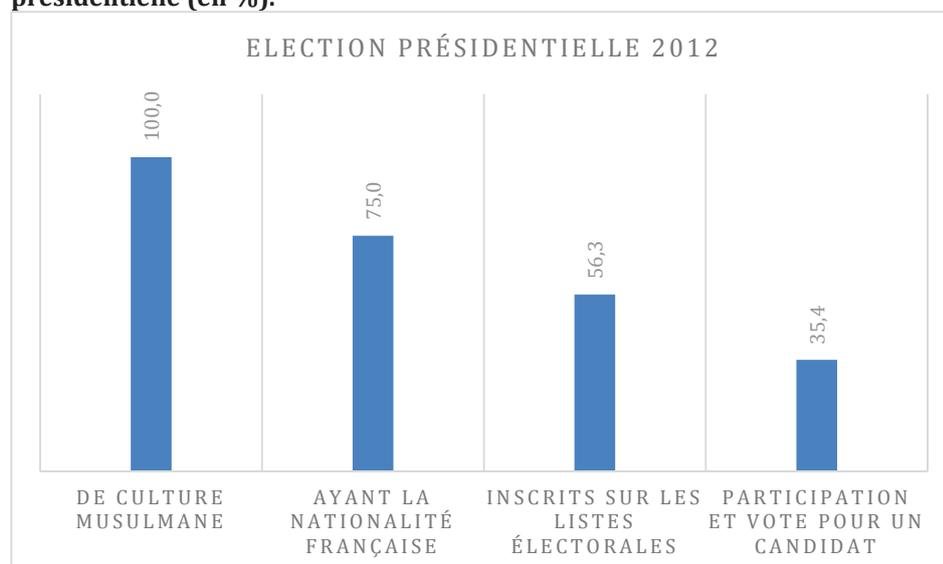
LA PARTICIPATION POLITIQUE DES PERSONNES DE CULTURE MUSULMANE ET DES MUSULMANS (2016)

L'étude des opinions et pratiques politiques des musulmans de France ne peuvent se contenter de cibler les quartiers où est concentrée une large proportion d'immigrés. Le risque est de rater le reste d'entre eux, ceux qui vivent en dehors de ces lieux, et qui constituent une partie non négligeable de cette population. C'est pourquoi l'institut Montaigne a élaboré avec l'IFOP une méthodologie couvrant les personnes de culture musulmane dans tous les territoires (cf. encadré sur la méthode). Elle permet de découvrir l'ampleur du déficit d'intégration politique par la pratique du vote.

Par la « culture musulmane », l'institut Montaigne entend désigner ici les personnes qui sont originaires de pays à dominante musulmane, d'une part, et de familles musulmanes, d'autre part. Ainsi, 50 % des répondants sont français de naissance, 24 % par acquisition et 26 % ont un passeport étranger. Dans 90% des cas, leur père est né hors de France. Et on note une forte endogamie nationale, par exemple 91% des personnes pour qui le père est né au Maroc ont également leur mère née au Maroc, et le pourcentage est de 88% pour l'Algérie. Le terme de culture musulmane se justifie aussi par son caractère hérité, même si la religion suppose une adhésion individuelle : 72 % des répondants se définissent eux-mêmes comme musulmans alors que leurs deux parents sont musulmans, 2,7 % alors que seul leur père est musulman, et 2,8 % alors que seule leur mère est musulmane. Au total, 77,5% des musulmans s'inscrivent donc dans une lignée où il existe une transmission directe de la religion au sein d'une famille.

Mais, cette culture a-t-elle des effets sociaux et politiques ? L'effet de lignée se traduit au plan des valeurs et comportements sociaux en dehors de la religion au sens strict : 30 % des répondants de culture musulmane « ne font pas la bise » à une personne du sexe opposé et que 33 % disent refuser de se rendre dans une piscine mixte. Les rapports entre les hommes et les femmes font apparaître des clivages entre les pratiques d'une part importante (mais loin d'être majoritaire) de la population musulmane et les usages admis par la population de France qui n'est pas de culture musulmane. Ces clivages religieux sur les questions de société sont maintenant connus (voir fiches 49, 47 et 77).

Figure n°1. La reconstitution du comportement électoral lors du second tour de l'élection présidentielle (en %).



Penchons-nous ici sur les mécanismes de l'intégration à la vie politique grâce à l'étude de l'Institut Montaigne en 2016. Une pratique essentielle au fonctionnement de la démocratie est le vote. Il a cherché à

décrire le comportement de vote pour une élection particulièrement attractive, l'élection présidentielle où les taux de participation sont les plus élevés, et plus spécifiquement par sa capacité à mobiliser en banlieue s'agissant du second tour de l'élection présidentielle de 2012¹.

Pour connaître l'intégration à la vie politique, les calculs procèdent ainsi. La base (cf. **figure n°1**) est constituée des 100% de personnes qui sont de culture musulmane (n=1029). Parmi elles, 75% des personnes de culture musulmane sont françaises : 25 % ne peuvent pas être représentées de ce fait. Vient ensuite le fait qu'environ un quart d'entre elles ne sont pas inscrites sur les listes électorales et par définition ne peuvent pas voter (soit, en se référant à la base 100, 43,7). Il reste donc un pourcentage égal à 56,3% des personnes d'origine musulmane qui ont la possibilité de participer.

Pour atteindre la dernière étape du calcul, l'analyse consiste ensuite à reconstituer leur comportement électoral lors de l'élection présidentielle de 2012 à partir de plusieurs questions (cf. cartouche méthodologique). Il s'avère que, parmi les inscrits sur les listes électorales, 27% se sont abstenus, 10% ont voté blanc ou nul, soit un total de 37% des inscrits qui ne se prononcent pas sur les candidats, probablement parce qu'ils ne se sentent pas représentés par des candidats qui n'ont pas réussi à les intéresser. Il est surprenant de voir que 37% des inscrits ne font pas de choix alors que l'orientation à gauche des musulmans est marquée, et que le candidat Sarkozy avait insufflé à sa campagne une tonalité identitaire, au contraire du candidat Hollande.

Quoiqu'il en soit, et dans le cadre d'une élection qui a beaucoup mobilisé, une fois retranchés ces 37% des inscrits, on constate que, au total, seuls 35,4% des personnes de culture musulmane ont voté pour un des deux candidats en lice au second tour de l'élection présidentielle de 2012 qui a pourtant largement mobilisé les électeurs. Le déficit de représentation est net.

Interprétation. Dans un système politique qui fonde la citoyenneté sur la nationalité (on vote si on a un passeport français), l'origine étrangère limite le droit à voter. S'y ajoute une mobilisation politique affaiblie par les mécanismes de l'inscription électorale (il faut être inscrit avant la campagne qui mobilise, dans les zones populaires on constate une large « mal-inscription », cf. fiche 9), et enfin des causes de la participation le jour du vote. Un facteur classique de détermination de la participation politique est la « compétence subjective » formée à partir de la position socio-économique. Or, les musulmans sont plus souvent situés en bas de l'échelle socio-économique. Mais, l'intérêt pour la politique devrait jouer en sens inverse : l'intérêt est plus élevé chez les personnes d'origine étrangère, c'est-à-dire l'essentiel des musulmans. Pourtant, cela ne semble pas être le cas. Les musulmans ont un poids démographique important (ils représentent 5,6% de la population totale enquêtée, mais 10% des moins de 25 ans dans cette enquête et plus encore dans les quartiers populaires). Leurs préférences ont également une visibilité et un poids économique croissant (mesurable avec la croissance de l'achat de produits halal). Mais, au total, la structure d'âge (une population plus jeune) et l'absence d'inscription sur les listes électorales puis la faiblesse de la mobilisation pour un candidat lors de l'élection se cumulent et aboutissent à un décalage considérable entre le pays réel et le pays légal. Cette faible intégration politique pourrait contribuer à expliquer l'importance prise par l'identification religieuse. A moins que la religiosité n'ait un effet qui détourne de la vie politique. Dans les deux cas, le recouvrement entre appartenance religieuse et intégration politique interroge. Sans participation politique suffisante, il est improbable qu'un groupe social se sente représenté par le système politique.

¹ Pour en estimer la fréquence chez les personnes de culture musulmane, l'institut Montaigne a filtré les réponses des 1.029 enquêtés et retenu celles des personnes ayant la nationalité française et qui sont en âge de voter (18 ans révolus), et qui constituent la base électorale théorique.

Méthodologie du sondage

Ce sondage vise à extraire d'un échantillon représentatif de la population résidant en France métropolitaine un sous-échantillon spécifique de personnes musulmanes ou de culture musulmane composé de 1 029 individus. Parmi eux, 874 se définissent comme musulmans. Ce travail permet de décrire cette population et son comportement électoral.

Le résultat du sondage réalisé avec l'IFOP montre que les *musulmans français* sont dans leur majorité originaires d'Afrique du Nord (38 % sont d'origine algérienne, 25% d'origine marocaine), auxquels s'ajoutent les 8% d'origine turque et les 9% qui sont originaires des pays d'Afrique subsaharienne. L'enquête montre pareillement que la très grande majorité des *musulmans étrangers* sont eux-aussi originaires du Maghreb, d'Afrique ou de Turquie. Les répondants originaires du Maghreb, d'Afrique ou de Turquie représentent plus de 88 % des personnes n'ayant pas de passeport français.

L'enquête a été réalisée du 13 avril au 23 mai 2016 par l'IFOP pour le JDD. Un échantillon représentatif de la population résidant en France métropolitaine (n=15 459 personnes de 15 ans et plus) a été déterminé ainsi qu'un échantillon spécifique de personnes musulmanes ou de culture musulmane de 1.029 individus, parmi lesquels 874 se définissent comme musulmans, ont été interrogées.

Les entretiens ont eu lieu par téléphone. La représentativité de l'échantillon global a été assurée par la méthode des quotas au regard du sexe et âge de l'individu, de sa profession, de critères géographiques (région administrative, taille d'unité urbaine, proportion d'immigrés dans la commune ou du quartier (IRIS) de résidence et de la nationalité. Ces quotas ont été définis à partir des données du recensement de l'INSEE pour la population âgée de 15 ans et plus résidant en métropole (RP-INSEE 2012).

Questions utilisées :

- Personnellement, êtes-vous inscrit sur les listes électorales, ici, en France ? :
 - Oui / Non / Ne sait pas.
- Avez-vous voté au premier tour de l'élection présidentielle en avril 2012 ?
 - Vous avez voté pour un des candidats en présence
 - Vous avez voté blanc ou nul
 - Abstention
 - Vous n'étiez pas inscrit sur les listes électorales
 - Refuse de répondre.

WWW.
MILLENAIRE3.
COM

RETROUVEZ
TOUTES LES ÉTUDES SUR

MÉTROPOLE DE LYON
DIRECTION DE LA PROSPECTIVE
ET DU DIALOGUE PUBLIC
20 RUE DU LAC - 69399 LYON CÉDEX 03